



DÉBATS

de

l'Assemblée nationale

du

QUÉBEC

QUATRIÈME SESSION—28^e Législature

Le jeudi 13 mars 1969

Vol. 8 - N° 10

Président : l'honorable Gérard Lebel

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

Comité des règlements (3e rapport)	329
Commission de l'Assemblée nationale (1er rapport)	329
Bills privés	329
Déclaration ministérielle - Affaire Mitchell	
M. Armand Maltais	331
Questions et réponses	
Congédiements à Matagami	332
Incendie à la mécanographie	332
Transport scolaire	333
Nouvel aéroport international	334
Contrat de la CECM à l'éducation	334
Conseiller technique	335
Assurance-automobiles	335
Tapis entreposés	336
Le rapport Rioux	336
Ecoles normales d'Etat	337
Question de privilège	
M. Gaston Tremblay	343
Question de privilège	
M. Maurice Martel	345
Débat sur l'adresse	
Amendement de M. Laporte	
M. Paul Dozois	346
M. Emillen Lafrance	347
M. Philippe Demers	350
M. Clément Vincent	354
Question de privilège — Article du Montreal Star	
Le premier ministre, M. Jean-Jacques Bertrand	358
Vote sur l'amendement de M. Laporte	360
Vote sur l'adresse	360
Comité des subsides	
Assemblée nationale	361
Travaux publics	363
Ajournement	381

L'exemplaire, 35 cents—Par année,\$8—Chèque à l'ordre du Ministre des Finances. Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec.

Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

(Quinze heures trois minutes)

M. LEBEL (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Présentation de pétitions.
Lecture et réception de pétitions.

L'honorable député de Saint-Henri.

M. MARTELLANI: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

UNE VOIX: A l'ordre! Ce n'est pas le temps.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable député de Saint-Henri devra attendre l'appel des bills privés.

Présentation de rapports de comités élus.

L'honorable député de Bourget.

Comité des règlements

M. SAUVAGEAU: M. le Président, le comité des règlements a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son troisième rapport. Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après. Dispensé?

M. LESAGE: Dispensé.

M. LE PRESIDENT: Ce rapport sera-t-il adopté?
Adopté.

M. SAUVAGEAU: M. le Président, votre comité recommande de prolonger au 31 mai 1969, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés et à la réception des rapports sur bills privés.

M. LE PRESIDENT: Ce rapport est adopté.

Présentation de rapports de comités élus.
Présentation de motions non annoncées.

L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: M. le Président, Je propose

que le troisième rapport du comité des règlements, prolongeant les délais relatifs à la présentation des bills privés et à la réception des rapports sur bills privés, soit considéré comme suffisant pour couvrir les dispositions de l'article 648 du règlement.

M. LESAGE: M. le Président, il s'agit bien seulement de la présentation en première lecture des bills privés et non pas de la présentation de pétitions ou de requêtes, n'est-ce pas?

M. BERTRAND: C'est la procédure habituelle.

M. LESAGE: Je veux dire que les délais pour la présentation de pétitions en vue de proposer des bills privés sont expirés.

M. PAUL: C'est cela.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

Commission de l'Assemblée nationale

M. LE PRESIDENT: La Chambre me permettra de lui communiquer un rapport. Votre commission a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son premier rapport comme suit: Commission de l'Assemblée nationale. Votre commission a choisi le président de la Chambre pour son président. Votre commission a nommé le président de chacune des commissions permanentes et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacune de ces commissions ainsi qu'il suit: Président, M. Sauvageau.

Ce rapport sera-t-il adopté?
Adopté.

Présentation de bills privés.

L'honorable député de Saint-Henri.

Bills privés

M. MARTELLANI: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé: Loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Gaspé-Nord.

M. GAGNON: M. le Président, pour M. Bernatchez, qu'il me soit permis de présenter un

bill intitulé Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Saint-Henri.

M. MARTELLANI: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Henry Abouzakhm et d'autres personnes, à titre d'assistants-pharmaciens.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, je m'excuse, mais il aurait fallu que je demande si la Chambre consentait à l'adoption de la première lecture, dans les trois cas, adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ces bills. First reading of these bills.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, j'ai aussi un bill privé à présenter ici.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Montmorency.

M. TREMBLAY (Montmorency): Qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé Loi constituant la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Westmount.

M. HYDE: M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé Loi concernant Spiritual Healing Church.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Saint-Henri.

M. MARTELLANI: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Georges-Henri Bédard et d'autres citoyens canadiens à titre d'assistants-pharmaciens.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Saint-Henri.

M. MARTELLANI: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter un bill intitulé Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian à titre d'assistant-pharmacien.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

Présentation de bills publics
Affaires du jour.

L'honorable premier ministre

Alliance Crédit

M. BERTRAND: M. le Président, je dépose une copie du rapport du comité d'étude sur les institutions financières et de l'étude également faite par la maison Clarkson, Gordon et Compagnie de la faillite d'Alliance Credit Corporation.

J'en ai une photocopie pour le chef de l'Opposition et une autre pour son conseiller économique, le député de Mercier. Maintenant, je n'ai pas beaucoup de copies. Je me demande si ça intéresse tous les députés. Si oui, on pourra en faire préparer, mais je doute fort que ce soit le cas. Si vous vouliez donner votre nom à votre whip, il pourrait remettre ça au leader parlementaire du gouvernement.

M. LEVESQUE (Laurier): Est-ce que le

premier ministre parle des deux rapports ou du rapport?

M. BERTRAND: C'est-à-dire qu'une étude a été faite par Clarkson, Gordon et Compagnie.

M. LEVESQUE (Laurier): Oui, c'est l'Alliance Credit.

M. BERTRAND: Cette enquête, qui avait été confiée au comité sur les institutions financières, a été faite par Clarkson, Gordon et Compagnie.

M. LEVESQUE (Laurier): En fait, il s'agit simplement du rapport commandé par la commission.

M. BERTRAND: Du rapport commandé. On y a joint une lettre de M. Parizeau, le président, qui m'invitait à le rendre public. Avant de le faire, j'ai voulu m'enquérir auprès du ministère de la Justice pour savoir quelles seraient les possibilités de poursuites. J'ai reçu le rapport. On notera que la lettre de M. Parizeau est en date du 11 février, mais le rapport n'a été reçu à mon bureau que le 26 février.

M. LEVESQUE (Laurier): Pendant que nous sommes là-dessus, le premier ministre pourrait-il nous dire à peu près à quel moment le rapport global sur les institutions financières de la commission Parizeau devrait venir?

M. BERTRAND: Non.

M. LEVESQUE (Laurier): Pas encore.

M. BERTRAND: Je dois rencontrer ou communiquer par téléphone, demain matin, avec M. Parizeau.

M. BOURASSA: Le premier ministre vient de parler de poursuites. Est-ce qu'il a l'intention d'en prendre ou non?

M. BERTRAND: Le sous-ministre du ministère de la Justice m'a informé, ce matin, qu'il ne croyait pas qu'il y ait lieu à des poursuites, mais un nouvel examen doit être fait par le contentieux, sous la direction de Me Denys Dionne. Il semblerait qu'il s'agisse plutôt de mauvaise administration et on pourra se former une opinion à la lecture du rapport.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Richesses naturelles.

M. ALLARD: J'ai l'honneur de déposer copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique, par laquelle la Southern Canada Paper a demandé d'exporter de l'énergie électrique aux Etats-Unis.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de l'Education.

Transport scolaire

M. CARDINAL: J'ai l'honneur de déposer à l'Assemblée nationale le rapport de la commission d'enquête sur le transport scolaire. Je souligne que j'ai déjà fait remettre à l'Opposition deux exemplaires de ce rapport et de l'annexe au rapport de la commission d'enquête sur le transport scolaire qui donne les normes minimales de construction des autobus scolaires. Ce rapport est daté de mars 1968.

M. LESAGE: Est-ce que, d'après ce rapport, les « péchés d'autobus » sont des péchés graves ou des péchés véniels?

UNE VOIX: Des péchés rouges!

M. LE PRESIDENT: L'honorable Solliciteur général.

Déclaration ministérielle

M. MALTAIS (Limoilou): J'ai une déclaration ministérielle en réponse à une question qui a été posée par le député de Gatineau et concernant l'affaire Mitchell.

Alerté, dans la journée du 26 février, par le climat survolté existant à Maniwaki à la suite d'un coup de feu tiré par un présumé membre de la Sûreté du Québec contre un jeune Indien de l'endroit, j'ai demandé une enquête et j'ai recueilli les données suivantes.

La Sûreté du Québec n'a rien à voir dans l'affaire. Le 23 janvier 1969, à Maniwaki, trois jeunes gens dont Willie Mitchell, âgé de 16 ans, sont poursuivis par la police de Maniwaki à la suite du vol de deux projecteurs. Le jeune Mitchell se sépare des deux autres, gagne la forêt, puis est blessé d'une balle à la tête.

Selon le constable Graham Labelle, de la police de Maniwaki, le jeune Mitchell avait les projecteurs dans les mains lorsqu'il l'a rejoint. Sommé d'arrêter, le jeune homme a poursuivi sa course après s'être débarrassé des projecteurs. Le policier affirme avoir tiré deux coups en l'air puis avoir tenté de suivre le fugitif dans la forêt, mais 11 soutient qu'il a fait alors une

chute du haut d'un amas de neige d'environ 24 pieds et qu'un autre coup de feu est parti accidentellement. Il explique qu'ayant entendu des cris venant de la direction du jeune homme, il est accouru vers lui. Constatant que le jeune homme était blessé, il s'est empressé de lui porter secours.

La version du constable Labelle est accompagnée d'une déclaration du chef de police de Maniwaki, M. Achille Thibault, qui dit avoir interrogé M. Labelle à deux reprises, à deux dates différentes, et avoir constaté que la relation des faits était identique dans les deux cas. Le soir même de l'accident, le chef Thibault déclare s'être rendu sur les lieux au moment où le blessé recevait les premiers soins et avoir constaté, en désarmant le constable Labelle, que son arme était couverte d'eau et que, de plus, il y avait de la neige dans le canon et le baril. Il manquait trois balles.

Le lendemain, 25 janvier, accompagné du constable Roland Lafond, le chef de police rapporte qu'il est retourné sur les lieux et qu'il a mesuré 141 pieds entre l'endroit où le coup de feu est parti et celui où le jeune Mitchell a été frappé. Il note également que le bois où se trouvait Mitchell est très dense. De plus, dit-il, il était 10 heures du soir. Donc, la visibilité était très mauvaise. Selon le chef Thibault, le tireur le plus habile n'aurait jamais pu tirer à coup sûr contre le fugitif dans de telles conditions.

Pour sa part, le jeune Mitchell, interrogé par le chef Thibault, déclare avoir volé lui-même les deux projecteurs avec des amis qu'il refuse d'identifier. Ceci est important. Il était bien 10 heures du soir, dit-il. En s'enfuyant pour gagner le bois, il a d'abord entendu deux coups de feu sans s'arrêter puis un troisième l'a atteint à la figure. Le jeune Mitchell précise qu'il y a eu un intervalle de temps entre chaque coup de feu et qu'il ne croyait pas que le constable pouvait le voir là où il était, car il faisait noir et il se trouvait dans un bois.

Le chef Thibault estime que le coup a atteint le jeune Mitchell accidentellement. Le jeune Mitchell est un Américain de Syracuse qui était en visite chez son oncle Sam Côté de Maniwaki à l'occasion d'un carnaval. Il a été soigné dans un hôpital d'Ottawa. Guéri, il est retourné peu après chez lui à Syracuse. Une plainte de vol a été portée contre lui à la cour du Bien-Etre social.

Par ailleurs, le conseil de la bande de la réserve de Maniwaki, de concert avec la section d'Ottawa de l'Association canadienne des libertés civiles, m'a fait tenir une requête pour que toute l'affaire soit tirée au clair par la commission de police.

La requête allègue des faits tout à fait différents sur la foi des déclarations obtenues par deux jeunes Indiens de 15 ans qui, disent-ils, accompagnaient le jeune Mitchell lorsque l'événement est survenu. Il revenait à la réserve, affirment-ils, ils étaient à la limite de la ville lorsque le constable Labelle leur a ordonné de s'arrêter.

Selon eux, ils firent halte, mais le constable tira trois coups et ils s'enfuirent après les deux premiers coups. Par la suite, disent-ils, le jeune Mitchell fut conduit à l'hôpital avec des blessures au visage et au cou.

La requête ajoute que le chef de bande William Commanda a demandé au maire de suspendre le constable et de tenir une enquête, mais le maire l'avisa plus tard que le conseil municipal avait rejeté la demande.

Dans les circonstances, le procureur général a demandé à la commission de police, en vertu de la loi qui la régit, d'instituer une enquête et de faire pleine lumière sur toute cette affaire.

M. FOURNIER: Merci.

Questions et réponses

Congédiement à Matagami

M. BERTRAND: On m'a demandé hier d'ordonner, si possible, une enquête sur les événements qui se seraient déroulés à Matagami suivant une déclaration faite par M. Loyer.

Or, cette enquête — je tiens à le déclarer — relève du ministère du Travail, étant donné qu'il s'agirait de discrimination dans l'emploi, et le sous-ministre du Travail, M. Donat Quimper, m'a fait dire ce matin que l'enquête débiterait incessamment. L'enquêteur sera assisté des conseillers juridiques du ministère de la Justice.

Incendie à la mécanographie

M. BERTRAND: De plus, on m'a posé une question au sujet de l'incendie au centre de mécanographie, là où étaient les fameux chèques du ministère du Bien-Etre social.

Premièrement, l'enquête se continue sur les causes de l'incendie. Jusqu'à présent, on a pu établir qu'il s'agissait d'un incendie criminel.

Deuxièmement, l'enquête générale sur la fraude au ministère de la Famille et du Bien-Etre social se continue également.

M. CLICHE: Question de privilège faisant

suite à la déclaration du premier ministre concernant l'affaire de Matagami.

Hier, j'ai dit en cette Chambre que, comme député, je voulais m'enquérir des faits et vérifier si réellement les contremaîtres avaient été congédiés et s'ils avaient été remplacés de façon systématique par des personnes de langue anglaise.

Les renseignements qui me sont donnés et qui sont brefs — on me permettra sans doute de les transmettre — sont les suivants. Ils me viennent d'un journaliste digne de foi de ma région.

M. Joseph Lessard, contremaître, mentionné par le dénommé Loyer, a quitté de lui-même son emploi de contremaître à Matagami pour aller travailler à Oka dans une mine, et il a été remplacé par un M. Dollard Dufault, qui lui-même a décidé de retourner à son travail comme mineur où il gagne plus que comme contremaître. Ce dernier a été remplacé par un M. Paul Deslauriers.

Quant à M. Eugène Allaire, il avait, à sa propre demande, voulu quitter son emploi de contremaître et il a été remplacé par un M. Paul Laroche. Quant à M. Marcel Rioux, contremaître, il a décidé de venir vivre à Québec où il travaille chez son beau-père. Il a été remplacé par un dénommé Hoff.

Quand à M. Landers, il a quitté son emploi pour des raisons de conduite qui ont été données par l'employeur et qui ne me concernent pas. Mais de nouveaux contremaîtres sont à l'entraîement, et leurs noms sont MM. Arthur Hamelin et Wilbrod Guitare. Soixante pour cent des contremaîtres sont actuellement des Canadiens français et ils continuent de l'être, ceci, non pas pour défendre qui que ce soit, mais pour étaler la situation telle qu'elle est vis-à-vis des accusations portées par M. Loyer. J'ai dit, hier, que c'était un trouble-fête, j'ajoute que c'est encore vrai, et que c'est même plus, c'est un agitateur.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de l'Education.

M. CARDINAL: Vous me permettrez, dans le même ordre d'idée, d'ajouter ceci pour compléter ce qui a été dit jusqu'à présent, au sujet de la commission scolaire de Matagami. Contrairement à ce que certains journaux ont rapporté, provenant des paroles d'une personne — que je ne nommerai pas — de la région, le ministère de l'Education, par l'intermédiaire de son bureau régional, a fait une enquête sur place. Aucun des problèmes qui concernent la commission scolaire de cette région n'est in-

soluble. Ils pourraient être facilement réglés à l'amiable. Je désire souligner que l'élection des commissaires dans cette région a été faite, si l'on suit strictement la Loi de l'instruction publique, d'une façon illégale mais le délai de prescription a cependant couvert l'illégalité. Les commissaires peuvent donc agir légalement et personne, ni la population, ni les commissaires, ni le député d'Abitibi-Est, à aucun moment n'a communiqué avec le bureau du ministre de l'Education pour se plaindre de cette situation à la commission scolaire.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges.

Transport scolaire

M. GERIN-LAJOIE: Une question à l'intention du ministre de l'Education, qui a déposé, tout à l'heure, le rapport de la commission d'enquête sur le transport scolaire. Nous constatons, sur la page frontispice, de même qu'à la première page intérieure de ce rapport, l'inscription de mars 1968 et, entre parenthèses, impression préliminaire. Alors, est-ce qu'il s'agit bien du rapport de mars 1968, et d'une impression préliminaire et non définitive, qu'on nous soumet au mois de mars 1969?

M. CARDINAL: Comme je l'ai indiqué tantôt, ce rapport date de mars 1968. L'indication « impression préliminaire » s'explique par le fait suivant. C'est qu'il aurait pu y avoir, sur demande, une nouvelle impression pour un nombre suffisant de copies pour distribution, disons, dans le public et à tous les membres de cette Chambre. L'indication « impression préliminaire » indique simplement, comme cela se voit, à la face même des documents, une impression qui n'est pas une impression d'imprimerie mais une impression par un autre procédé mécanographique. Il s'agit donc vraiment du rapport définitif de la Commission d'enquête sur le transport scolaire.

M. GERIN-LAJOIE: M. le Président, une question supplémentaire. Etant donné le délai d'un an qui s'est écoulé depuis que le ministre, et le gouvernement ont reçu ce rapport, le ministre est-il en mesure de dire à cette Chambre si le gouvernement a décidé des dispositions qu'il prendra à la suite du rapport de cette commission?

M. CARDINAL: Le gouvernement annonce-

ra, au moment où il le jugera à propos, les dispositions qu'il prendra à la suite de l'étude de ce rapport.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Drummond.

M. PINARD: M. le Président, j'aurais une question à poser au premier ministre.

M. BERTRAND: Cela fait déjà deux ou trois fois que le député d'Ahuntsic se lève...

M. LEFEBVRE: Ah, mais c'est bon pour la digestion, M. le Président. C'est un bon exercice.

M. LE PRESIDENT: J'ai d'abord reconnu l'honorable député de Drummond.

Nouvel aéroport international

M. PINARD: Le premier ministre pourrait-il dire aux députés de cette Chambre le sens exact de la recommandation qu'il a faite, en sa qualité de chef du gouvernement, aux autorités gouvernementales d'Ottawa relativement à l'implantation du nouvel aéroport international au Québec?

M. BERTRAND: En mon absence, le ministre des Finances, qui agissait comme premier ministre intérimaire, a d'abord, fait une déclaration. D'autres déclarations ont été faites par le ministre des Affaires municipales, à l'effet que le gouvernement de cette province favorisait l'emplacement au sud ou au sud-est de Montréal.

M. PINARD: M. le Président, une question supplémentaire, si vous me le permettez, sur le même sujet. Le premier ministre pourrait-il nous dire s'il a fait le même genre de recommandation aux autorités fédérales à Ottawa en sa qualité de premier ministre et chef de gouvernement et en sa qualité de député du comté de Missisquoi?

M. BERTRAND: Je puis dire au député de Drummond que le maire d'une ville importante de mon comté a rencontré dernièrement le maire de Drummondville et d'autres maires de la région. Tous se sont entendus pour faire front commun avec le gouvernement du Québec en vue de favoriser le sud ou le sud-est; autrement dit, ils ont appuyé la position prise par le gouvernement du Québec.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député d'Ahuntsic.

M. LEFEBVRE: M. le Président, ma question s'adresse à celui qui porte le titre de ministre de l'Education, mais que les journaux qualifient parfois de ministre des Relations extérieures.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

Contrat de la CECM

M. LEFEBVRE: Les journaux ont accordé beaucoup d'importance à la bisbille qui existe présentement à la CECM. Ma question au ministre est bien simple: Est-ce que le ministère de l'Education va accepter de se substituer aux commissaires qui ont la responsabilité de l'administration de la CECM pour décider d'un certain contrat que le ministre connaît bien? Est-ce que le ministère, autrement dit, va trancher la question ou s'il va la laisser décider par les commissaires de Montréal?

M. CARDINAL: M. le Président, je ne suis pas surpris de la façon dont la question est posée par le député d'Ahuntsic...

M. LAPORTE: C'est la réponse qui est importante.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. CARDINAL: Il est initié aux questions qui concernent la CECM. S'il voulait poser une question plus précise, il me ferait plaisir de lui répondre.

M. LAPORTE: Apparemment, vous, vous n'êtes pas initié.

M. LEFEBVRE: M. le Président, ma question est très précise...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LEFEBVRE: Je vais préciser ma question à l'invitation du ministre. Il y a eu un vote qui a suscité pas mal de commentaires dans les journaux au sujet d'un contrat à accorder à la suite d'une enquête faite par le groupe de recherche en aménagement scolaire. Or, il semble — M. le Président, le député de Saint-Jean est désagréable — que certains commissaires aient renversé une décision ultérieure et demandé au ministère de l'Education de prendre lui-même la décision. Je demande au ministre

ce qu'il fait avec ce problème? Est-ce qu'il décide lui-même ou est-ce qu'il dit à la CECM de régler ces questions?

M. CARDINAL: M. le Président, le député d'Ahuntsic affirme qu'il semble que certains commissaires aient demandé au ministre de prendre des décisions à leur place. Dans les faits, il n'y a rien qui ressemble à cela. Personne à la CECM ne m'a demandé de prendre une décision en son lieu et place.

M. LEFEBVRE: Je regrette qu'on ne puisse pas débattre la question, mais, enfin, je tiens compte de la réponse du ministre.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LEFEBVRE: M. le Président, une question supplémentaire.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LEFEBVRE: Je n'ai même pas le droit de regretter, M. le Président?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je veux bien entendre l'honorable député d'Ahuntsic, mais mes fonctions m'obligent parfois à comprendre. Pour cela, il faut nécessairement que j'entende. Je dois déclarer que j'ai beaucoup de difficulté à entendre l'honorable député d'Ahuntsic.

L'honorable député d'Ahuntsic.

M. LEFEBVRE: Je constate que c'est là un sujet qui énerve ces messieurs; Je vais passer à un autre sujet.

Conseiller technique à l'Education

M. LEFEBVRE: Le ministre de l'Education aurait-il l'obligeance de dire à cette Chambre quelles sont les fonctions précises d'un monsieur Houde, dont j'oublie le prénom et que l'on présente comme conseiller technique du ministre parce que M. Houde est allé faire de la politique au Lac-Saint-Jean?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LEFEBVRE: Je voudrais savoir s'il est autorisé à le faire.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

DES VOIX: Au feuillet.

M. LE PRESIDENT: La question doit être référée au feuillet.

L'honorable chef de l'Opposition.

Assurance - automobiles

M. LESAGE: J'aurais une question à poser au ministre des Finances. Est-ce que le surintendant des assurances a discuté avec le ministre des Finances les raisons, sans doute graves, qui ont justifié — je ne sais pas jusqu'à quel point — une augmentation aussi considérable dans les primes d'assurance-automobiles pour dommages à autrui? D'après les journaux, c'est même jusqu'à 15%, ici à Québec, et dans l'Est de la province.

M. DOZOIS: M. le Président, le surintendant des assurances n'a pas discuté avec le ministre des Finances de cette question, parce que le service des assurances relève maintenant du ministre des Institutions financières. Comme je ne suis plus ministre des Institutions financières depuis le mois d'octobre...

M. LESAGE: Oui, mais qui l'est par intérim?

M. DOZOIS: ... il n'en a pas discuté avec moi. Maintenant, le ministre des Institutions financières est absent.

Je pense que le premier ministre s'enquerra de cette question et qu'il pourra peut-être vous répondre.

M. BERTRAND: Voici, je prends avis de la question...

M. LESAGE: Le gouvernement a certainement dû en discuter avec le surintendant.

M. BERTRAND: ... du chef de l'Opposition. Je demande à mon collègue, M. Mathieu — qui est ministre des Institutions financières pro tempore, étant donné la maladie de M. Gabias, député de Trois-Rivières — d'en prendre avis et de fournir la réponse au chef de l'Opposition, mardi.

M. LESAGE: C'est peut-être avec le ministre intérimaire que le surintendant des assurances en a discuté.

M. BERTRAND: Il n'est nommé que depuis hier. J'attendais des nouvelles de mon collègue des Trois-Rivières. Il doit être absent encore quelque temps, malheureusement.

M. LESAGE: Je demanderais au premier

ministre de bien vouloir trans mettre au ministre des Institutions financières nos meilleurs vœux de prompt rétablissement.

M. BERTRAND: Merci, en son nom.

Tapis entreposés

M. RUSSELL: M. le Président, en réponse à une question qui m'a été posée hier par le député de Beauharnois en ce qui concerne la quantité de tapis qu'il y aurait dans les entrepôts, je suis informé qu'il y a actuellement un rouleau de tapis neuf qui a été placé là en attendant la fin d'une discussion sur une erreur de couleur. De plus, les autres tapis entreposés ne sont que de vieux tapis qui appartiennent, quelques-uns à des députés, d'autres à des fonctionnaires qui ont été avertis, dans certains cas — d'autres le seront aussi — d'en disposer. Enfin, quelques-uns appartiennent à la province. L'évaluation totale de ces tapis ne devrait pas dépasser \$2,000. Nous entreposons aussi d'autres tapis qui appartiennent à la curatelle publique.

Si le député a d'autres informations, je serais heureux qu'il me les donne et je ferai enquête.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Chambly.

M. LAPORTE: M. le Président, pour la bonne marche du travail de la Chambre, il est entendu que la période des questions doit durer trente minutes. Est-ce que nous pourrions demander, si le gouvernement a des déclarations ministérielles ou des réponses à donner, comme vient de le faire le ministre, que cela soit groupé au début de la séance? Autrement, nous nous perdrons dans la comptabilité de nos questions.

Le rapport Rioux

M. LAPORTE: Je voudrais poser une question au ministre de l'Education. Est-ce qu'il a l'intention de déposer bientôt, pour le bénéfice des membres de cette Chambre, le rapport Rioux?

M. CARDINAL: M. le Président, comme je l'ai déjà mentionné dans cette Chambre, j'ai apporté, avec mon collègue le ministre des Affaires culturelles, ce rapport devant le conseil des ministres, qui jugera quand ce rapport devra être déposé devant l'Assemblée nationale, en même temps qu'il sera rendu public.

M. LAPORTE: M. le Président, j'invoque le privilège de cette Chambre pendant quelques minutes. Je dis au premier ministre que nous sommes devant une situation qui devient inacceptable. Il y a un an, en mars 1968, le ministre de l'Education recevait un rapport...

UNE VOK: C'est une question?

M. LAPORTE: Non, ce n'est pas une question. J'invoque les privilèges de cette Chambre. Je dis au premier ministre que nous sommes devant une situation inacceptable. Voici pourquoi: Il y a un an, on a remis au ministre de l'Education un rapport sur le transport scolaire. Depuis ce temps-là, il s'est écoulé une session complète. On arrive, le 13 mars 1969, avec un rapport qui certainement a dû, pour une bonne part, vieillir déjà.

Deuxièmement, comment se fait-il qu'on attende un an pour déposer un rapport, alors que le premier ministre, qui, lui, est respectueux des usages et de ses collègues, a reçu un rapport le 11 février...

M. BERTRAND: Non, pas le 11 février. Je l'ai reçu le 26.

M. LAPORTE: J'ai une lettre ici du 11 février. C'est encore mieux. Vous l'avez reçue...

M. BERTRAND: Non. Je l'ai noté tantôt.

M. LAPORTE: ... le 26 février 1969. Quelques jours à peine plus tard, la Chambre est saisie du rapport que nous pourrions utiliser pour nos travaux. Un rapport a été préparé à la demande conjointe du ministère de l'Education et du ministère des Affaires culturelles. Il a été remis au ministre Il y a un certain temps. Ce qui complique la situation, c'est qu'il a été publié presque en entier dans les journaux. Apparemment, tout le monde en a été saisi officiellement ou officieusement, sauf les membres de l'Assemblée nationale. Cet après-midi, je pense, nous allons entreprendre l'étude des crédits. Nous n'avons pas d'objection à hâter les travaux sessionnels, mais il y a quelques minutes, je vérifiais le nombre de rapports qui doivent être déposés et qui ne le sont pas encore. Nous n'allons pas jeter les hauts cris, car cela fait à peine un mois que nous sommes en session, mais, nous avons du travail à abattre et je ne saurais imaginer que le conseil des ministres puisse en venir à la conclusion de ne pas déposer le rapport.

Etant donné que le rapport est, à toutes fins pratiques, public, je demande au premier mi-

nistre pendant combien de temps encore les députés de cette Chambre vont être privés du droit qu'ils ont de prendre connaissance de rapports qui ont été préparés avec les deniers publics.

M. BERTRAND: M. le Président, d'abord, d'une façon générale, on aura noté que nous déposons sans trop de délai la plupart des rapports des commissions d'enquête.

M. GERIN-LAJOIE: On ne l'a pas noté. Du tout, du tout.

M. LAPORTE: On ne l'a pas noté...

M. BERTRAND: La plupart. Nous en avons déposé... Voilà une exception. Il y a une ou deux exceptions.

M. LESAGE: Le rapport Vandry...

M. BERTRAND: La même chose s'est déjà produite dans le passé. Bon. Cela ne sert à rien. Je n'ai pas ici tous les détails, mais je pourrais fournir des exemples. Troisièmement, quant aux rapports des ministères, on sait que chaque année, c'est à peu près la même chose. Les rapports sont produits parfois avec un retard d'une semaine, quinze jours, trois semaines. Ce n'est pas bon, mais Je sais, pour avoir été ministre de l'Education, que le rapport, entre autres, du ministre de l'Education a souvent été retardé à cause de l'impression. Quand je suis arrivé au ministère de l'Education — parce que le ministre n'en avait produit qu'un seul — j'ai produit un rapport pour un an et demi d'administration du député de Vaudreuil-Soulanges, ancien ministre de l'Education.

En ce qui a trait au rapport de la commission Rioux, ce rapport a été remis au conseil des ministres et sera déposé sous peu en cette Chambre.

M. LAPORTE: Il a été remis aux journaux.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de l'Education.

M. CARDINAL: Pour ajouter à ce qu'a mentionné l'honorable premier ministre, les membres de cette commission, nommés sous l'ancien gouvernement, ont 8. plusieurs reprises demandé des délais beaucoup plus longs que ceux que nous prenons à déposer ce rapport. D'autre part, je regrette autant que le leader de l'Opposition que des membres de cette commission aient rendu public ce rapport avant de le remettre au ministre.

M. LAPORTE: M. le Président, est-ce que je peux ajouter encore pour la conduite des travaux de la Chambre, que la situation est un peu différente. Nous allons aborder l'étude des crédits tout de suite pour la simple raison qu'il y a au feuillet un certain nombre de projets de loi dont aucun n'est imprimé. Aucun, sauf la Loi sur les mines...

M. BERTRAND: Bien, voici...

M. LAPORTE: Nous n'avons pas le choix, quand même nous déciderions unanimement cet après-midi d'entreprendre l'étude de la législation. Il n'y a que la Loi des mines d'imprimée. Aucun des autres projets de loi n'est imprimé. Nous n'avons ni les lois, ni les rapports des ministères, mais nous devons quand même entreprendre l'étude des crédits. Je dis au premier ministre que ceci met dans une situation absolument inacceptable ceux qui ont la mission d'étudier les crédits votés par cette Chambre.

M. BERTRAND: M. le Président, on a au feuillet plusieurs projets de loi.

M. LAPORTE: Pas imprimés.

M. BERTRAND: Plusieurs. Me Rioux et Me Normand m'ont, la semaine dernière, fait savoir que nous aurions au moins sept projets imprimés, mais la maladie de M. Grigg — il n'y a pas d'autres raisons; qu'on fasse enquête si l'on veut — nous a empêchés d'obtenir la traduction à temps. On connaît le problème. Nous avons dû essayer de trouver un traducteur et je ne sais pas si le traducteur que nous avons demandé de Montréal est arrivé. Voilà un problème qui s'est présenté en dernière heure. Nous devons avoir au moins huit projets imprimés, en particulier la Loi de la probation et des établissements de détention, qui est une loi assez importante. Elles ne sont pas traduites. Voilà la raison. Quant aux travaux de la Chambre, M. le Président, nous acceptons la coopération de l'Opposition. Nous sommes prêts à faire de notre mieux, nous l'avons démontré à l'automne, pour que les travaux de la Chambre procèdent avec célérité.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges.

Ecoles normales d'Etat

M. GERIN-LAJOIE: M. le Président, une question à l'adresse du ministre de l'Education au sujet de l'avenir immédiat des écoles nor-

males d'Etat. Est-ce que le ministre nous dirait si nous devons attendre du président de l'Université du Québec ou du ministre de l'Education une information prochaine sur le sort des écoles normales d'Etat pour le mois de septembre prochain, en particulier des écoles normales d'Etat qui ne sont pas situées dans les villes où l'Université du Québec aura des campus?

M. CARDINAL: M. le Président, J'ai déjà mentionné devant cette assemblée que le ministre avait créé une mission d'intégration des écoles normales et des écoles de formation de maîtres.

Cette mission a présenté la semaine dernière un rapport préliminaire au ministre, elle n'a pas encore présenté son rapport définitif. Le principe qui dirige cette mission est que les écoles de formation de maîtres, qu'on les appelle écoles normales publiques, privées ou autres, doivent, dans un certain délai, être intégrées dans le système actuel d'éducation, soit au niveau de l'enseignement collégial, c'est-à-dire dans les collèges d'enseignement général et professionnel, soit au niveau de l'enseignement supérieur.

Il paraît sûr que, dans les régions où il y a des centres universitaires, tout particulièrement, pour le moment, Montréal, Trois-Rivières et Chicoutimi, et éventuellement d'autres centres, ces écoles seront, selon le degré ou le niveau d'enseignement, intégrées à l'Université du Québec. Quant aux autres régions, le ministre attend le rapport de la mission pour faire au gouvernement les recommandations nécessaires et pour appliquer au ministère les recommandations qui seront jugées les plus opportunes.

Ce travail d'intégration d'écoles normales n'est pas un travail qui doit se faire avec hâte, même si l'on doit y apporter toute la diligence nécessaire, puisqu'il s'agit d'une réalisation absolument importante pour la formation des maîtres et qui viendra compléter la réforme scolaire entreprise au Québec et que le gouvernement actuel tente, dans la mesure du possible, de réaliser le plus rapidement possible, et non seulement avec rapidité, mais avec logique et dans l'intérêt du public et surtout avec ordre.

M. GERIN-LAJOIE: Une question supplémentaire au ministre de l'Education: Nous sommes à la mi-mars. Le ministre de l'Education croit-il vraiment qu'il peut raisonnablement laisser les étudiants des écoles normales d'Etat,

comme celle de Laval, à Québec, en particulier, dans l'incertitude sur leur sort quant au mois de septembre prochain, surtout quand on sait que les inscriptions, dans les universités et les grandes écoles, doivent se faire plusieurs mois à l'avance? N'est-il pas déjà tard, rendu à la mi-mars?

M. CARDINAL: J'ai exactement l'impression de revoir la fable de la mouche et du coche. Quant au cas de l'Ecole normale Laval, c'est à la suite de l'indiscrétion d'un individu qui avait préparé un rapport préliminaire pour remettre à une mission qui devait éventuellement le remettre au ministre, que tout ce tralala a été vu dans les journaux et les moyens d'information. Il n'y a rien de fondé, relativement à l'Ecole normale Laval, vis-à-vis de ce qui a pu être publié à ce sujet. Il n'est présentement pas question — et je l'affirme à nouveau — que l'Ecole normale Laval soit intégrée à l'Université du Québec. Par conséquent, les gens de l'Ecole normale Laval, étudiants, professeurs ou administrateurs, n'ont absolument pas à s'inquiéter de rumeurs publiées dans les journaux.

M. GERIN-LAJOIE: J'ai tenté de soulever une question de privilège. Ce n'est pas du tout une question d'indiscrétion ou de modalité d'information qui est en cause. C'est une question de fait très précise.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Quel est le privilège de la question? Pas de privilège.

M. GERIN-LAJOIE: J'ai soulevé une question de privilège en disant que ce n'est pas du tout la question de modalité d'information qui est en cause. J'ai demandé au ministre s'il croit pouvoir informer très prochainement les étudiants des écoles normales d'Etat, en particulier en dehors de Montréal, Chicoutimi et Trois-Rivières, sur leur sort pour le mois de septembre prochain, indépendamment de tout ce qui a pu paraître dans les journaux.

M. CARDINAL: Même si la question est hors d'ordre, je rappellerai au député de Vaudreuil-Soulanges...

M. CADIEUX: Ce n'est pas à vous de juger ça.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESAGE: J'ai de nombreux élèves de l'Ecole normale Laval dans mon comté, et je puis

dire qu'on m'a demandé des renseignements. Des parents, des élèves m'ont téléphoné et se demandent réellement ce qui les attend pour le mois de septembre. Le ministre ne croit-il pas qu'il est de son devoir de dire ce qui va leur arriver en septembre, de les rassurer d'une manière ou d'une autre?

M. CARDINAL: Si les personnes qui ont interrogé le chef de l'Opposition s'informaient auprès du ministre de l'Education, ils auraient des renseignements.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. CARDINAL: Si on me pose des questions, qu'on me permette d'y répondre.

M. LESAGE: Répondez.

M. LACROIX: Il est beau, mais pas fin.

M. LESAGE: Il me semble que la question que j'ai posée est une question sérieuse et raisonnable...

M. MARTEL: M. le Président...

M. LESAGE: ... et que je pourrais m'attendre raisonnablement à une réponse du ministre pour éclairer, au moins, les intéressés.

M. CARDINAL: Si les membres de l'Opposition me permettent de répondre à la question posée par leur chef, je le ferai avec plaisir.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Drummond.

M. LESAGE: Un instant. Je n'ai absolument rien compris à la réponse qui a été donnée.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je ne suis pas surpris que l'honorable chef de l'Opposition n'ait pas compris, car Je dois vous dire que j'ai beaucoup de peine à comprendre, moi aussi, ce qui se passe depuis cinq minutes. Si le ministre de l'Education entend répondre... A l'ordre!

M. CARDINAL: Contrairement aux membres de l'Opposition, je ne parle que quand tout le monde s'est tu. Si on ne m'avait posé qu'une seule question, j'y répondrais, mais, comme il y en a dix qui ont parlé en même temps, Je ne sais plus quoi répondre.

DES VOIX: Ah! Ah!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESAGE: Vous me permettrez de revenir 3 la charge. Je pose une question. La question que j'ai posée, après les réponses évasives qui ont été données par le ministre au sujet de toutes les écoles normales de l'Etat, concernant plus particulièrement l'Ecole normale Laval. J'ai dit qu'il y avait énormément d'inquiétude chez les élèves quant à ce qui les attend au mois de septembre, lorsqu'ils voudront poursuivre leurs études à l'Ecole normale Laval. J'ai demandé au ministre s'il était en mesure de rassurer élèves et parents en ce qui concerne le mois de septembre prochain. C'est une question, cela; ce n'est pas dix questions!

M. CARDINAL: Si les étudiants de l'Ecole normale Laval, plutôt que de s'adresser à l'Opposition, s'adressaient au ministre...

M. LESAGE: Ah! M. le Président. J'invoque mon privilège.

DES VOIX: Ah! Ah!

M. CADIEUX: C'est un fat! Qu'est-ce que nous faisons ici, d'abord?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! L'honorable chef de l'Opposition a invoqué son privilège et J'espère avoir le silence nécessaire pour entendre la question de privilège. L'honorable chef de l'Opposition.

M. LESAGE: Le privilège que j'invoque est celui de tous les députés de cette Chambre. C'est le droit qu'ont les députés de cette Chambre d'exprimer les inquiétudes de la population. Les députés de cette Chambre, qui ont été élus...

UNE VOIX: Il ne connaît pas cela, lui.

M. LESAGE: Dans mon comté, j'ai été élu par une Immense majorité. Les gens savent...

UNE VOIX: Lui, il s'est servi d'une élection générale.

M. ALLARD: Des députés qui ont une grosse majorité, nous en avons, nous aussi, en quantité.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Il ne faudrait pas que les honorables députés croient que leur majorité leur permet de parler plus fort que l'opinant.

A l'ordre! A l'ordre! Il ne faudrait pas que l'honorable chef de l'Opposition m'interprète mal. J'allais justement dire que c'est l'opinant qui a le droit de parole actuellement et que d'autres députés pourraient s'asseoir sur un statut particulier ou sur un prestige personnel pour parler, alors que l'opinant soulève une question de privilège. C'est simplement ce que J'ai voulu dire.

L'honorable chef de l'Opposition.

M. LESAGE: Je n'ai jamais entendu exprimé un pareil mépris pour le système parlementaire. Ce que vient de faire le député de Bagot, ministre de l'Education, est réellement quelque chose de honteux: je regrette de le dire. Dans notre système démocratique...

M. LAPORTE: Il court après.

M. BERTRAND: Ce n'est pas parlementaire.

M. LESAGE: ... il veut refuser aux représentants du peuple le droit même de poser des questions, d'exprimer l'inquiétude de leurs commettants. Je n'ai jamais entendu quelque chose comme cela dans ce Parlement!

Le ministre vient d'afficher, à l'égard du Parlement et des représentants du peuple, un souverain mépris, et Je crois qu'il est de mon devoir de réclamer les droits du Parlement en cette Chambre. C'est mon droit.

M. PAUL: M. le Président...

M. LESAGE: C'est mon privilège que je réclame.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! L'honorable chef de l'Opposition, qui a une grande expérience parlementaire, beaucoup plus longue que la mienne, sait qu'il a le droit, et je lui ai concédé bien volontiers ce droit. J'ai constaté tout simplement le droit qu'il avait de soulever une question de privilège à ce moment-ci.

Mais il conviendra par ailleurs qu'après avoir employé un ton ferme et catégorique, il ne pourrait se permettre d'aller plus loin et soulever ainsi un débat à ce moment-ci de nos procédures, parce qu'il faut se rappeler que nous sommes encore à la période des questions et que la question de privilège doit être soulevée d'une façon claire et aussi concise.

M. LESAGE: M. le Président, ce que Je réclame, au nom des députés de cette Chambre, c'est la liberté de parole dans l'observance des

règlements. Cela, c'est un droit absolu que nous avons, et il est certain qu'un ministre ne peut pas nous le nier. Ce sera le Jour où la liberté tombera que celui où le député de Bagot pourra mettre en oeuvre ses aspirations à la dictature.

M. PAUL: M. le Président, sur un rappel au règlement. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la question de privilège soulevée par l'honorable chef de l'Opposition, et je ne vois pas en quoi l'honorable ministre de l'Education ait pu en quelque sorte birmer les droits ou privilèges des députés de cette Chambre, parce qu'il est spécifié à l'article 686, paragraphe 2, qu'un ministre peut même s'abstenir de répondre à une question qui lui est posée.

Si on se réfère à la note 3 de l'article 686, nous y lisons que les réponses données, qu'elles soient satisfaisantes ou non, doivent être tenues pour finales. Je comprends que la réponse donnée par l'honorable ministre de l'Education ne puisse pas rencontrer le désir de réponse qu'aspirait recevoir l'honorable chef de l'Opposition; mais ce n'est pas parce que l'honorable ministre de l'Education a donné une réponse qui ne satisfasse pas le chef de l'Opposition qu'il a le droit d'être accusé de mépris des règles de cette Chambre.

M. LESAGE: M. le Président, sur le point de règlement qui a été soulevé par le député de Maskinongé, permettez-moi de dire ceci: C'est que je ne me suis pas plaint du fait que le ministre n'avait pas répondu à mon goût à ma question. La question de privilège que j'ai soulevée venait de la nature de la réponse du ministre. Cela n'a rien à faire avec l'article mentionné par le député de Maskinongé. C'est le fait que dans sa réponse le ministre a déclaré que les citoyens n'avaient pas d'affaire à s'adresser à leurs représentants, qu'ils devaient s'adresser au gouvernement.

Cela revient à nier l'utilité du Parlement, l'utilité des représentants du peuple, cela conduit à* la dictature.

DES VOIX: A l'ordre!

UNE VOIX: Il a envie de rire.

M. LESAGE: Je reviens, et je dis encore... Non, Je n'ai aucune envie de dire, tout ce que j'ai constaté, c'est que le sourire du ministre de l'Education...

M. BOUSQUET: Il a envie de faire rire.

M. LESAGE: ... continuait à afficher le mé-

pris qu'il a et qu'il entretient à l'égard de ses collègues.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de l'Education.

M. CARDINAL: M. le Président, je comprends que je n'ai pas l'expérience du chef de l'Opposition.

C'est la première fois que j'entends dire qu'un sourire engageant manifeste du mépris. D'autre part...

M. CADIEUX: n qualifie même ses sourires.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. ALLARD: On nous tenait pendant des mois de temps, sur des questions qu'on nous posait...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je pense que tout le monde conviendra qu'il y aurait lieu de passer à travers cette période de nos travaux d'ici 4 heures.

L'honorable ministre de l'Education.

M. CARDINAL: M. le Président, vous me permettez d'ajouter que si le chef de l'Opposition ose parler de mépris de la liberté de parole, il devrait commencer...

DES VOIX: Ah non! Non! Non!

M. CARDINAL: ... par contrôler les membres de son parti, qui, à tout moment...

M. LEFEBVRE: Non? Je n'étais pas capable de vous poser des questions, tout à l'heure. Vos gens hurlaient. Vous ne les avez pas contrôlés.

UNE VOIX: Vous avez trompé...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre!

Je tiens à souligner de nouveau... A l'ordre! Je tiens à signaler de nouveau que la question de privilège ne doit pas donner ouverture à un débat. Je pense que tout le monde conviendra que, jusqu'ici, nous avons eu et le ton, et la forme et le fond d'un vrai débat.

M. LACROIX: Pas sur les réponses.

M. CARDINAL: Je me reprends. Je n'emploierai pas la forme d'un débat, mais si on

m'avait permis de répondre à cette question, j'aurais terminé ma phrase, et le chef de l'Opposition n'aurait pas eu à se lever sur une question de privilège.

M. LAPORTE: M. le Président, j'invoque, moi aussi, mon privilège de député...

DES VOIX: Bon! Bon!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Je ferai remarquer à cette Chambre que nous avons assisté, cet après-midi, de la part du ministre de l'Education, à une démonstration qui mériterait plus qu'une intervention sur une question de privilège. Il est le responsable du ministère le plus important du Québec, et par le budget, et par les conséquences, et par l'objet. Nous avons de très nombreuses questions à lui poser. Nous avons été habitués, par le député de Vaudreuil-Soulanges et par le député de Missisquoi, à obtenir des réponses précises aux questions que nous posons, ou alors, nous avons été habitués à nous faire dire que l'on prenait la question...

M. ALLARD: C'est une question d'opinion.

M. LAPORTE: ... comme avis et que réponse serait donnée dans les quelques heures qui suivraient. Cette politique a également été suivie par le prédécesseur du premier ministre actuel, M. Daniel Johnson, alors qu'il agissait, à toutes fins pratiques, comme ministre intérimaire de l'Education. Nous lui posons des questions...

M. MALTAIS (Limoilou): Quel est le privilège?

M. LAPORTE: Mon privilège, il n'y a absolument aucun règlement qui m'empêche de l'expliquer dans les termes dont je veux me servir.

M. MALTAIS (Limoilou): C'est un discours.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: M. le Président, si on insiste, je vais terminer tout de suite comme je l'ai imaginé au début, et nous allons passer l'après-midi à ne discuter que de cela. Alors autant qu'on me laisse aller.

DES VOIX: Du chantage!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. LAPORTE: Oui, cessez de chanter faux pendant que je parle.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. BERTRAND: Le député de Chambly ne peut pas s'empêcher de rire.

M. LAPORTE: Ah non, je n'ai pas du tout envie de rire! Pas le moins du monde! Peut-être que, dans quelques minutes, c'est le premier ministre qui ne rira pas.

M. BERTRAND: Bien, voyons donc!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Il est temps que le ministre de l'Education s'aperçoive qu'il est comme tous les députés ici et qu'il va répondre comme tout le monde...

M. BERTRAND: Cessez donc de dramatiser!

M. LAPORTE: Je comprends que cela sert vos fins, mais aidez-nous un peu!

M. ALLARD: Essayez de changer de système. Je vais vous répondre...

M. LAPORTE: Je vais terminer avant.

M. BERTRAND: Je vous répondrai quand vous aurez terminé...

DES VOIX: C'est un système!

M. ALLARD: On vous voit venir. On l'a subi nous aussi, avec le député de Verdun,

M. LAPORTE: C'est un système! C'est nous qui avons...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre!

M. ALLARD: Cela commence à sentir mauvais...

M. LE PRESIDENT: Je devrai bien à regret, car je n'aime pas tellement les sentences exemplaires, peut-être rappeler à l'ordre nominale-ment un député pour nous permettre d'entreprendre ou de continuer cette période de nos travaux.

Je tiens à faire une mise au point avant de

reprendre mon fauteuil. L'honorable chef de l'Opposition a soulevé une question de privilège à la suite d'une remarque de l'honorable ministre de l'Education, qui avait dit à peu près ceci, je pense: Si les étudiants de l'école ou les parents qui ont des enfants à l'Ecole normale Laval s'étaient adressés au ministre de l'Education plutôt qu'au député de Louis-Hébert, ils auraient peut-être, etc. Ce qui a soulevé, à ce moment-là, un certain tollé du côté de l'Opposition.

J'ai permis naturellement la question de privilège. Dans le cours du débat — puisque vraiment, à un moment donné, c'était un débat — l'honorable Secrétaire de la province, le député de Maskinongé, nous a rappelé un article qu'il ne faut pas perdre de vue quant à la façon de répondre. A mon avis, c'est ce que l'honorable député de Chambly tente d'exposer au début de ses remarques.

On ne peut pas, je pense, faire de commentaires sur la façon générale de répondre. On dit même que le ministre peut s'abstenir de répondre et qu'à ce moment-là son refus de répondre ne peut être l'objet de commentaire. J'ai cru à propos de rappeler cet article de nos règlements à l'honorable député de Chambly avant qu'il ne termine son intervention.

M. LAPORTE: Merci, M. le Président. Je souligne quand même que cet article dit que le ministre peut ne pas répondre. S'il n'avait rien répondu, il est clair que le chef de l'Opposition n'aurait pas soulevé de question de privilège. C'est la façon dont il a répondu.

UNE VOIX: C'est ça.

M. LAPORTE: Nous sommes en butte, depuis le début de la séance, à cette sorte de réponses dont le point culminant a été: « Si au lieu de s'adresser à l'Opposition, on s'adressait au gouvernement, on aurait des réponses. » C'est ça qui est inacceptable.

J'en appelle au premier ministre; il connaît, lui, les règles du parlementarisme. Il sait le travail difficile que nous avons à faire dans l'Opposition. Si, par hasard, nous n'étions pas convaincus que le premier ministre entend faire respecter ici le droit de tous les députés de poser des questions et d'obtenir des réponses polies, sinon satisfaisantes, je pense qu'il y aurait lieu pour nous de nous servir tout de suite de l'article 195 — qui dit qu'on peut terminer une question de privilège par une motion — et de faire tout de suite une motion de censure contre le ministre pour qu'il apprenne à se conduire dans cette Chambre.

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: M. le Président, on aura vu jusqu'où peut aller l'exagération. Depuis le début de la séance - et vous l'avez noté tantôt — au milieu des bruits et des interventions parfois de personnes assises qui grognent, le ministre a été appelé à répondre à des questions. On sait comme c'est difficile, d'abord, de saisir parfois une question quand quelqu'un parle ou crie, comme on l'a fait depuis le début de la séance. Le député de Bagot a répondu à toutes les questions depuis le début de la s é a n c e . Il a répondu, parfois, sur le ton utilisé par celui qui lui posait la question; c'est son droit, c'est son privilège d'utiliser les mêmes méthodes que l'on utilise à son endroit, parfois le sarcasme...

M. LAPORTE: Rarement un renseignement.

M. BERTRAND: Les renseignements, il les a donnés.

M. LAPORTE: Lesquels?

M. BERTRAND: M. le Président, c'était souverainement injuste à l'endroit d'un homme comme le député de Bagot, qui, durant toute sa campagne électorale, l'an dernier...

M. LAPORTE: Elle est finie, sa campagne électorale!

M. BERTRAND: ... a été au comité parlementaire de l'éducation pour répondre aux questions.

D'ailleurs, le chef de l'Opposition qui attaque les autres — c'est son droit — a utilisé tantôt une expression absolument antiparlementaire.

Il n'a qu'à relire l'article 285, paragraphe 20, page 95. Il a utilisé le mot « honteux » à l'endroit du député de Bagot. C'est absolument antiparlementaire. Or, quand on veut faire la leçon aux autres, on commence par respecter les règlements.

M. LESAGE: M. le Président, le premier ministre vient de me faire un reproche, celui d'avoir utilisé le mot « honteux ». Ce mot peut clairement être antiparlementaire lorsqu'il est employé dans un certain sens. Le mot « honteux » n'a pas qu'un seul sens. J'ai entendu le premier ministre bien des fois, lorsqu'il était scandalisé de quelque chose, sur une question de principe, dire: « C'est honteux de faire une telle affirmation ». Ce n'est pas antiparlementaire de s'exprimer ainsi.

Disons que j'ai été fortement scandalisé de ce que le ministre de l'Éducation a déclaré au sujet des droits des députés de cette Chambre. Si j'ai utilisé le mot « honteux », mon Dieu, c'est parce que fêtais scandalisé — et je le suis encore — de son attitude.

M. BERTRAND: M. le Président, article 3.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!
L'honorable député de Richelieu.

Question de privilège

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, tout à l'heure, j'ai soulevé une question de privilège suivant le réglementation établie par la Chambre.

M. LE PRESIDENT: A l'ordret Je vais d'abord reconnaître l'honorable député de Montmorency parce qu'il a déjà commencé une question.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, c'est un court privilège que Je demande à la suite d'une déclaration qui a été faite le 11 mars 1969...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Montmorency): ... par deux députés de Montréal...

M. LE PRESIDENT: A l'ordrel

M. TREMBLAY (Montmorency): ...lors d'une soirée de danse...

M. LE PRESIDENT: A l'ordrel Je regrette, mais on saura désormais que les règlements amendés obligent les députés de cette Chambre à présenter, avant la séance, la question de privilège qu'il entend soumettre à la Chambre, sauf s'il s'agit d'une question de privilège qui relève d'un débat ou d'une question qui vient de se dérouler dans la présente séance. Comme l'honorable député de Montmorency se réfère à une question de privilège qui aurait son origine le 11 mars, il devra me la soumettre et, malheureusement, la remettre à une prochaine séance, s'il y a lieu.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, je vous ai déjà soumis cette question de privilège.

M. LE PRESIDENT: Je regrette d'avoir un blanc de mémoire assez considérable. Il me

semble n'avoir pas rencontré l'honorable député de Montmorency depuis le 11 mars, sauf ici, en Chambre.

M. TREMBLAY (Montmorency): Je vous ai fait parvenir un document par un page de cette Chambre.

M. BERTRAND: Il vous aurait fait parvenir un document.

M. LE PRESIDENT: Je vais rectifier les faits. L'honorable député de Montmorency m'a effectivement fait parvenir un papier sur lequel était indiqué: Question de privilège. Il faudra désormais que l'on me soumette la question de privilège afin que Je puisse décider, dans la sérénité de mon bureau, si elle est recevable ou pas.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, en définitive, c'est une procédure qui est assez extraordinaire parce qu'on a posé des questions de privilège tout à l'heure et on a permis à ceux qui les posaient de les présenter.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je tiens à souligner à l'honorable député de Montmorency et aux autres députés de cette Chambre que l'amendement a bel et bien été soumis à cette Chambre dans un rapport que j'ai présenté au début de la session et que la Chambre, à l'unanimité, a adopté ce rapport. Par conséquent, en critiquant ce règlement, ce n'est pas moi que l'on critique, ce n'est pas mon humble personne, mais bien la Chambre.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, question de privilège, numéro 6. Je l'ai en main: « Le député qui se propose de soulever une question de privilège qui ne découle pas des délibérations en cours à la Chambre serait tenu de donner au président un avis préalable. » Il est dit « un avis », seulement. Or, je vous ai fait parvenir cet avis préalable. Cela ne comporte pas l'étude de la teneur de la motion de privilège.

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! On me fait une suggestion que Je suis bien disposé à accepter. Naturellement cette suggestion a été faite, maintes fois dans le passé et Je la réitère, c'est qui avec le consentement unanime de la Chambre, il me sera toujours permis d'entendre un député.

M. BERTRAND: Allez-y.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Montmorency.

M. TREMBLAY (Montmorency): Monsieur, elle est très courte ma déclaration, c'est qu'on a fait allusion à une démission possible du député de Montmorency, en tant que député; alors, messieurs, pour votre satisfaction, je vous préviens qu'il n'est aucunement question de cette démission en tant que député.

M. BERTRAND: Ah!

M. TREMBLAY (Montmorency): Ni les pressions occultes, ni le chantage, ni les machinations ne me feront démissionner. J'ai été élu sur des questions bien précises dans le programme de l'Union Nationale que, moi, je respecte et que je n'ai pas reniées, surtout en matière d'éducation, et je m'en tiens à ce programme qui a été établi concernant l'éducation en particulier. Et ce que je demande, messieurs, je propose que le ministre de l'Education vienne fournir une information intelligente...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Montmorency): ... dans le comté de Montmorency sur les véritables problèmes scolaires du comté.

DES VOIX: A l'ordre!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Montmorency): Et j'ajouterai ceci, c'est que le député de Dorion...

M. LAPORTE: C'est là que Je me rends compte de la chicane de famille.

M. TREMBLAY (Montmorency): ... messieurs, Je ne tiens pas à devenir son associé dans son bureau de notaire.

M. BERTRAND: Le président est debout.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. PAUL: M. le Président, lorsque l'on soulève une question de privilège, il ne nous est pas permis de rêver en couleurs. Et Je ne sache pas, M. le Président, que les raisons soulevées par l'honorable député de Montmorency puissent être interprétées comme une véritable question de privilège. Il serait dan-

gereux, si après lecture d'un article de journal on constate les critiques dont on puisse être l'objet et dans certains cas, bien justifiées, que l'on puisse se lever en cette Chambre, sur le prétexte de la question de privilège, pour échanger des propos ou diriger des attaques contre l'un ou l'autre des deux côtés de cette Chambre.

Je sou mets respectueusement, M. le Président, que la décision qui a été prise, la recommandation que vous avez faite, au nom du comité des règlements, a sa raison d'être, d'où nécessité absolue que vous exigiez un avis raisonnable avant de reconnaître ou d'accepter une question de privilège.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

Comme vient de le souligner l'honorable Secrétaire de la province, on voit la nécessité qu'il y avait d'apporter un amendement aux règlements et d'exiger des membres de cette Chambre qu'ils présentent avant la séance la question de privilège qu'ils entendent soulever devant la Chambre, afin d'éviter une perte de temps ou un refus devant la Chambre.

L'honorable député de Richelieu.

Question de privilège

M. MARTEL: Ce que ça peut être dur d'obtenir la parole en Chambre!

En me référant à l'article 193, j'aimerais soulever une question de privilège pour apporter une mise au point, à la suite d'un article paru dans le Soleil...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

UNE VOIX: Est-ce qu'on a eu son avis?

M. MARTEL: Oui, tout à l'heure j'ai fait parvenir un avis au moyen d'un messenger. Une primeur avant de commencer.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Est-ce que c'était le même avis que le député de Montmorency?

M. GRENIER: Sur la même feuille.

M. LE PRESIDENT: Afin que je puisse tenir ma correspondance à jour, il y aurait peut-être lieu que les honorables députés de cette Chambre m'avisent qu'ils ont l'intention de poser une question de privilège tous les jours. Mais je tiens à faire remarquer que le consentement unanime de la Chambre a été accordé à l'hono-

rable député de Montmorency et si le même consentement, pour aujourd'hui, et j'insiste, était accordé à l'honorable député de Richelieu, nous pourrions l'entendre; sinon, je devrai refuser le droit de parole à l'honorable député de Richelieu.

M. MARTEL: La prochaine fois, M. le Président, je vous enverrai un télégramme.

Ma question de privilège ne suscitera pas de débat, c'est simplement pour faire une mise au point à la suite d'un article paru dans le Soleil intitulé « Attaque de Lévesque, Martel, Goldbloom contre le gouvernement de l'Union Nationale ». Je pense que si j'avais attaqué mon gouvernement, je me dépêcherais de traverser de l'autre côté. Simplement la mise au point suivante.

En relisant le journal des Débats, je pense que le journaliste en question n'a pas bien lu le communiqué de presse. Je disais: « En conséquence, je suis fier d'appuyer le premier gouvernement québécois qui a eu l'audace de tenter de répondre enfin au fameux « What does Quebec want? » de nos amis d'Ottawa. » C'est une partie. Et, plus loin dans l'article, on dit: « Le député de Richelieu préconise également la création rapide d'une assemblée constituante telle que recommandée en fin de semaine par les Etats généraux du Canada français. » Dans ma déclaration en Chambre, je disais: « Je comprends que les modalités d'une association constituante doivent être intimement liées aux destinées de l'Assemblée nationale qui représente véritablement le peuple québécois. L'Assemblée nationale peut considérer la possibilité de compléter le mandat du comité qui s'occupe de ces questions en en faisant une véritable assemblée constituante, laquelle sera appelée à recevoir toutes les observations jugées utiles, et, dans l'esprit d'une véritable démocratie agissante, cette commission pourra déléguer des sous-comités restreints différentes régions du Québec pour permettre à tous les citoyens de participer à l'élaboration de notre future constitution. »

D'après ce qu'on a vu cet après-midi, je crois qu'il serait opportun de changer notre système parlementaire pour avoir plus d'ordre dans cette Chambre.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges.

M. GERIN-LAJOIE: Maintenant que nous semblons heureusement sortis de cette longue digression, qui est survenue à la suite des questions posées par l'Opposition au ministre de l'Education, pourrais-je demander au minis-

tre quelle indication il est en mesure de donner incessamment aux nombreux étudiants de l'école normale Laval à Québec et des autres écoles normales d'Etat qui se demandent si leur école va être encore en fonctionnement au mois de septembre prochain?

M. BERTRAND: La demi-heure doit être expirée.

M. LE PRESIDENT: On sait que la période des questions est réduite, depuis certains amendements, à trente minutes. Cependant, je devrai au moins demander l'opinion de la commission de l'Assemblée nationale, sinon l'opinion de la Chambre, sur la façon de calculer les trente minutes. On a signalé comme exemple que les déclarations ministérielles faites au cours de la période des questions pouvaient un petit peu écourter cette période. Est-ce que les questions de privilège devraient être calculées dans cette période de trente minutes? Ce sont autant de problèmes que j'entends faire éclaircir par nos excellents conseillers et les membres de la commission de l'Assemblée nationale. Mais, pour aujourd'hui, je pense qu'on devrait m'accorder un peu plus de latitude et permettre la question de l'honorable député de Vaudreuil-Soulanges. J'espère avoir le même consentement unanime de la Chambre pour terminer, après cette question, la période des questions.

M. CARDINAL: Cette fois-ci, la question ayant été posée de façon fort aimable et dans le silence...

M. MICHAUD: Pas de commentaires. Arrêtez cette arrogance.

M. LEDUC (Taillon): C'est effrayant de parler comme ça.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. CARDINAL: Il est évident que l'Opposition n'est pas intéressée par la réponse.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GERIN-LAJOIE: J'ai, selon le privilège qui est accordé à tous les membres de cette Chambre, posé une question au ministre de l'Education. Comme lui et comme d'autres membres, nous avons essuyé les observations et le grognement de plusieurs membres de cette Chambre, aujourd'hui et à diverses occasions. J'ose espérer que le ministre de l'Education voudra bien, quelle que soit l'atmosphère de

cette Chambre, donner une réponse à une question qui est très sérieuse, qui préoccupe beaucoup d'étudiants et que j'ai voulu poser avec la plus grande simplicité de langage possible.

M. CARDINAL: A la question précise posée, j'informerai le député de Vaudreuil-Soulanges que déjà les officiers du ministère ont communiqué récemment avec l'école normale Laval pour les informer qu'il ne devrait pas normalement y avoir de changement dans leur statut au mois de septembre 1969.

M. LAPORTE: Bon enfin!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

Débat sur l'adresse

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose la reprise du débat sur l'amendement de M. Laporte à la motion de M. Grenier, proposant une adresse en réponse au discours inaugural, lequel amendement se lit comme suit;... Suis-je dispensé?

M. BERTRAND: Dispensé.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances.

M. Paul Dozois

M. DOZOIS: J'aurais voulu, pour terminer les remarques que j'avais commencées hier après-midi sur cette importante question, démontrer, en énumérant une foule de choses que le gouvernement a faites depuis 1966, que l'amendement du député de Chambly est tout à fait mal venu puisque l'action du gouvernement depuis 1966 montre, au contraire, qu'il y a eu véritablement du leadership dans la politique du gouvernement. Malheureusement, on m'a appris tout à l'heure, en répondant à une demande d'information, qu'il ne me restait que sept minutes. Vous comprendrez que ce n'est pas en sept minutes que je peux résumer l'action bienfaitrice d'un gouvernement aussi dynamique que le nôtre et tout ce que nous avons pu faire en deux ans et demi.

J'énumérerai tout simplement les lois les plus méritantes que l'on doit citer, à mon avis, et je demanderai aux députés de cette Chambre, en constatant tout ce que nous avons fait, de comparer cela avec la chevauchée qu'a faite le parti libéral pendant six ans dans tous les domaines sans jamais réaliser de programme

cohérent pour sortir la province de Québec de l'ornière où le parti libéral l'avait engagée.

Qu'il me soit permis de rappeler tout simplement l'action bienfaisante du ministre des Affaires municipales qui, on le sait, a modifié l'an dernier, la Loi des cités et villes d'une façon profonde et efficace. Il a présenté sa Loi de la prévention des incendies. Il a créé le Bureau d'assainissement des eaux de la région de Québec. On sait que, depuis des années, depuis trente ou quarante ans, toute la région de Québec était aux prises avec ce problème d'assainissement.

C'est également le gouvernement actuel qu'a réglé ce fameux problème de la rivière Saint-Charles en concluant une entente et en contribuant pour 37.5% aux travaux des murs de soutènement de cette rivière, ce qui apportera une amélioration considérable à toute la région du Québec métropolitain.

Je pourrais également citer la Loi de l'habitation, désirée depuis des mois, sinon des années par toute la population et qui commence déjà à faire sentir ses bienfaits, en particulier dans le domaine du bien-être social, puisque c'est par dizaines et par dizaines que, en collaboration avec le ministère de la Famille et du Bien-Être social, l'on construit des foyers d'accueil pour les personnes âgées.

Je pourrais également parler de la Loi de l'ombudsman. Je sais que très bientôt, l'Assemblée nationale sera appelée à combler ce poste. Je pourrais parler, si nous n'avions pas eu une motion d'amendement portant sur la situation économique de la province, de Sidbec — j'en ai parlé l'autre jour, je ne reviens pas sur cette question — et de l'action bienfaitrice du député de Lafontaine, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Notre ami, le ministre de l'Agriculture, a également fait adopter par l'Assemblée nationale des lois qui ont amélioré considérablement ce domaine qui est si important dans l'économie de la province. Je mentionnerai en particulier l'assurance-récolte et les modifications qu'il a faites pour améliorer l'industrie laitière.

Dans le domaine de l'éducation, je pense qu'il faudrait pendant des heures énumérer toutes les améliorations que le gouvernement a apportées. On n'a qu'à signaler la législation sur les institutions privées d'enseignement, la création des CEGEP, la création de l'Université du Québec de même que l'amélioration dans le domaine des bourses et le Conseil des universités, amélioration qui était réclamée depuis de nombreuses années et qui contribuera à aider nos universités à mieux remplir leur tâche et à mieux répartir, peut-être, les budgets qui leur sont alloués.

Je pourrais également citer les grandes améliorations apportées, tant dans le domaine de la santé que dans le domaine de la famille et du bien-être social, par notre collègue, le député de Montmagny, titulaire de ces deux ministères. L'on se rappellera, en particulier, les allocations familiales que nous avons créées, il y a deux ans, et qui bénéficient à près d'un million de personnes dans la province de Québec, permettant à des mères de famille de recevoir un montant alléchant pour aider à l'instruction des enfants en bas de seize ans.

Nous pourrions — et j'invite les députés qui seraient peut-être tentés, surtout les députés de l'autre côté, qui ont peut-être cru sur parole le député de Chambly, lorsqu'il a présenté son amendement, à parcourir le statut de la première session et la liste des lois adoptées au cours de la dernière session, qui s'est terminée au mois de décembre dernier...

Vraiment, c'est impressionnant. N'importe qui qui veut être objectif, qui veut rendre justice à l'action du gouvernement, qui s'est dévoué pour améliorer le sort des concitoyens du Québec, devrait rendre hommage à ce gouvernement, qui a été pendant des mois présidé par le regretté M. Johnson et qui, depuis le mois de septembre dernier, est dirigé par le dévoué et distingué député de Missisquoi, chef de notre parti.

Je le félicite, et je profite de cette occasion pour me réjouir, avec tous les membres de cette Chambre, de son état de santé qui s'améliore. J'espère que ses médecins pourront très bientôt lui dire qu'il pourra continuer à servir efficacement sa province.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Richmond.

M. Emilien Lafrance

M. LAFRANCE: M. le Président, je m'excuse, auprès de mes quelques collègues qui ont eu le courage de demeurer en Chambre, de prolonger de quelques minutes seulement encore ce débat qui, semble-t-il, au dire de certains, a déjà un peu trop duré. Mais je considère que je me dois d'apporter quelques brèves considérations sur certaines positions qui ont été soutenues concernant ce fameux leadership qu'exerce ou n'exerce pas le gouvernement actuel.

Afin de ne pas dépasser ma pensée, ni dépasser les quelques instants auxquels j'ai bien l'intention de me limiter, je me suis muni de notes copieuses — et non copiées — afin de pouvoir me conformer le plus possible aux exigences du règlement.

Après avoir écouté, non pas toujours de façon religieuse, je le confesse, mais avec le plus vif

intérêt, les remarques de mes collègues des deux côtés de la Chambre, je voudrais, bien humblement, et même candidement, soumettre à votre attention certaines considérations bien personnelles qui se dégagent de ce débat.

Je tiens à souligner, en passant, que ce débat nous a réservé d'agréables surprises, et d'autres moins agréables, par exemple l'intervention remarquable et objective du proposeur, le député de Frontenac, que nous ne connaissions pas sous ce jour, et, d'autre part, l'intervention, moins heureuse, du député de Saint-Jacques, que j'estime et qui ne s'est pas grandi en faisant écho, comme il l'a fait hier, à des potins politiques qui ne sont pas ce que l'on peut qualifier de la grande politique.

Comment veut-on qu'après de tels propos, jetés dans une terre si mal préparée, faire des appels à l'unité, si pathétiques et si valables soient-ils, et qu'ils aient des chances de germer? Mais, de peur de tomber dans les mêmes travers que mon collègue de Saint-Jacques, je quitterai ce terrain si glissant et si dangereux, pour m'en tenir à l'objet ultime de cette brève intervention.

Ce que je tiens à souligner et qui m'a particulièrement frappé à certains moments de ce débat, c'est qu'il y a à l'origine, à la base même de nos délibérations, une espèce de cancer presque inhérent à notre système démocratique, qui vient vicier et souvent annihiler notre bonne volonté réciproque, c'est-à-dire cette préoccupation électoraliste, ce souci de conserver ou de reprendre le pouvoir, qui devient presque fatalement une espèce de hantise ou d'obsession qui paralyse trop souvent nos efforts et aboutit à la pire sorte de démagogie quelquefois.

Je n'ai sans doute pas besoin de dire que cette préoccupation n'est pas mauvaise en soi. Bien au contraire, mais à condition qu'elle soit un moyen et non une fin. Tenter de toutes ses forces de rallier l'opinion publique, c'est là le jeu normal du régime démocratique; c'est une ambition bien légitime et louable, mais à condition que l'on ne sacrifie pas l'intérêt public à celui du parti.

S'imaginer pouvoir apporter une contribution valable à notre société démocratique sans se soucier des votes, ce serait faire preuve d'angélisme, mais aussi d'infantilisme. À mon humble avis — et je le dis aussi objectivement qu'il est possible de le faire en cette Chambre — ce qui semble paralyser le gouvernement actuel et l'empêche de prendre ses responsabilités et d'exercer ce leadership dynamique et courageux dont le Québec a un si urgent besoin à l'heure actuelle — cela, en dépit de sa bonne volonté, de ses bonnes intentions dont je ne doute pas en

ce qui concerne le premier ministre en particulier, et la plupart de ses collègues — c'est cette tendance dont ils ne semblent pas pouvoir se départir de sacrifier au vote le bien public, voire même l'ordre public. Elle se manifeste par cette préoccupation de s'abstenir de poser certains gestes de peur de déplaire à certains secteurs de notre société québécoise; en un mot, selon l'expression populaire, de ménager la chèvre et le chou. Nous aurions grand intérêt à négliger la lecture de certains auteurs contemporains, comme Sartre et ses comparses, qui sont à l'origine de notre chaos actuel, pour consulter plus souvent, par exemple, l'un des plus grands psychologues de la francophonie, La Fontaine, qui a, depuis longtemps et de façon éloquente, démontré combien il était absurde de vouloir contenter tout le monde et son père.

On voudra bien me permettre de citer deux faits tout récents qui illustrent bien l'impuissance presque congénitale dont fait preuve le gouvernement actuel en face de ses graves responsabilités. L'attitude du gouvernement, dans tout le scénario qui a accompagné la présentation et la retraite stratégique du bill 85, constitue un exemple bien typique de ce manque de leadership dont il fait preuve.

Personnellement — on voudra bien me corriger, si Je fais erreur — je crois que le premier ministre et la quasi totalité de ses collègues, dans leur for intérieur, dans leur âme et conscience, selon l'expression connue, sont convaincus que les parents de Saint-Léonard sont présentement victimes de la plus criante des injustices, soit la violation d'un droit fondamental et humain: le libre choix des parents.

Personne, au Canada, ne peut mieux sentir tout l'odieux de cette injustice que nous, Canadiens français, qui avons eu trop souvent et avons encore, à l'heure actuelle, dans les autres provinces, à déplorer le traitement discriminatoire accordé à nos compatriotes. Aussi, nous avons applaudi au geste qu'a posé le premier ministre en soumettant à la Chambre l'étude du bill 85, de défunte mémoire.

Même si ce projet était nettement insuffisant en ignorant d'autres aspects majeurs du problème linguistique au Québec, ce bill avait, au moins, le mérite de vouloir corriger une grave injustice qui contribue, à l'heure actuelle, à ternir la réputation plus que centenaire dans le domaine scolaire au Québec, soit le respect des minorités.

Avant la bêtise nationale du MIS de Saint-Léonard, le Québec francophone pouvait se vanter d'avoir été et d'être encore souvent persécuté, mais jamais persécuteur.

Le premier ministre aura beau, comme il l'a

fait au cours du débat — et ce fut là, peut-être, la plus faible partie de sa remarquable intervention — il aura beau, dis-je, se livrer à toutes les acrobaties, à tout le patinage de fantaisie dont il est capable, il reste qu'aux yeux de tout observateur bien averti et impartial le gouvernement actuel a donné l'impression et aussi le spectacle peu édifiant de quelqu'un qui a cédé devant un certain chantage électoral exercé par une poignée d'éléments racistes et extrémistes qui, en dépit de leur agitation bruyante, entretenue et souvent encouragée insidieusement par certains média de publicité, représente, Dieu merci, une infime minorité du peuple québécois.

Aussi, le gouvernement, s'il veut vraiment faire preuve de leadership et s'il se soucie vraiment plus du bien public que de celui de son parti, il se doit de corriger immédiatement cette violation flagrante d'un principe sacré, inscrit dans le préambule du bill 60 créant le ministère de l'Éducation.

En ce qui me concerne, Je ne suis pas prêt à sacrifier à une pseudo-culture francophone, surtout le genre de culture matérialiste, sinon marxiste et socialiste, dont semblent vouloir s'inspirer nos pseudo-intellectuels québécois.

Un autre fait, qui illustre bien, à mon humble avis, le manque de leadership du gouvernement et cette tendance qu'il a de sacrifier le bien commun à l'opportunisme électoraliste s'est encore révélé dans cette décision, que je déplore avec mon honorable collègue de Verdun, de rendre publique l'enquête sur le terrorisme du Québec. Personnellement, Je crains fort que cette malheureuse décision ne serve pas, comme semblent le confirmer, d'ailleurs, certains faits récents...

Donc, je tiens à l'affirmer de nouveau, au risque de me répéter: Le Jour où, au Québec, nos hommes publics de toute couleur et de toute tendance s'affirmeront et cesseront de penser et d'agir uniquement en fonction des votes, eh bien, nous pourrions alors bénéficier d'un gouvernement fort et dynamique qui pourra exercer ce vrai leadership auquel notre peuple aspire.

Enfin, Je veux brièvement souligner un autre danger qui menace nos institutions parlementaires, car nous sommes tous portés, un jour ou l'autre, à succomber à son attrait illusoire, c'est de s'imaginer que tous les problèmes dont souffre présentement notre société québécoise pourront être corrigés par de simples textes de loi. C'est là, je crois, un mythe bien caractéristique de notre peuple, presque notre péché mignon. Après avoir discuté et disserté durant des heures, des jours, voire même des semaines sur le texte d'une loi ou d'une résolution, nous nous imaginons avoir alors réglé le problème.

Il est assez étrange de voir comment les néo-

contestataires de nos deux vieux partis politiques, soit les créditistes et les séparatistes, René Lévesque et sa soeur siamoise, Gilberte Côté, tombent dans le même travers en s'imaginant mettre fin à tous nos maux soit par un changement constitutionnel ou soit par la modification de notre système monétaire.

Que des changements majeurs s'imposent dans notre système monétaire et constitutionnel, je ne le conteste pas, bien au contraire. Mais j'affirme que ce serait être complice de la plus monumentale fumisterie que de croire que seuls des changements apportés à nos institutions québécoises pourraient réussir à nous sortir de cette espèce de tour de Babel moderne, de cul-de-sac dans lequel nous sommes engagés présentement. C'est là faire preuve d'infantilisme et se tromper royalement.

Je suis l'un de ceux qui croient qu'il importe, et ça presse, de rénover nos institutions politiques, économiques et sociales. Mais — et c'est là l'essentiel de cette brève intervention, je tiens à le répéter — quelles que soient les bonnes intentions des législateurs, quelle que soit la perfection des législations, toutes ces réformes s'avéreront vaines et futiles si, parallèlement, il n'y a pas une réforme des esprits et des individus.

Or, sachons-le bien, le désordre, avant de se produire dans la rue, naît d'abord et avant tout dans les esprits. Ce dont notre société souffre aujourd'hui, c'est bien plus d'une crise morale que d'une crise économique.

Aussi, je défie - d'ailleurs l'histoire est là pour appuyer cette prétention — le plus savant et le plus grand de nos économistes modernes de démontrer qu'il est possible de restaurer l'ordre dans notre société sans faire appel aux valeurs morales, humaines, religieuses et familiales qui ont fait la force et la gloire de tous les peuples sans exception à travers les âges. Autrefois dans cette Chambre pas un seul député n'aurait osé ignorer l'importance de ces valeurs. Ce qui a malheureusement trop souvent servi à une exploitation honteuse et pharisaïque de la religion, en particulier.

Mais aujourd'hui, en l'an 1969, nous sommes tombés dans l'excès contraire. Nous assistons à une véritable conspiration du silence quand ce n'est pas tout simplement le dénigrement de ces valeurs fondamentales à tout peuple qui se prétend civilisé. Ou si, en face de cette espèce de reniement national de notre patrimoine religieux et familial, on ne peut s'empêcher de donner raison à ce grand Québécois que fut Olivar Asselin quand il disait: « Si jamais le peuple canadien-français disparaissait, on pour-

rait inscrire sur sa tombe: Ci-gît un peuple mort de ses bêtises ».

Ce qui m'effraie le plus à l'heure actuelle ce n'est pas la contestation, si violente soit-elle. Au contraire, je crois que c'est là un signe de vitalité. C'est plutôt tous ces apprentis-sorciers qui, avec la complicité de certains média de publicité, s'ingénient à tromper la bonne foi de notre population, en particulier de notre jeunesse, en exploitant des revendications légitimes pour des fins anarchiques. Nous n'avons qu'à observer ce qui s'est passé, il n'y a pas si longtemps, à proximité de notre continent, soit à Cuba, pour démasquer l'hypocrisie ou la naïveté dont font preuve certains de nos grands sauveurs racistes québécois.

Je regrette que le temps ne me permette pas de développer davantage cette thèse que j'ai tenté d'ébaucher de façon bien maladroite et à l'improviste. J'espère que d'autres de mes collègues la reprendront à l'occasion et la soutiendront, non seulement en paroles, mais surtout en actes. Est-ce nécessaire de dire au gouvernement actuel que s'il ose un jour sortir de cette espèce de peur malade de déplaire à ceux-ci et ceux-là en posant des gestes que lui dictent sa conscience et son mandat de gardien du bien commun et s'il veut exercer ce véritable leadership auquel aspire notre population québécoise, il pourra alors compter sur la collaboration de chacun de nous, quelle que soit notre allégeance politique?

C'est pour cette raison, en espérant que ce débat aura contribué à faire prendre conscience au gouvernement des graves responsabilités qui lui incombent à l'heure actuelle pour qu'il se ressaisisse, que j'appuie sans hésitation la motion du député de Chambly.

M₀ LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): L'honorable député de Saint-Maurice.

M. Philippe Demers

M. DEMERS: M. le Président, il m'est très agréable de vous féliciter ainsi...Je devrais interrompre mes félicitations parce que je remarque que c'est le vice-président qui préside actuellement. M. le Vice-Président, il m'est agréable de vous féliciter. Je vous prie de transmettre mes hommages à notre excellent président. Votre sang-froid et votre cordialité à tous deux nous permettent, au moment de tensions inévitables, j'allais dire inhérentes au régime parlementaire qui est nôtre, de passer à travers ces difficultés en sauvegardant, des deux côtés de l'assemblée, les prérogatives qui sont propres à chacun des membres de cette Chambre.

Il est de tradition de féliciter le proposeur et le secondeur du discours inaugural. Je le fais avec plaisir. Tous deux furent à la hauteur de la tâche en s'acquittant avec brio de leur devoir. Ils furent, en limitant la durée de leurs propos à une demi-heure, les précurseurs qui n'ont pas attendu d'être obligés par le règlement pour mettre en pratique le conseil de Boileau dans son Art poétique, à savoir que nul ne sait parler qui ne sait se limiter.

M. le Président, j'arrive à l'amendement à la motion du député de Frontenac, telle que proposée par l'honorable député de Chambly et appuyé par le non moins honorable député de Vaudreuil-Soulanges. La Chambre, y lit-on, regrette les luttes intestines du gouvernement. Ces luttes intestines, si luttes intestines il y avait, cette motion ne serait pas venue de l'Opposition, car, avec l'objectivité dont a toujours fait preuve le parti en face de nous, et avec son souci de la vérité, on aurait dit: L'Opposition se réjouit des luttes intestines du gouvernement.

L'Opposition, ayant tellement souffert de luttes intestines, en est rendue à en voir partout. Elle a développé un complexe de régime intestinal, qui a tôt dégénéré en troubles stomacaux, provoquant un rejet d'organes vitaux pour le parti, rejet de greffons qui, durant six ans, en avaient assuré la survie tout en compliquant à l'extrême la vie du greffé.

Le parti libéral...

M. LACROIX: Il devait avoir un vétérinaire comme médecin.

M. DEMERS: Le médecin officiel de l'Opposition était là. Le parti libéral est retombé aux années de 1956. Les propos que je retrouve sous la plume d'un grand journaliste de l'époque, qui avait comme nom de plume Pierre Laporte, prennent, après le recul de treize années, tout un sens d'actualité. Je me réfère au Devoir du 4 juillet 1956: « L'avenir immédiat du parti libéral provincial est sombre, son grand frère Outaouais... »

M. TREMBLAY (Bourassa): Attendez de voir l'élection pour voir si c'est sombre.

M. GRENIER: On l'a vu dans Dorion.

M. DEMERS: « ... lui permet de prolonger son existence, mais non de vivre. »

M. TREMBLAY (Bourassa): A Dorion, nous n'avons pas perdu notre dépôt. Il va y en avoir une autre élection, dans Dorion, aux prochaines.

M. DEMERS: M. le Président, je demanderais, s'il vous plaît. Je n'ai qu'une petite demi-heure pour faire l'éloge de ces...

Le paragraphe se terminait par cette autre phrase...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. DEMERS: ... d'une percutance apocalyptique. Le scribe du Devoir concluait: « Il y a, écrivait-il, des parentés trop éclatantes à l'ombre desquelles on végète sans arriver à vivre ni à mourir. »

Je n'ai pas à rappeler, M. le Président, les déchirements qu'ont vécus nos amis. Qui de nous a oublié la chicane en règle de l'hôtel Mont-Royal, le tout retransmis en direct à la télévision? Et la lutte pour le statut particulier, alors que celui qui fut mis à la poste, au mois de juin 1968, provoqua, en tant que président de la FLQ, le départ du souverain de Laurier?

Dans la maison de verre habitée par ces messieurs, il ne devrait pas se trouver de gens pour lancer de pierres sur celle du voisin. Quand, sous son toit, loge un monsieur disant à qui veut l'entendre que les libéraux ne le méritent pas; quand ce même homme déclare que son parti est celui des Anglais, et que la majorité d'un collègue libéral élu lors d'une élection complémentaire est trop élevée; quand ce même monsieur déclare à Paris que son chef ne pourra jamais rien faire pour le Québec, les habitants d'une telle demeure doivent être très prudents, car leurs projectiles, lancés sans précaution, risquent de rebondir sur leur toit et mettre à nu le ragoût de zizanie qui bout dans la marmite libérale chauffée avec la pitoune de celui qui assurera la récupération du bois de la Manic.

M. LACROIX: Rappelez donc à votre chef la convention de 1961.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): A l'ordre!

M. DEMERS: Attendez, j'en ai un peu pour vous aussi.

L'amendement du député de Chambly...

M. LACROIX: On ne lance pas de pierres quand on habite une maison de verre.

M. DEMERS: ... ne spécifie rien en ce qui a trait à la question constitutionnelle. Toutefois, les doutes, les propos qu'il ajoute lors de son intervention sur cette question laissent entendre que notre parti ne serait pas fixé dans son orientation. Il me semble que nos positions

sont très claires sur ce sujet. Avant de tout détruire, de brûler les ponts et le bateau sans retour possible, l'Union Nationale veut à tout prix réformer la constitution. Après la lutte à la formule Fulton-Favreau, il s'est écrit un Uvre: « Egalité ou indépendance ». A compter de cette date, écrivait un journaliste qui n'est pas le même que celui que je citais tantôt, la réforme constitutionnelle est devenue l'affaire de l'Union Nationale. Le parti qui s'est battu contre la camisole de fer constitutionnelle forgée par MM. Fulton et Favreau et aussi avec laquelle l'équipe Lesage, Laporte et Lévesque voulait encarcanner à jamais notre peuple, le figeant pour toujours dans un état d'infériorité d'où jamais il ne serait relevé, ce parti a voulu à Toronto, éveiller les Canadiens à ce problème.

Ottawa disait, avant Toronto: Pas de réforme constitutionnelle. Après Ottawa, le mois dernier, le premier ministre fédéral déclarait: « La réforme est engagée d'une façon irréversible. » Ce qui était rêve et de faible importance en novembre 1967 est devenu impératif et irréversible, quatorze mois après. Et ce, pourquoi? Parce qu'un parti politique qui a toujours cru à l'autonomie, savait ce que ça mangeait en hiver, l'autonomie. Ce parti avait à sa tête un homme, M. Johnson, à qui a succédé notre premier ministre actuel, qui a peut-être changé le style mais qui a gardé l'essentiel des idées et qui les défend de superbe façon.

Egalité par une réforme constitutionnelle. S'il ne peut y avoir d'égalité: indépendance. Indépendance seulement quand on aura fait échec à notre légitime désir d'égalité. Et dans le temps que Je désire aussi prochain que possible, si rien ne se précise, si on nous refuse non pas ce privilège mais ce droit: l'indépendance, oui. Et le seul parti qualifié pour la faire cette indépendance sera le nôtre car, aucun, depuis trente ans, ne s'est identifié à ce point au problème de la survie québécoise.

Manque de leadership en ce qui a trait à la francophonie? Là, on reproche au gouvernement d'en avoir trop fait. Pourtant, dès 1966, en réponse au discours qu'on appelait alors discours du trône, le député de Vaudreuil-Soulanges, le même qui appuie la motion du député de Chambly, disait — je cite le journal des Débats du temps: « Je n'ai pas parlé de l'ouverture du Québec sur le monde. Nous avons déjà nos maisons à Québec, à Paris et à Londres. Le Québec a signé des ententes internationales avec la France en février 1965. » Il trouvait ça correct « La coopération avec les pays en voie de développement s'est amorcée et a eu à faire face à certains écueils. Il faut envisager la participation du Québec aux organismes internationaux.

Il faut envisager aussi le rôle du Québec dans une éventuelle communauté des pays francophones. »

M. GRENIER: C'est Gérin-Lajoie qui parle, là.

M. DEMERS: « Sur cette question, je dirai clairement et sans embages, sans m'y attarder toutefois, parce que je n'ai malheureusement pas le temps, mais non moins clairement sur cette question d'une communauté des pays francophones, c'est au Québec qu'il appartient de prendre l'initiative et de jouer un rôle de tout premier plan. »

M. GRENIER: Ah bien Seigneur!

M. DEMERS: Cet honorable député, qui avait signé lui-même les ententes de 1965, ajoutait: « J'espère que le gouvernement assumera pleinement ses responsabilités dans ce domaine et je puis, quant à moi, — le premier ministre du temps avait dit: D'accord. L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges continuait — «... l'assurer de ma plus entière collaboration dans les gestes qu'il posera à cette fin. » Que d'évolution en si peu de temps! C'est pourtant le même qui, aujourd'hui, appuie la proposition du député de Chambly. Ils sont excellents, nos amis. Parfois, ce n'est pas assez; tantôt, nous en faisons trop. D'où la difficulté pour le gouvernement de contenir, comme le disait La Fontaine, et son âne et son père.

Manque de leadership dans le développement industriel. Pourtant, la Presse du mardi 1er octobre 1968, dans une étude signée par Laurent Lauzier, que je me permets de citer, disait: « L'Union Nationale a quand même réussi à conserver à l'économie du Québec un dynamisme assez remarquable, compte tenu des gains obtenus ailleurs au Canada durant la même période. » Le même journaliste ajoutait: « Après l'Expo, nous sommes entrés dans cette période excessivement difficile pour l'action gouvernementale à cause de la rareté des capitaux disponibles et surtout de la hausse presque démesurée du loyer de l'argent. Nous insistons sur ce point, car peu ont été en mesure de saisir la gravité de la situation qui régnait alors dans les finances provinciales. » C'était la succession. « Pourtant, le gouvernement a quand même réussi à consacrer des millions et des millions à l'éducation, tout en continuant d'oeuvrer dans d'autres secteurs directement reliés à notre croissance économique. »

Des collègues ont prouvé, chiffres en main, qu'au point de vue du développement industriel

nous avons marqué le pas et que notre gouvernement avait, dans le contexte économique actuel, fait des miracles. A propos de miracles, j'ai découvert un autre petit papier. M. le Président, je dois vous souligner que c'est bien l'Union Nationale, notre gouvernement, les gens de votre droite, qui ont instauré la sidérurgie. Dans le temps, en 1961, en gros caractères, l'éditorial du journal *Le Devoir*, signé, nom de plume, Pierre Laporte: « Dorénavant doit commencer avec l'aciérie québécoise ». 1961, M. Lesage avait plusieurs bonnes nouvelles à annoncer le 22 juin 1961. L'une d'entre elles laisse espérer la création d'une aciérie intégrée dans un avenir prochain. 1961.

M. BOURASSA: Cela fait dix fois que vous le dites. J'ai des petites nouvelles pour vous.

M. DEMERS: Vous allez venir à le savoir. J'en ai pour vous aussi. Veut-on avoir une idée de ce que peut représenter l'arrivée au pouvoir d'une équipe dynamique et résolue?

M. BOURASSA: Je vais dans Grand" Mère.

M. DEMERS: Ce n'est pas mon comté. Le 22 juin 1960, les pourparlers relatifs à cette aciérie...

M. BOURASSA: Surveillez-vous.

M. DEMERS: ... dont nous parlons depuis déjà longtemps étaient au point mort. Il aura suffi de douze mois pour que nous soyons à la veille des réalisations dont on ne saurait sous-estimer l'ampleur et l'influence. 1961. L'an passé, l'Union Nationale donne l'aciérie.

Des petits retards; on marquait le pas, n'est-ce pas? Certains en sont même venus à déplorer dans notre province la venue d'industries de troisième ordre. Nous étions tellement habitués à de grosses affaires du genre Soma. Je dis: Qu'il en vienne à pleines rues des industries, même de troisième ordre, de trentième ordre! Les millions qu'elles investissent et le travail qu'elles procurent ne peuvent être négligeables. J'en vie, au nom des gens de mon comté, les citoyens de Saint-Romuald, qui recevront bientôt une Industrie de troisième ordre dans leurs murs.

Pour améliorer cette situation industrielle, M. Paul F. MacDonald, président de Grant, Johnston et Compagnie et gouverneur de la Bourse, déclarait — ce M. MacDonald, pour autant que je sache, ne serait pas un membre officiel de l'Union Nationale — qu'il trouvait cette situation très confortable. Je cite:

« Ainsi, lorsque nous évaluons la situation

du Québec en regard de celle du reste du Canada, nous constatons que le tableau n'est pas aussi sombre que nous sommes portés à le croire et que certains, en mal de publicité, nous décrivent. »

J'ajoute que pour qu'il règne un climat favorable à l'investissement, il faut que chaque Québécois fasse sa part et s'acquitte de ses obligations. Toujours, nous devons travailler car c'est par cet effort individuel et collectif que nous réussirons à rééquilibrer les valeurs et à créer un climat propice à l'investissement dans notre province.

Pour améliorer cette situation, 47 industriels aux noms prestigieux, sélectionnés dans tous les milieux de la finance et de l'industrie ont bénévolement accepté l'offre de notre excellent ministre de l'Industrie et du Commerce de former le Conseil central de l'industrie.

C'est à mon sens faire confiance à notre gouvernement; c'est une superbe preuve de confiance à l'endroit de notre gouvernement. C'est reconnaître son leadership que d'accorder un appui à une telle mesure. On doit féliciter ces gens pour leur participation et le ministre pour avoir canalisé ces énergies québécoises au service de la collectivité.

L'an dernier, j'avais préconisé un moyen de promouvoir le développement industriel, surtout dans les régions réputées économiquement faibles. J'avais alors demandé pour chez nous la construction de la route transquébécoise dont les plans seront déposés sous peu. Ensuite, je réclamais des tarifs préférentiels d'électricité. Je revenais à la charge au comité des régies gouvernementales à caractère industriel et, au cours de l'année, avec des experts de chez nous, nous présentions au ministre de l'Industrie et du Commerce des données précises sur ce sujet.

Nos conclusions, qui rejoignent celles du ministre, sont à l'effet que la loi de l'Hydro doit être modifiée si nous voulons que cette sacrosainte institution, entreprise d'État, nous serve à quelque chose. Je demande avec instance au gouvernement de modifier la loi en question afin que nous soyons réellement maîtres chez nous, afin que ce levier qui devait servir en même temps de rampe de lancement pour notre développement éducationnel, industriel et tous les développements possibles, serve à quelque chose. Il

ne faut pas se le cacher, plusieurs de nos villes, dont la naissance et le développement furent conditionnés par le voisinage et l'approvisionnement d'énergie électrique, sont en voie d'anémie, pour ne pas dire de disparition. Et ce de façon inquiétante et criante. La seule façon de les conserver, de les développer, d'y

créer de l'emploi pour notre jeunesse, c'est de faire servir ce qu'on nous a décrit, une ardoise à la main, comme la clé devant assurer la maîtrise de notre destin, mais qui, malheureusement, par un triste retour, est devenu l'épée qui a enferré nos espoirs et nos illusions.

On est inquiet à votre gauche, M. le Président, de l'avenir politique de notre chef, l'honorable député de Missisquoi, et Dieu sait comme on a raison de l'être! Le premier ministre est en pleine forme. Après sa performance de jeudi, les libéraux peuvent s'attendre au pire. Us ont raison d'être inquiets. S'ils veulent un conseil, je leur passe celui-ci: Qu'ils nous laissent donc à nous, de l'Union Nationale, le soin de désigner notre chef.

Jusqu'à maintenant, cela ne nous a pas si mal réussi, car nos chefs ont toujours défait leurs grands hommes. C'est dire que l'Opposition peut nous faire confiance sur ce point. L'histoire est là pour garantir que nous ne la décevrons pas.

J'ose, je risque, moi, simple député, « back bencher » comme on disait hier, émettre une très modeste opinion à l'endroit de l'honorable député de Verdun, qui, lui aussi, fasciné par le mot leadership, se voit après avoir conduit le char antiémeute, assis aux commandes du char de l'Etat.

M. LAFRANCE: Vous aussi!

M. DEMERS: Mieux que l'homme de fer et M. Drake, véritable Héraclès capable d'un seul coup d'épée de faucher les sept péchés capitaux en commençant par l'orgueil, grand justicier qui se scandalise de la conduite de certains en Chambre, tout en oubliant ses frasques personnelles alors qu'il prenait le palais de la race pour une arène de boxe et que la seule défense de notre David contre ce Goliath fut le port de lunettes par le premier...

M. LAFRANCE: Quel spectacle!

M. DE MERS: Je vous ai entendu tantôt, je n'ai pas dormi, je n'ai rien fait. Je vous demande la même indulgence. Il peut se consoler à la pensée de ce qui se passe au Parlement, en écrivant que cet événement est une chose et que ce qui se passe chez le peuple en est une autre. Dans son cas, c'est essentiel que le peuple ignore ces choses. Cela aura eu pour effet de faire pencher l'auréole qui lui sert de coiffure dans ces temps troublés.

Je termine, M. le Président. L'Opposition, en présentant son amendement, a cru faire son devoir. Personne ne la blâmera. C'est son rôle. Nous, de notre côté, sans avoir le monopole de la

vérité, de la vertu, nous avons la certitude de travailler à pleine capacité pour le mieux-être de la collectivité que nous représentons. Peut-on exiger de nous davantage?

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

M. Clément Vincent

M. VINCENT: M. le Président, à l'occasion de cette motion amendant la proposition d'une adresse en réponse au discours inaugural proposée par l'honorable député de Frontenac et appuyée par l'honorable député de Portneuf, je crois qu'il est de mon devoir, M. le Président, de vous féliciter comme vous le méritez d'occuper ce poste de prestige dans cette enceinte de l'Assemblée nationale.

Je voudrais également féliciter le député de Sherbrooke que je connais depuis plusieurs années, qui, lui aussi, en acceptant cette responsabilité, a fait preuve d'un certain courage. Car, comme nous pouvons le remarquer très souvent, il est difficile pour un président ou un vice-président de conserver une atmosphère de bonne entente, où la paix règne dans ce salon de la race.

Je voudrais féliciter le proposeur et le second de cette adresse et, en les félicitant, je voudrais parler quelque peu du rôle du député qui, malheureusement, trop souvent est méconnu au sein même de la population non seulement de la province de Québec, mais également de la population des autres provinces du pays.

J'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises, de visiter plusieurs provinces du Canada, de visiter également plusieurs régions de la province et vous ne pouvez croire jusqu'à quel point, lorsque de nos collègues s'attaquent de façon peu aimable aux députés de cette Chambre, ces attaques ne sont jamais interprétées à l'avantage des députés qui siègent soit à l'Assemblée nationale, ou à la Chambre des Communes du Canada.

Donc, en félicitant le député de Frontenac et le député de Portneuf, je crois bien que nous avons là l'exemple de deux jeunes députés qui, depuis le mois de juin 1966, se sont, sans restriction, sans arrière-pensée également, consacrés pleinement à leur fonction. Plus d'une fois, j'ai eu l'occasion, comme mes autres collègues du cabinet, de les rencontrer, de discuter avec eux et, très souvent, d'accepter de leurs suggestions qui ont amélioré d'une façon très appréciable soit l'administration du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, ou encore l'administration générale de cette province.

M. le Président, il faut comprendre qu'après qu'un jeune est élu député d'un comté, surtout

d'un comté rural, il devient tout de suite, dans l'esprit de ses électeurs, dans l'espace de quelques instants, un homme qui sait tout, un homme qui peut tout faire, un homme qui peut répondre à toutes les questions. Ce député, qu'il siège de ce côté-ci de la Chambre comme de l'autre côté, doit en l'espace de quelques jours, se familiariser avec une série de mesures, une série de législations, avec quantité de problèmes de sa région, de son comté. Il doit essayer, par la suite, de représenter les intérêts de la population qu'il représente auprès du gouvernement ou des ministères concernés. Il doit également, ce qui est d'autant plus difficile et ingrat, vulgariser chez la population qu'il représente certaines législations, certaines mesures d'assistance, certains règlements.

Après l'expérience que j'ai vécue depuis 34 mois que je siège, d'abord à l'Assemblée législative, par la suite à l'Assemblée nationale, je puis dire que la grande majorité de nos députés siégeant d'un côté comme de l'autre de la Chambre font un travail précieux, un travail qui mérite certainement l'éloge des populations de nos comtés, tant ruraux qu'urbains.

En félicitant, je le répète, M. le Président, le député de Frontenac et le député de Portneuf, je sais que ces félicitations s'adressent également aux autres députés. Si le rôle du député est ingrat en certaines circonstances, il apporte également des compensations. Qu'il me suffise de mentionner les manifestations populaires et publiques à l'endroit de certains de nos collègues, dans des comtés de la province où nous rencontrons des centaines et même quelquefois des milliers de personnes qui viennent rendre hommage à leur député, pour que nous, qui occupons un poste de ministre ou qui avons occupé — je parle pour mes collègues de l'Opposition — un poste au sein du cabinet, nous sentions qu'il fait chaud de voir cette reconnaissance de la population. Je pourrais mentionner des cas, ou encore des circonstances, à travers la province, où ces manifestations ont replacé le député dans le chemin de ce courage dont il a toujours besoin, tous les jours de son existence, et surtout lorsqu'il siège dans cette période mouvementée que nous connaissons.

M. le Président, je voudrais également, aujourd'hui, rendre hommage à notre chef, le député de Missisquoi.

Dans des circonstances pénibles, il a assumé la direction de cette province ainsi que la direction du parti de l'Union Nationale par intérim. Je voudrais, en lui rendant cet hommage publiquement, lui mentionner qu'il a l'appui, non seulement des députés de l'Union Nationale, non

seulement de ses collègues du cabinet mais également l'appui de la population de la province de Québec qui le voit agir tous les jours et qui est parfaitement au courant que ce n'est pas une sinécure d'occuper le poste de premier ministre d'une province, surtout si l'on regarde dans le passé ses illustres prédécesseurs qui se sont tués à la tâche.

Aujourd'hui j'aurais aimé — je remarque devant moi la présence de l'honorable député de Marguerite-Bourgeoys qui nous a fait l'honneur de nous parler d'agriculture dans son discours, avec tout le charme que j'aurais pu avoir — lui souligner tout ce que le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation accomplit pour tous les consommateurs de la province de Québec. Comme il ne me sera pas possible de le faire, je voudrais simplement souligner que trop souvent l'on ignore, de tous les temps, ce que le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation accomplit pour les consommateurs de la province de Québec.

Au ministère nous avons des médecins vétérinaires, des inspecteurs et des officiers qui sont présents tous les jours dans les marchés publics, dans les magasins, dans les épicerie, sur les fermes, dans les campagnes et dans les villes pour assurer la protection du consommateur. Nous dépensons des sommes assez élevées pour assurer cette protection. Comme j'avais récemment l'occasion de m'adresser à un groupe de consommatrices, celles-ci me demandaient ce que le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation faisait pour elles. Je leur ai répondu en leur posant une question: Combien de fois voyons-nous dans les journaux, entendons-nous à la radio ou pouvons-nous voir à la télévision que, dans une région, une localité ou petite ville de la province, il y a des personnes qui se sont empoisonnées parce qu'elles ont consommé de la viande gâtée ou de la viande d'animaux abattus à la suite de maladies contagieuses? Combien de fois la consommatrice, lorsqu'elle va chercher la pinte de lait à la porte de sa maison, prend-elle le temps de se demander, avant de verser un verre de lait à son jeune enfant, si ce lait répond à toutes les exigences de la salubrité?

On est tellement habitué d'avoir ces services, d'avoir ce système d'inspection, d'avoir ces yeux de fonctionnaires qui au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation travaillent constamment pour nous qu'on ne se pose pas la question. Je voudrais, ici, cet après-midi, vous donner un exemple que j'ai donné à ce moment-là. Grâce aux bons offices des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, grâce à leur travail, nous sommes allés dans

une région de la province où nous avons abattu plus de 1,200 moutons qui étaient atteints du charbon symptomatique. Personne n'en a entendu parler.

Personne n'a fait de publicité sur le travail du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, mais rien n'empêche que si ce service n'existait pas, ce petit « bobo » que nous avons décelé il y a quelques mois aurait pu causer des pertes considérables, même des pertes de vie, car ce sont des maladies contagieuses que nous devons dépister, que nous devons contrôler toujours, d'accord pour l'agriculture, mais toujours à la place et pour le consommateur. J'aurai l'occasion un peu plus tard, soit au cours de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation ou encore dans une autre circonstance, d'insister sur tout ce que le ministère de l'Agriculture fait pour le consommateur dans la province, que ce soit par son service de loyauté des ventes, par son service de salubrité, par notre système d'inspection des fruits et légumes, des viandes, des magasins et des épicerie, que ce soit également par l'entremise de nos futurs laboratoires régionaux qui seront mis sur pied un peu partout à travers la province.

M. le Président, cet après-midi, je ne voudrais pas parler de la motion dans tous ses détails. On mentionne dans cette motion qu'on regrette que les querelles intestines du gouvernement... Querelles intestines! Il y a plusieurs années que je siège ici ou à la Chambre des communes à Ottawa et il a toujours été question de querelles intestines. Mais ça fait toujours plaisir à un parti de l'Opposition et, comme le disait le député de Saint-Maurice, ceci ne ferait certainement pas l'objet d'une motion de non-confiance si l'Opposition était certaine qu'il existe des querelles chez nous. Elle s'en réjouirait, ne soufflerait mot, dirait: Bien, laissons-les aller.

Mais on dit: Son immobilisme. Immobilisme! Je n'ai pas l'intention, comme disait mon collègue le ministre des Finances, de mentionner tout ce qui s'est fait depuis deux ans et demi. J'ai l'intention cet après-midi de parler d'une décision qui a été sanctionnée récemment par un arrêté en conseil. Il s'agit de l'intégration administrative et pédagogique de l'Ecole de médecine vétérinaire à l'Université de Montréal.

Je voudrais en même temps parler des services mis sur pied par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation en ce qui concerne la médecine vétérinaire dans la province de Québec. Tout ceci est relié à la protection du consommateur. Tout ceci est relié aux objectifs ou encore au désir qu'aurait voulu faire

réaliser par son gouvernement l'honorable député de Marguerite-Bourgeoys, mais ceci se réalise présentement.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Puisque je suis mise en cause, M. le Président...

M. VINCENT: C'est parce qu'on vous aime bien.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: ... vous allez me permettre une question. Est-ce que le ministre me permettrait une question?

M. VINCENT: Certainement.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Il nous parlé d'une foule de choses. Il a vanté les ministres.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Malheureusement, je dois...

M. VINCENT: Nous aurions pu l'accepter quand même.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: M. le Président, est-ce que le ministre me permettrait une question?

M. VINCENT: Certainement.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Il nous parlé des mérites du ministère de l'Agriculture. Il a insisté sur la création de différents organismes qui font que le consommateur et la consommatrice sont protégés. Il a oublié de mentionner, M. le Président, que ce ne sont quand même pas des initiatives de l'Union Nationale. J'aimerais bien qu'il soit juste pour nous, n'est-ce pas.

M. VINCENT: M. le Président, j'ai mentionné que j'aurais aimé parler de tout ce que le ministère de l'Agriculture fait, a pu faire, sous tous les gouvernements en ce qui concerne la protection du consommateur.

D'accord, actuellement, le ministère de l'Agriculture, avec un gouvernement de l'Union Nationale, fait plus, mais à l'occasion, je démontrerai ce qui a été fait depuis vingt ou vingt-cinq ans.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Si le ministre avait le temps.

UNE VOIX: Dans le temps de Taschereau.

M. VINCENT: A ce moment-ci, Je veux m'en tenir surtout à l'école de médecine vétérinaire. Cette école a été fondée à Montréal en 1886. On parle d'éducation. Mais il est bon, je crois, que nous parlions d'une école qui relevait du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation jusqu'au 15 octobre 1968, qui a rendu un service immense à la classe agricole de la province de Québec, du Canada et même du continent nord-américain. Cette école a donc été fondée à Montréal, en 1886, sous le nom de l'Ecole de médecine vétérinaire française de Montréal et y est demeurée jusqu'en 1928. Pendant cette période, il y a eu 300 diplômés. De 1928 à 1947, notre école de médecine vétérinaire était située à Oka et était sous la direction des pères trappistes. Au cours de cette période, il y a eu 143 diplômés. Depuis 1947, l'école est située à Saint-Hyacinthe et 444 diplômés sont sortis de cette école. Je voudrais faire une parenthèse pour rendre hommage au prédécesseur du député d'Abitibi-Ouest, l'honorable Laurent Barré, qui, à ce moment, a été le ministre...

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Cela sera une des seules qu'il aura eues.

M. VINCENT: ... responsable de la construction de cette école de médecine vétérinaire qui a fourni à la profession vétérinaire, à l'agriculture du Québec, du continent nord-américain, 444 diplômés.

Depuis 1964 surtout, à la suite du rapport Parent, il était recommandé que l'école de médecine vétérinaire soit intégrée à une université. Cette intégration officielle à l'Université de Montréal, à la suite de longues discussions, je l'admets, à la suite de prises de positions qui n'ont pas plu à tout le monde, mais parce que le gouvernement actuel a assumé ses responsabilités, cette intégration, dis-je, s'est faite le 26 octobre 1968.

En plus, le gouvernement actuel a projeté, a préparé, pour les prochaines années, avec les plans que nous avons, un programme d'immobilisation de plus de \$4 millions, pour faire de cette nouvelle faculté de médecine vétérinaire une faculté qui répond à tous les besoins, présents et futurs. Il faut noter également que, à la suite de cette décision prise par le gouvernement, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation conserve le laboratoire de recherche de médecine vétérinaire situé sur le terrain de la faculté de médecine vétérinaire.

Il y a actuellement 170 étudiants à l'école dans cette faculté. Avec l'avènement des CEGEP, il est à préconiser qu'il y aura là une pré-médecine vétérinaire qui pourra préparer environ

une trentaine d'élèves, ce qui ajoutera au nombre actuel d'étudiants. De tous ces élèves qui sont sortis de l'école de médecine vétérinaire, 11 y en a 474 dans la province de Québec. Environ 30 finissants ont obtenu leur diplôme chaque année. Depuis 1886, depuis la fondation de cette école, 900 médecins vétérinaires ont été formés.

Pourquoi le gouvernement actuel a-t-il pris cette décision, décision qui, je l'avoue — et le député d'Abitibi-Ouest pourra, s'il parle tout à l'heure, l'avouer également — était difficile à prendre en ce qui concerne l'intégration? C'est que, justement, d'après les enquêtes, d'après les rapports que nous avons, on dit qu'en 1980 l'Amérique du Nord aura besoin de plus de 47,000 médecins vétérinaires, c'est-à-dire près du double de ce que nous avons actuellement. Donc, une décision; le gouvernement assume ses responsabilités. En prévoyant par cette décision l'avenir de la profession, l'avenir de la médecine vétérinaire, par l'entremise de son école, de sa faculté, le gouvernement actuel a également assumé ses responsabilités vis-à-vis du consommateur et de l'agriculteur de cette province.

Un autre point que j'aimerais souligner cet après-midi — l'honorable ministre des Finances en a d'ailleurs parlé; cela l'intéresse, car nous avons été dans l'obligation de lui demander des avances pour la Régie de l'assurance-récolte — c'est qu'en prenant cette responsabilité de légiférer sur un plan d'assurance-récolte, le gouvernement savait que c'était la première fois dans la province de Québec que nous aurions un système établi avec des normes et des critères. Nous savions que nous devrions vendre des polices d'assurance, que, lorsque ces polices d'assurance seraient vendues aux agriculteurs, il faudrait faire des vérifications, faire des inspections, recevoir des critiques, des plaintes, et répondre à ces critiques et à ces plaintes. Tout de même, nous sommes allés de l'avant et nous avons vendu plus de 19,000 contrats d'assurance-récolte dans la province.

Naturellement, on s'est plaint récemment que la Régie de l'assurance-récolte n'avait pas répondu aussi vite qu'on l'aurait souhaité aux 11,000 ou 12,000 réclamations qu'elle a reçues. Encore là, le gouvernement et la Régie de l'assurance-récolte ont pris leurs responsabilités. Même s'il n'existait aucun système, ils ont voulu recevoir ces réclamations, les analyser, procéder à la mise en place d'un système permettant l'évaluation, la vérification, la correction et l'émission des chèques. Le président de la Régie de l'assurance-récolte m'informait, en date du 7 mars 1969, que, dans la province, 7,100 producteurs avaient reçu des chèques, pour un mon-

tant de \$2,615,747.36. A cette date, il restait encore environ 2,200 producteurs à payer.

Il faut considérer que c'est la première fois qu'un tel système est établi et qu'il sera difficile — je l'ai avoué et je l'avoue encore — de faire l'éducation de nos agriculteurs en ce qui concerne l'assurance-récolte. Dans le passé, sous un gouvernement comme sous l'autre, nous avons payé des pertes de récoltes en nous servant, selon le terme usuel au ministère, du « piffo-mètre » et en évaluant les dégâts suivant des critères plus ou moins bien établis. Aujourd'hui, nous aurons des plaintes, nous aurons des demandes de révision, nous aurons probablement des personnes mécontentes, mais, au moins, nous avons un système qui se tient.

Je ne voudrais pas, en félicitant toute l'équipe de la Régie de l'assurance-récolte, dire que tous ses problèmes sont passés. Elle en aura d'autres. Mais je voudrais demander la collaboration de tous les députés de cette Chambre, de toute la population rurale du Québec pour qu'ils comprennent bien que la Régie de l'assurance-récolte, c'est ce qu'en a voulu le législateur et que c'est une régie qui est sous la responsabilité du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation pour son budget, pour son administration. Mais, en ce qui concerne les pertes de récolte, c'est une régie autonome, qui s'occupe de faire les vérifications, de faire l'évaluation et de payer les compensations.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable ministre me permettra-t-il de lui rappeler qu'il serait peut-être temps de commencer le compte à rebours étant donné qu'il lui reste deux minutes.

M. VINCENT: M. le Président, je vous remercie et je remarque que je devrai terminer. Mais auparavant je voudrais toucher un autre point en ce qui concerne la Régie de l'assurance-récolte.

Le travail n'est pas terminé. Nous recevons présentement des demandes de plusieurs régions de la province, de plusieurs spécialistes en différentes cultures. Les officiers de la Régie de l'assurance-récolte, en collaboration avec les officiers du fédéral, sont prêts à faire tout ce qui est humainement et techniquement possible. Aussitôt que nous aurons la possibilité d'assurer les autres cultures, le ministre des Finances, le cabinet et le gouvernement m'ont donné l'assurance qu'ils étaient prêts à rendre des fonds disponibles pour faire ce travail. Et aussitôt le gouvernement assumera ses responsabilités.

Il y aurait d'autres sujets qui auraient pu dé-

montrer que le gouvernement actuel a assumé ses responsabilités: l'assainissement des sols, le drainage souterrain, le drainage superficiel, les travaux mécanisés, l'étiquetage, la commercialisation. Malheureusement, le temps ne me le permet pas.

Je remercie mes honorables collègues de leur attention, et nous aurons l'occasion d'y revenir lorsque nous discuterons des crédits du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

M. BERTRAND: M. le Président, je dois comprendre que nous allons prendre le vote incessamment. Avant qu'il ne soit pris, j'aurais, avec votre permission — J'en ai informé le président de l'Assemblée — une question de privilège.

Question de privilège

M. BERTRAND: On porte à mon attention la parution d'un article dans le Montreal Star d'aujourd'hui dont le titre est légèrement tendancieux: « Bertrand and gunman accused of collusion ».

Mlle Suzan Altschul, du Star Quebec Bureau n'a jamais voulu, sans doute, elle qui a assisté aux débats, que l'on puisse publier le lendemain où le député de Verdun me posait une question...

M. LAPORTE: Ce n'est pas votre photo à vous qui est là?

M. BERTRAND: Ce n'est pas ma photo.

M. LAPORTE: C'est celle du « gunman »?

M. BERTRAND: C'est la photo de « Sonny » Coe.

M. LESAGE: « Sonny » Coe.

M. BERTRAND: Je doute fort que Mlle Altschul ait voulu, surtout elle qui a suivi les délibérations de cette Chambre, que l'on puisse donner un tel titre à une telle nouvelle le lendemain où le député de Verdun m'a posé une question relative à une espèce de marchandage qui aurait eu lieu — il l'a dit — entre le ministère de la Justice et la sûreté du Québec, à l'effet que le dénommé « Sonny » Coe nous aurait fourni des renseignements qui auraient conduit à la découverte de la dynamite qui était cachée dans une grange, à Saint-Pierre-l'Ermite.

M. LESAGE: A Saint-Paul-l'Ermite.

M. BERTRAND: Je dois déclarer c e c i . Il y a eu un cautionnement qui a été accordé par

le juge. Je l'ai dit d'ailleurs hier. Les notes que j'ai, et qui m'ont été transmises, sont à l'effet que le juge...

M. LESAGE: Je n'ai pas mon dossier, qui est complet, et j'aurais des questions à poser au premier ministre...

M. BERTRAND: Sur quoi?

M. LESAGE: Sur la déclaration qu'il fait maintenant. Je croyais...

M. BERTRAND: Je l'ai faite hier.

M. LESAGE: Bien non. Le premier ministre a déclaré, hier, qu'il n'était pas d'intérêt public

M. BERTRAND: Ah non! J'ai déclaré, hier, que le cautionnement avait été fixé par le juge...

M. LESAGE: oui, mais j'avais tout cela devant moi.

M. BERTRAND: ... et, quant au reste, qu'il n'était pas d'intérêt public J'ai ajouté que j'avais, comme procureur général, demandé que l'on procède à l'audition de cette cause par « preferred indictment ».

M. LESAGE: Je sais.

M. BERTRAND: C'est ce que j'ai déclaré hier. J'aurai peut-être d'autres détails d'ici lundi.

M. LESAGE: Bon, c'est justement ce que je voulais demander au premier ministre. Le premier ministre voudrait-il bien relire les questions posées hier par le député de Verdun?

M. BERTRAND: Je l'ai fait.

M. LESAGE: Le premier ministre pourrait-il faire la lumière sur cette question de cautionnement qui aurait été accordé avec l'assentiment des procureurs — je ne dis pas du ministre de la Justice — mais des procureurs de la couronne, alors que la Sûreté municipale de Montréal, allègue-t-on, se serait opposée à ce que ce monsieur « Sonny » Coe puisse être libéré sous caution en attendant son procès? C'est un point sur lequel je demanderais au premier ministre de bien vouloir faire la lumière. Et est-ce que, réellement, il y aurait eu marchandage? Ce serait une bonne chose que le premier ministre - je n'essaie pas d'accuser le

gouvernement ni le ministre de la Justice — mais je dis que ce serait une bonne chose que le ministre de la Justice soit en mesure, mardi, de nous donner des éclaircissements complets sur le sujet. Ensuite, pour quelles raisons particulières a-t-on décidé de procéder par « preferred indictment »?

M. BERTRAND: J'ai exercé la discrétion qui est celle du procureur général, lorsque le procureur général croit qu'il est de l'intérêt public que la cause soit entendue au plus tôt.

M. LESAGE: Très bien, mais le procureur général avait certainement des raisons très particulières, parce que c'est une procédure extraordinaire.

M. BERTRAND: C'est ça qui est l'intérêt public.

M. LESAGE: Bien, des fois, il y a autre chose. Je demanderais maintenant au premier ministre de bien vouloir nous éclairer sur tous les aspects de cette affaire de « Sonny » Coe, à partir du refus de la police municipale de Montréal de consentir à une libération sous caution, durant le procès, jusqu'à la décision du ministre de la Justice de procéder par « preferred indictment ». J'apprécierais beaucoup, avec mes collègues, que le premier ministre se rende à cette demande mardi.

M. BERTRAND: Je n'ajouterai rien de plus, M. le Président, aux propos que j'ai tenus hier, que ceux-ci; si le chef de l'Opposition veut en prendre connaissance, il n'a qu'à faire venir la déclaration du procureur de la couronne que j'ai fait venir moi-même, dans la cause au sujet du cautionnement...

M. LESAGE: Ah bon!

M. BERTRAND: Voici ce qu'il dit: « Alors, voici, Votre Seigneurie... On avait demandé...

M. LAPORTE: Si on me le permettait, est-ce qu'on pourrait sonner les cloches?

M. BERTRAND: Oui, qu'on appelle les députés pour le vote. Nous allons continuer.

M. LAPORTE: Très bien.

M. LE PRÉSIDENT: Qu'on appelle les députés.

M. BERTRAND: Voici ce que déclarait, Me Gérard Girouard: « Alors, voici, Votre Seigneurie. Evidemment, si on parle d'admissibilité à caution, on regarde le dossier, et c'est la flagrance du délit. Votre Seigneurie a entendu l'enquête préliminaire et sait que ces gens-là se font prendre la main dans le sac. Il est évident que cela a une influence, à savoir si l'accusé désire, oui ou non, se présenter au procès. Mon confrère a produit un certificat médical. Je ne suis pas médecin; je n'ai pas à discuter le certificat médical, mais il y a une chose que je sais. J'ai une corroboration par les policiers dans le fait que « Sonny » Coe souffrait de maux d'estomac, qu'il criait. J'ai su ça ce matin. La seule raison que je vois pour que le tribunal accorde un cautionnement serait le côté médical. Je ne vois pas d'autre raison. Maintenant, si le tribunal en vient à la conclusion que la raison médicale est suffisante, que des garanties suffisantes soient données, que l'accusé se représente au procès. Mon confrère a parlé de \$7,000 en argent. Je pense que cela pourrait être plus que ça. Je pense bien que, s'il est si malade, il a des amis qui pourraient lui aider à fournir un cautionnement. S'il y a une alternative d'immobilier, je voudrais que ce soit le double, au moins. En argent, j'ai demandé plus haut que \$7,500.

« Par la cour: Voulez-vous produire au dossier la lettre du docteur Brasseau — le juge demande qu'on produise la lettre — Vu les représentations faites par l'avocat de l'accusé et les remarques du procureur de la couronne, vu l'état de santé de l'accusé, vu également la gravité de l'offense qui lui est reprochée, la cour fixe un cautionnement de \$20,000 sur immeuble ou \$10,000 comptant. »

Voilà les faits, M. le Président. Deuxièmement, je pourrais ajouter ceci. Je viens d'obtenir une information à l'instant, quand j'ai fait venir mon dossier, à l'effet que « Sonny » Coe aurait donné, à ce moment-là une fausse adresse et qu'on l'a fait arrêter. Il est maintenant derrière les barreaux.

M. LESAGE: Bon. Maintenant, est-ce l'intention du ministre de la Justice de faire une enquête, si elle n'a pas déjà été faite, pour savoir s'il est vrai que la dynamite trouvée à Saint-Paul-l'Ermite avait été bien volée par « Sonny » Coe ou ses amis et cachée là, à la suite...

M. BERTRAND: J'ai posé la question à mes officiers et l'on m'a déclaré que les faits que vient de rapporter le chef de l'Opposition...

M. LESAGE: Bien, c'était une question.

M. BERTRAND: A la question que vient de poser le chef de l'Opposition, la réponse serait non.

M. LESAGE: Alors, Je demanderais au ministre de la Justice et au premier ministre — c'est le même homme — de bien vouloir continuer à poser la question d'ici mardi et même de la poser peut-être en contre-interrogatoire.

M. BERTRAND: Très bien.

DES VOIX: Vote!

Vote sur la motion Laporte

M. LE PRESIDENT: Que les honorables députés qui sont en faveur de la motion d'amendement de l'honorable député de Chambly veuillent bien se lever.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Lesage, Gérin-Lajoie, Séguin, Pinard, Laporte, Courcy, Levesque (Bonaventure), Arsenault, Lafrance, Lacroix, Brown, Brisson, Hyde, Mme Kirkland-Casgrain. MM. Binette, LeChasseur, Harvey, Bourassa, Beaupré, Cadieux, Fournier, Vaillancourt, Kennedy, Théberge, Choquette, Fraser, Goldbloom, Houde, Leduc (Taillon), Picard (Olier), Saint-Germain, Tetley, Tremblay (Bourassa).

M. LE PRESIDENT: Que les honorables députés qui sont contre la motion d'amendement de l'honorable député de Chambly veuillent bien se lever.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Bertrand, Fréchette, Johnston, Vincent, Dozois, Lizotte, Gosselin, Tremblay (Chicoutimi), Masse, Allard, Russell, Lafontaine, Loubier, Paul, Maltais (Limoilou), Cloutier, Boivin, Charbonneau, Boudreau, Lussier, Btaudry, Mathieu, Morin, Lavoie (Wolfe), Bernatchez, Flamand, Gagnon, Théorêt, Sauvageau, Gauthier (Berthier) Léveillé, Desmeules, Grenier, Martel, Roy, Leduc (Laviolette), Deniers, Picard (Dorchester) Martellani, Bousquet, Simard, Proulx, Croise-

tière, Plamondon, D'Anjou, Bergeron, Murray, Shooner, Hamel, Gardner, Beaulieu.

M. BERTRAND: Pour son premier vote.

M. LE SECRETAIRE: Pour 33, contre 51.
Yeas 33, nays 51.

M. LE PRESIDENT: La motion est rejetée.

Vote sur l'adresse

M. BERTRAND: Vote renversé sur la motion principale? A l'unanimité? A l'unanimité. Très bien. Adopté. Motion principale adoptée.

M. LESAGE: Nous ne demandons pas de division.

M. BERTRAND: Motion principale adoptée.

M. LE PRESIDENT: Alors, la motion principale est adoptée.

M. BERTRAND: Article 1, M. le Président.

Comité des subsides

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances propose que je quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. MARTEL (président du comité des subsides)

M. PAUL: Je pense bien que tous accepteraient la règle de politesse qu'à tout seigneur tout honneur. Nous pourrions commencer l'étude des crédits de l'Assemblée nationale ce soir à huit heures quinze.

En second lieu, Je voudrais proposer que les membres de la commission des Transports et Communications se réunissent à huit heures quinze à la salle 91 pour l'étude des crédits du ministère des Transports et des Communications.

M. LE PRESIDENT: Le comité suspend ses travaux jusqu'à huit heures quinze.

Reprise de la séance à 20 h 16

M. FRECHETTE (président du comité des subsides): A l'ordre, messieurs.

Crédits de l'Assemblée nationale

M. LAPORTE: Est-ce que nous pourrions vous demander de faire brièvement un exposé de vos principaux projets pour l'année financière 69/70? Je blague, parce que Je crois que nous devrions donner l'exemple de la sérénité en vous présentant nos hommages, en vous répitant que nous sommes très heureux — Il arrive parfois que ce mot soit un peu fort pour ce que nous faisons ici — heureux, dis-je, de travailler sous votre direction. Nous sommes disposés, à moins que le chef de l'Opposition n'ait quelques questions à vous poser. Quant à moi, je serais disposé à accepter le budget dans son entier.

M. LE PRESIDENT: Alors, adopté?

M. BERTRAND: Je remarque que le président de l'Assemblée a voulu limiter ses interventions à moins de trente minutes.

M. LEBEL: J'étais naturellement préparé pour une longue intervention...

M. LAPORTE: Dispensé.

M. LEBEL: Je suis assez heureux de la tournure des événements. On me permettra toutefois de remercier les principaux officiers de la Chambre pour le travail considérable qu'ils font au cours de l'année. Il arrive assez souvent à l'honorable premier ministre, et il est arrivé à l'honorable chef de l'Opposition, de signaler le travail de M. Sénécal, de M. Blondin et de M. Lessard. Il arrive moins souvent, je pense, qu'on signale le travail de M. Desmeules et M. Breton. Ce sont d'excellents fonctionnaires, qui nous rendent la tâche très facile. Je veux aussi souligner le travail des pages et du chef des pages, ainsi que des deux fonctionnaires attachés au président de l'Assemblée nationale. Je veux signaler également le travail de M. Payette. Je pense qu'il joue un rôle assez difficile, contesté, à certains moments...

M. LESAGE: Il est très délicat, très aimable.

M. LEBEL: Il le fait avec un grand coeur, une générosité et un dévouement peu commun. Au cas d'en oublier, je veux joindre à ces re-

merciements tous les fonctionnaires de l'Assemblée nationale, qui nous rendent d'excellents services et correspondent vraiment à l'idée qu'on se fait des fonctionnaires idéaux.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): L'honorable Secrétaire de la province.

M. PAUL: Je crois que l'occasion est toute choisie, d'abord, pour m'associer aux paroles de l'honorable député de Chambly qui a bien voulu vous payer un tribut d'hommages pour l'excellent travail que vous accomplissez en tant que président de notre Assemblée nationale.

Je m'en voudrais également de ne pas saisir cette occasion pour remercier tous ceux-là qui ont été pour moi d'excellents collaborateurs alors que j'occupais les hautes fonctions qui sont vôtres aujourd'hui, M. le Président. Je ne voudrais pas m'attarder outre mesure dans ces remerciements mais je crois que notre secrétaire de l'Assemblée nationale, M. Senécal, ainsi que ses collaborateurs immédiats, MM. Blondin et Lessard, méritent des remerciements, parce qu'ils sont pour le président de notre assemblée des conseillers vraiment indispensables. C'est peut-être lorsque le président est appelé à faire l'interprétation de nos règlements qu'il se sent bien entouré et appuyé par ces sages conseillers.

Je veux adresser également un merci sincère non seulement en mon nom personnel, mais au nom de toute l'équipe ministérielle, au sergent d'armes, M. Roberge, ainsi qu'à son collaborateur, M. Trudel. En même temps, nous souhaitons d'heureuses fonctions à celui-là qui est venu se joindre à l'équipe de M. Roberge, M. Cannon, qui autrefois était au Conseil législatif.

Il est également un groupe, dans notre Assemblée, qui joue un rôle indispensable et qui permettra aux générations de demain de prendre conscience du travail que chacun de nous accomplit dans l'exercice de nos fonctions. Je veux signaler l'équipe du journal des Débats, si bien dirigée par M. Massicotte et par ses collaborateurs immédiats.

Pour ce qui est du travail des portiers et du vôtre, messieurs les pages, nous vous remercions également pour l'empressement avec lequel vous répondez à tous nos besoins.

Je seconde les paroles élogieuses et bien méritées qu'adressait tout à l'heure monsieur le président à l'endroit de M. Payette, le pourvoyeur de l'Assemblée nationale, et de ses collaborateurs immédiats.

Je ne sache pas qu'aucun ministère ait l'avan-

tage de posséder des hommes aussi dévoués que MM. Desmeules et Breton qui accomplissent respectivement les fonctions d'administrateur et de comptable de l'Assemblée nationale. Tous deux sont les conseillers des députés qui, parfois, ont des difficultés financières, des problèmes financiers à régler, et au-delà du minimum de leur devoir de fonctionnaire, ils s'empressent de mettre au service de tous leurs connaissances et leur expérience dans le domaine comptable.

Je voulais donc saisir cette occasion pour adresser à votre personnel, au nom de toute l'équipe ministérielle, nos remerciements. Quant à vous, M. le Président, de même que vous, M. le Vice-Président, soyez assurés que ceux qui siègent à votre droite et qui ont peut-être des oublis dans la chaleur des débats veulent, avec le ferme propos, résister aux tentations qui leur sont lancées parfois par leurs amis d'en face, comme eux se proposent de résister aux invitations qu'on peut leur faire.

C'est par ce travail d'équipe que nous pouvons réaliser notre besogne quotidienne et faire de nos travaux de l'Assemblée nationale qu'ils soient progressifs, constructifs et dans le meilleur intérêt de la population du Québec.

M. LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): L'honorable député de Chambly.

M. LAPORTE: M. le Président, je crois que Je vais faire un reproche 3 monsieur le président. C'est une mauvaise habitude 3 prendre, je crois, que de commencer l'étude des crédits par les siens parce que ceci pourrait donner à ceux de ses collègues temporaires, puisqu'il siège avec nous à l'Assemblée nationale pour quelques minutes, à ses confrères qui auront à défendre d'autres crédits, des illusions sur la façon dont les crédits peuvent se voter quant à la célérité.

Je voudrais dire moi aussi que nous avons avec le personnel qui travaille pour l'Assemblée nationale d'excellentes relations. Il m'est arrivé fréquemment, dans le poste que j'occupe, d'avoir à transiger avec M. Desmeules, de fréquenter une fois par mois le bureau de M. Breton et quant à M. Payette, d'avoir d'innombrables fois chaque année recours à ses bons offices pour tout ce dont nous avons besoin pour notre travail.

A chacun de ces messieurs, je suis certain de me faire l'interprète de tous les députés libéraux et des indépendants...

M. BERTRAND: Même du parti québécois.

M. LAPORTE: ... de leur présenter nos remerciements.

Le journal des Débats, je crois que le journal des Débats aura, même si c'est dans une mesure très limitée, contribué à améliorer la langue que nous parlons ici, à l'Assemblée nationale.

J'ai lu récemment quelque part que le ministre des Affaires culturelles avait, sur ce point, exprimé des propos que je ne suis pas loin de partager. Nous avons ici le devoir d'utiliser la langue de la meilleure qualité possible. Je me souviens que, la première fois que je me suis relu, dans le journal des Débats — ce qui, chacun l'admettra j'espère, est toujours un pensum que de se relire — la première fois, dis-je, que je me suis relu, j'ai été absolument renversé de la qualité de la langue, c'est-à-dire des phrases que nous commençons, dans lesquelles nous introduisons une incidente, et où nous ne revenons pas à la phrase principale, ce qui rend, fréquemment, le texte inintelligible. Ce sont ces messieurs du journal des Débats qui, avec beaucoup de patience, et à la condition que nous voulions bien nous relire, nous apprennent à utiliser un français plus correct.

Je voulais simplement signaler que l'un des responsables du journal des Débats me disait, il y a quelques jours, qu'une chose l'étonnait, c'est que très peu nombreux sont les députés, à l'Assemblée nationale, qui relisent ou qui lisent les épreuves qu'on leur fait parvenir des propos qu'ils ont tenus ici.

Il est d'avis que si les députés voulaient s'imposer de revoir leurs propres textes, ceci pourrait non seulement contribuer à diminuer, assez sensiblement le travail des préposés, excellents d'ailleurs, au journal des Débats, et que chacun pourrait apprendre à faire des phrases plus courtes, à les terminer et, ainsi, à parler un français plus châtié.

M. le Président, je présente mes félicitations, en particulier, au personnel du journal des Débats, qui à quelques occasions — et je m'inclus — réussit à faire ce que l'on appelle un miracle, c'est-à-dire à faire quelque chose avec rien. C'est-à-dire que lorsque nous revoyons nos propres propos, nous constatons qu'il y a énormément de place à amélioration. Je les félicite, ainsi que tous ceux qui travaillent ici, tout près de nous, qui, eux, sont tenus au silence le plus respectueux et qui l'observent, mais qui n'en entendent pas moins les propos que nous tenons parfois les uns envers les autres et qui, avec une patience consommée, nous écoutent et, avec une délicatesse inouïe, ne répètent pas toujours ce qu'ils ont entendu. A chacun mes félicitations.

M. le Président, je vous souhaite un long règne à ce siège, à condition que nous décidions de vous nommer président permanent.

Travaux publics

M. LE PRESIDENT: Alors, Travaux publics. Est-ce que l'on peut s'entendre pour une méthode de travail? Est-ce que nous étudions article par article?

M. RUSSELL: M. le Président, nous pouvons peut-être procéder comme d'habitude, par articles, un à un, ça va être plus facile; je n'ai aucune objection. Il est plus facile aussi de fournir des informations et des détails, chose que je vais tenter de faire aussi objectivement que possible et répondre aux questions de l'Opposition, lui fournir des informations. C'est son droit de poser des questions. Si, malheureusement, je n'ai pas les réponses ici, je prendrai note de la question et j'obtiendrai l'information que je transmettrai à la prochaine séance.

M. LAPORTE: M. le Président, est-ce que je dois comprendre que le ministre n'aura pas autour de lui ce soir quelques-uns des membres immédiats de son personnel?

M. RUSSELL: Oui. Je les ai fait demander, ils vont entrer dans quelques minutes.

M. le Président, pour l'information de tous les députés de cette Chambre, je pourrais peut-être vous présenter mes officiers qui sont ici à mes côtés. Le sous-ministre, M. Dugas. A ma gauche, M. Claude Morin qui est secrétaire administratif. Derrière moi, M. Gagnon, sous-ministre adjoint à la gestion.

Donc, M. le Président, nous sommes prêts à répondre aux questions, si on en a à poser, en commençant par le poste budgétaire no 1, Administration; article 1, Administration; sous-article 1, Traitements et indemnités, \$1,744,000.

M. LAPORTE: M. le Président, est-ce que cet arrêté ministériel adopté il y a quelques mois, limitant de la façon la plus stricte, nous a-t-on dit, l'engagement de personnel nouveau, est toujours en vigueur?

M. RUSSELL: Oui. Je voudrais parler pour les Travaux publics seulement.

M. LAPORTE: Oui, oui.

M. RUSSELL: Nous n'engageons pas de personnel nouveau excepté dans des cas bien particuliers. Il s'agit de personnel, disons, très rare qui peut nous manquer à la suite de représentations faites par la Trésorerie pour en justifier le poste.

M. LAPORTE: Est-ce que c'est le premier

budget où le service des ponts n'est pas inclus dans les crédits du ministère?

M. RUSSELL: Le deuxième.

M. LAPORTE: Alors, étant donné cette parité ministérielle, est-ce que le ministre nous expliquerait ce qui justifie que l'on veuille augmenter le nombre des fonctionnaires de 189 à 225?

M. RUSSELL: M. le Président, ce n'est pas réellement une augmentation. C'est une augmentation à cet article, mais c'est un déplacement de personnel. En somme, on pourrait peut-être l'expliquer de façon très précise. Le directeur de la gestion qui, autrefois, était à l'article 2, est revenu à l'article 1, administration. Les sous-directeurs, c'est la même chose. C'est un déplacement de personnel plus que de nouveaux engagements. Il y a eu une nouvelle direction qui a été instaurée au ministère des Travaux publics. Procédés et Développements, à la tête de laquelle nous avons placé un directeur et quelques hauts fonctionnaires qui font partie des nouveaux employés qui ont aidé à augmenter le nombre de 189 à 225.

Je tiens à faire remarquer à la Chambre que ce n'est pas nécessairement 225 employés en fonction, ce sont 225 postes libres pour engagement d'employés, excepté...

M. le Président, je ne voudrais pas induire la Chambre en erreur. Les postes ont été réduits à 207. Nous avons 167 employés en fonction. Nous avons ici les chiffres du mois d'octobre dernier. Depuis ce temps-là des changements ont été apportés aux effectifs. Le nombre de postes qu'il nous est permis d'occuper est de 207. Le nombre des employés sera moindre à l'avenir.

M. LAPORTE: Cela commence bien. Alors, on ne peut pas se fier aux chiffres apparaissant au budget.

M. RUSSELL: Bien, voici...

M. LAPORTE: Quels sont les chiffres présentement?

M. RUSSELL: C'est 207 postes. Ce qui est arrivé, c'est qu'on a changé les crédits mais on n'a pas changé les postes. Nous avons le droit, actuellement, en vertu de cet article, d'engager 207 employés.

M. LAPORTE: Il y en a combien, actuellement?

M. RUSSELL: Il y a 167 employés en fonction.

M. LAPORTE: Extérieurement aux mutations d'un service à l'autre, il y aura combien de nouveaux postes?

M. RUSSELL: M. le Président, il y a eu 59 employés d'ajoutés, moins 22 qui ont été transférés en dehors, ce qui fait une différence de 37 employés à ajouter à cet article.

M. LAPORTE: Donc, 37 nouveaux employés. M. le Président...

M. RUSSELL: C'est-à-dire des mutations qui viennent d'autres directions, qui, de l'article 2 ont été amenées à cet article.

M. LAPORTE: Pour bien se comprendre, quand le ministre parle de mutations, veut-il parler du personnel qu'il va chercher dans d'autres ministères?

M. RUSSELL: Cela peut être à l'intérieur du même ministère ou dans d'autres ministères.

M. LAPORTE: Mais si vous allez chercher des gens dans d'autres ministères, vous augmentez tout le temps votre personnel.

M. RUSSELL: Pas nécessairement. Nous sommes allés chercher des employés dans d'autres ministères comme la Voirie, l'Industrie et le Commerce, service des pêcheries, et nous avons des mutations à l'intérieur du ministère.

M. LAPORTE: Y aurait-il moyen de savoir du ministre combien il se propose d'engager d'employés ou de fonctionnaires nouveaux au cours de l'année financière qui commencera le 1er avril?

M. RUSSELL: M. le Président, nous voulons en engager le moins possible. Au fur et à mesure...

M. LAPORTE: Oui. Ce sera bien long.

M. RUSSELL: Pas trop vite. Le député de Chambly saute aux conclusions. Il ne veut pas qu'on lui réponde.

M. LAPORTE: Oui, mais le moins possible.

M. RUSSELL: Le moins possible, c'est un fait. C'est-à-dire qu'au fur et à mesure que

nous en aurons besoin, nous les engagerons, mais il y a quand même un maximum de 207 employés tel que je l'ai exposé préalablement, à cet article. Nous ne pouvons pas dépasser 207.

M. LAPORTE: M. le Président, je vais reformuler ma question. Puis-je demander au ministre combien il prévoit de postes nouveaux à son ministère pour l'année financière 1969-1970?

M. RUSSELL: M. le Président, 18 nouveaux postes. Il y a 18 vacances.

M. LAPORTE: Donc, 18 nouveaux postes?

M. RUSSELL: C'est cela. Il y a 18 vacances actuellement.

M. LAPORTE: Si je me fie aux chiffres que le ministre me donne, nous allons être obligés de faire de la comptabilité ensemble. Si je me fie aux chiffres que j'ai ici devant moi... Si le ministre en a d'autres évidemment, qu'il fasse les amendements. Mais nous ne les avons pas.

Vous avez actuellement 189 employés au sous-article no 1, et vous en demandez 225. Si mes calculs sont bons, ça veut dire 36 postes nouveaux. Le ministre dit: Ce sont des gens que nous allons chercher dans d'autres services du ministère que nous amenons là. Bien, continuons. Si vous prenez le sous-article 1 de l'article no 2, bureau de poste, il y en a 29 et vous en avez 30. Ce n'est quand même pas là que vous allez diminuer. Si vous allez à l'article suivant, vous avez 59 employés actuellement. Vous allez diminuer à 52, sept de moins. Si vous allez à l'article suivant, vous en avez six, vous allez diminuer à deux. Il va en rester quatre. C'est quatre de moins. Au poste suivant, vous avez actuellement 198 et vous indiquez 192; ça fait six de moins. Si vous allez au poste suivant, vous avez 28 employés. Vous allez diminuer à 24. Alors la diminution est de 21 et l'augmentation est de 36. Alors moi, je demande combien de postes nouveaux il y a actuellement. Combien d'employés nouveaux vous proposez-vous d'embaucher au ministère des Travaux publics dans une année où le ministre des Finances nous dit que c'est une année d'austérité?

M. RUSSELL: M. le Président, il ne faudrait pas mêler tous les postes parce que là nous venons de discuter de tous les postes ensemble. Si nous prenons tous les postes ensemble, nous aurons 55 nouveaux employés.

M. LAPORTE: Cinquante-cinq.

M. RUSSELL: Cela, c'est la totalité des postes que vient de mentionner le député de Chambly. Si nous prenons simplement le poste no 1, administration, c'est 18 postes.

M. LAPORTE: Là, M. le Président, c'est parce que Je vois une croissance. A mesure que le ministère perd des services, le nombre des fonctionnaires augmente. Au budget de l'an dernier, c'était 176, et vous demandiez 187 employés. Cette année vous en avez 189 et vous voulez monter à 225. Alors, M. le Président, c'est clair qu'il y aura à même des sommes d'argent... 207, oui, c'est assez de nous y retrouver dans les chiffres que nous n'avons pas eus. Disons que je discute avec les chiffres que J'ai ici devant moi. Il faut demander au ministre: Qu'est-ce qui Justifie, en cette année d'austérité, le ministère des Travaux publics, à réclamer une augmentation de 15, 20 ou 25 fonctionnaires nouveaux, alors qu'on n'a pas l'impression que dans cette section du budget, il y a des services nouveaux?

M. RUSSELL: M. le Président, je voudrais faire toute la nomenclature du ministère pour pouvoir satisfaire le député de Chambly. Il y a une chose certaine. A ce poste, à peu près le seul endroit où il y a une augmentation c'est à l'administration. J'ai dit tout à l'heure que nous avions pris des gens, ceux qui sont dans l'administration et que nous les avons mutés à ce poste, à l'intérieur du ministère, afin d'être plus Juste. Nous sommes allés chercher dans d'autres directions, dans d'autres ministères comme des Pêcheries, les ponts et d'autres. Ces gens-là, les officiers, sont à ce poste de l'administration.

C'est simplement un réaménagement à l'intérieur, ce n'est pas une augmentation du personnel. Car je pourrais démontrer d'une façon très simple que, si nous prenions le nombre global de tous les fonctionnaires et ouvriers au ministère, il y a eu une diminution radicale du nombre du personnel au ministère des Travaux publics, sans diminuer d'autant les services que nous donnons. Nous les avons même augmentés.

M. LAPORTE: Comment peut-on expliquer à cette Chambre qu'il y a eu une diminution lorsque, Pan dernier, vous aviez... Il y avait, l'an dernier, combien d'employés en tout et partout au ministère des Travaux publics, dans tous les services?

M. RUSSELL: Ici, le 2 octobre 1968, nous

avons 1,161 ouvriers et 443 fonctionnaires. Il y a deux sections au ministère: les ouvriers et les fonctionnaires. Ici, il s'agit des fonctionnaires seulement.

M. LAPORTE: Alors, limitons-nous aux fonctionnaires. A quelle date?

M. RUSSELL: Le 2 octobre 1968.

M. LAPORTE: Il y avait combien de fonctionnaires?

M. RUSSELL: Fonctionnaires: 443.

M. LAPORTE: Et le 2 octobre 1967?

M. RUSSELL: Le 2 octobre 1967, je ne le sais pas. J'ai ici un chiffre du 4 avril 1968: 415 fonctionnaires et 1,034 ouvriers. Depuis ce temps-là, il y a eu la mutation des ouvriers de l'industrie et du commerce...

M. LAPORTE: Des Ouvriers?

M. RUSSELL: Oui.

M. LAPORTE: Vous dites que ce n'est pas à cet article.

M. RUSSELL: Non, c'est parce que faidonné le nombre des ouvriers. Il faut être juste. Il y a eu aussi un nombre très limité de fonctionnaires de l'industrie et du commerce qui ont été mutés au ministère des Travaux publics.

M. LAPORTE: La démonstration que je voulais faire — qui a malheureusement pris quinze minutes au lieu de prendre quelques minutes — c'est que, le 4 avril 1968, il y avait 415 employés au ministère des Travaux publics et, le 2 octobre 1968, il y en avait 443. Or, le ministre nous dit qu'il y a eu une diminution considérable de personnel, sans qu'il y ait diminution des services. Je constate plutôt que le nombre des fonctionnaires continue à augmenter. Je veux dire au ministre que, quant à lui, l'arrêté ministériel qui a été adopté par le gouvernement, décrétant une période d'austérité et limitant de la façon la plus stricte l'embauche de nouveaux fonctionnaires, n'a pas été particulièrement respecté. Nous aurons probablement l'occasion de le répéter pour d'autres ministères, mais je voudrais lui dire à lui, le premier, que l'austérité, c'est pour les citoyens, ce n'est pas pour le gouvernement, semble-t-il. On impose aux citoyens un fardeau fiscal de plus en plus considérable, on fait de grandes déclarations à l'ef-

fet que l'on va limiter le plus possible les dépenses, alors qu'à ce ministère dont les responsabilités ont diminué de façon sensible depuis quelques mois, on constate que le nombre des fonctionnaires continue d'augmenter. J'espère que les citoyens constateront, encore une fois, que l'austérité, c'est pour eux et que les dépenses, c'est pour le gouvernement.

M. LE PRESIDENT: Alors, sous-article 1 adopté?

L'honorable député de Brôme.

MR. BROWN: Mr. Chairman, are the inspectors to inspect public buildings included in administration, number 1?

MR. RUSSELL: No, they are in item 2, wait Just a minute. 2, yes. Maintenance, repairs and others expenditures of Public Works.

MR. BROWN: I mean by this, not the buildings owned by the Government, but I am talking about public buildings such as old age homes, hotels, things of this type.

MR. RUSSELL: They do not belong to Public Works. Most of the inspectors, some of them, belong to the Department of Labour and others belong to Tourism, Fish and Game.

MR. BROWN: Who would be in charge of your inspectors dealing with Public Works, generally speaking, in your administration?

MR. RUSSELL: Here, the gentleman who is in charge is the deputy minister, Mr. Gagnon, who is in charge of the inspectors at the « gestion ». Those inspectors are those who inspect the maintenance of buildings and the renting of buildings. We have other Inspectors who inspect constructions, but they have nothing to do with the inspectors whom the member is referring to.

MR. BROWN: In the case of decisions relative to a public building being placed by the Government in, we will say, the Eastern Townships, who makes the decisions on where the building should be for the service?

MR. RUSSELL: It all depends where. Buildings are planned by districts, and for most of the places, when we go into a town or city, we do the planning with the municipal corporation. We work with them in accordance with them and we come to an understanding according to where about they feel like having the building

and if with this demand the offer is acceptable. There is no particular, town planning as usually used in most places.

M. LE PRESIDENT: Alors, sous-article 1, adopté. Sous-article 2, frais de voyage.

M. LAPORTE: Il n'y a pas de voyages en Europe dans cela?

M. LE PRESIDENT: Adopté?

M. LAPORTE: Oui.

M. LE PRESIDENT: Sous-article 3, honoraires, adopté?

M. LAPORTE: Sous-articles 3, 4, 5 et 6.

M. LE PRESIDENT: Alors, article 1 adopté. Article 2, adopté. Services téléphoniques, adopté.

M. LAPORTE: Service des machines à bureau, adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 3, adopté. Un instant.

M. LE PRESIDENT: Article 1, adopté au complet.

M. LAPORTE: Oui, article 1, adopté au complet. Nous passons à l'article 2.

M. LE PRESIDENT: C'est ça, oui.

M. LAPORTE: Comme préliminaires, je voudrais rappeler au ministre certaines choses que je lui disais l'an dernier relativement à l'accommodation physique des députés dans l'édifice de l'Assemblée nationale.

J'avais l'occasion, l'an dernier, de dire au ministre que nous avons fort apprécié les améliorations qu'il avait eu l'obligeance d'apporter dans notre installation. Cette façon de procéder a continué de s'améliorer. Je voudrais cependant lui signaler et lui rappeler que nous avons encore quatre ou cinq députés qui sont obligés de siéger à deux dans un bureau. Je trouve cela absolument anormal. Lors même que l'on me répéterait que c'est une amélioration très considérable sur ce qui était la situation il y a 5 ou 10 ou 15 ou 20 ans, je n'accepterais pas cette façon de raisonner.

En effet, lorsqu'on a des sommes d'argent très considérables que l'on peut consacrer à toutes sortes de fins, on devrait d'abord pren-

dre toutes les dispositions appropriées pour que tous les députés, sans exception, aient un bureau à eux, avec le personnel nécessaire, dans l'immeuble de l'Assemblée nationale.

Ma question au ministre des Travaux publics est la suivante: Est-ce qu'il y a des députés ministériels qui occupent un bureau à deux?

M. RUSSELL: Je ne le crois pas.

M. LAPORTE: Vous ne le croyez pas.

M. RUSSELL: Je ne les ai pas visités, mais je ne le crois pas. Je voudrais simplement ajouter, avant que le député aille plus loin, que l'aménagement n'est pas tout à fait complété. Nous voulons sortir de l'édifice A certains services. Nous voulons en réaménager d'autres, comme le journal des Débats. Cela n'a pas été complété. Les plans sont terminés — ils ont été faits par l'architecte Mainguy — mais nous avons encore certains travaux à effectuer pour donner plus d'espace aux députés.

M. LAPORTE: Mais, en attendant — je sais que cela va prendre encore quelques mois, même si cela s'est effectué avec une rapidité que je tiens à souligner — n'y aurait-il pas possibilité d'utiliser les grandes suites actuellement inutilisées, de même que les antichambres qui sont vides, car il y a des députés qui ne sont pas logés? Cela ne dérangerait personne qu'on utilise les antichambres, au moins, de ces suites pour que les députés y soient tranquillement chez eux, seuls, pour travailler convenablement.

Même si cela durait trois, quatre, cinq ou six mois, si on utilisait simplement ce qu'on appellerait, à la Maison du Québec à Paris, des suites nobles, on pourrait facilement loger tous les députés de l'Opposition sur le même étage. Je ne comprendrais pas que le ministre qui, à ce point de vue là — je veux, encore une fois, le souligner — a fait preuve, dans une très grande mesure, de bonne volonté, ne prenne pas immédiatement des dispositions pour que, dès la semaine prochaine, les quatre députés qui auraient besoin d'être logés seuls puissent l'être.

Cela laisserait ensuite tout le temps dont on aurait besoin pour terminer le réaménagement.

M. RUSSELL: M. le Président, je vais m'enquérir des noms des députés dont me parle le député de Chambly et je vais voir s'il est possible d'améliorer leur situation.

M. LAPORTE: Je vous remercie. Je m'engage d'avance à suivre ça de près avec le ministre pour que ça puisse se régler rapidement.

Deuxièmement, le premier ministre a consenti, l'an dernier, à mettre à la disposition de l'Opposition une somme d'argent pour des chercheurs, afin de compléter l'équipe d'experts qui seraient à notre disposition. Il sera, évidemment, nécessaire de les loger.

J'aimerais bien que le ministre des Travaux publics — peut-être, M. Desmeules a-t-il déjà pris en considération cette nécessité — tienne compte du fait qu'il y aura à l'emploi du chef de l'Opposition et des membres de l'Opposition peut-être deux ou trois personnes de plus qui, de par leur fonction même, celle de chercheur, auront besoin de travailler dans un bureau où ils auront toute liberté pour oeuvrer dans la paix et dans le silence.

M. RUSSELL: M. le Président, vous pouvez être assuré qu'on a tenu compte de ce nouveau personnel qui doit être attaché à l'Opposition et qui est peut-être engagé actuellement. Alors, nous allons poursuivre les travaux pour le complet aménagement de l'édifice A. Ce n'est pas un édifice facile à aménager, en passant. Les murs sont tellement épais, c'est assez long à défoncer.

M. LAPORTE: Ce qu'on semble remarquer — et je n'en fais reproche à personne — c'est que, chaque fois qu'il y a un bureau de libre, il y a dix personnes qui sont disposées à le prendre. Il y a des ministères qui manquent d'espace. Je comprends le problème des ministères; je sympathise beaucoup avec les fonctionnaires qui ont besoin d'être logés, car je sais qu'ils font du travail important, mais je voudrais surtout que, dans l'immeuble que nous occupons actuellement, les députés soient servis les premiers.

Deuxième chose, est-ce que le ministre songe, principalement dans les endroits où le gouvernement est propriétaire d'immeubles — je pense au comté de Drummond, au comté de Chambly et il y en a un grand nombre — à mettre un local à la disposition des députés dans l'immeuble du gouvernement?

M. RUSSELL: M. le Président, le député sait que la coutume veut qu'il n'y ait que les ministres qui aient des bureaux d'aménagés dans les comtés. Personnellement, je n'ai aucune objection à aménager et même à louer des locaux pour chacun des députés dans les comtés. Lorsque la pratique en sera adoptée, il me fera plai-

sir, comme ministre des Travaux publics, de répondre à la directive que l'on me donnera par l'Assemblée nationale.

M. LAPORTE: Ce que je veux souligner, M. le Président, c'est que, dans un bon nombre de cas, il ne sera pas nécessaire de louer des locaux. Je me souviens que, personnellement, j'occupais un bureau fort décent, fort modeste en même temps, à Saint-Lambert, et 24 heures après l'élection, on me signifiait mon congé.

Ce fut la même chose pour le député de Drummond, qui avait un bureau...

M. RUSSELL: Pas 24 heures, presque 24 mois.

M. LAPORTE: ... non, non.

M. RUSSELL: Oui, oui.

M. LAPORTE: Mon cher monsieur, je ne sais pas si ce fut le cas du député de Drummond, mais, dans mon cas à moi, je n'ai jamais occupé le bureau après la dernière séance du conseil des ministres dont je faisais partie.

M. RUSSELL: Je ne parle pas du député de Chambly, je parle du député de Drummond.

M. LAPORTE: Il a peut-être raison d'être plus têtue que moi.

Je pense que, dans ces cas-là, il y aurait peut-être moyen, avec la permission de l'Assemblée nationale, d'examiner ces problèmes et faire des recommandations.

M. PAUL: Faire des recommandations.

M. LAPORTE: En parlant de ceci, pourrais-je demander au ministre ce qu'il entend faire — je change complètement de sujet — de l'immeuble qui est la propriété du gouvernement, à Saint-Lambert... et qui était occupé par de nombreux services, jusqu'à ce qu'on loue l'immeuble qui est maintenant dans Longueuil, le gros immeuble de la compagnie Montval?

M. RUSSELL: M. le Président, nous sommes actuellement en négociations pour le vendre à la commission scolaire pour utilisation.

M. LAPORTE: A la commission régionale.

M. RUSSELL: C'est le ministère de l'Éducation. Je n'ai pas les détails ici, mais je pourrai, dès mardi, donner l'information au député. Je ne sais pas si c'est local ou régional.

M. LAPORTE: ... avec une commission scolaire.

M. RUSSELL: Je ne sais pas si c'est local ou régional. Je sais qu'on m'a demandé la permission de négocier. Le ministère de l'Éducation fait les négociations.

M. LAPORTE: Puis-je tenir pour acquis que si l'immeuble n'est pas vendu à une corporation publique, comme une commission scolaire, que s'il doit être vendu, il le sera après demandes de soumissions publiques?

M. RUSSELL: C'est la coutume, M. le Président...

M. LAPORTE: Ne parlez pas de coutume.

M. RUSSELL: Non, non, on peut en parler, il n'y a pas de cachette. Nous pouvons prendre chaque cas, un par un, il n'y a rien à cacher. Je puis aller chercher les dossiers. Les documents sont là. Dans les cas où on a vu que c'était plus avantageux de négocier par rapport, j'ai donné des rapports qui démontraient l'avantage de négocier. Nous avons négocié dans la plupart des cas. Il y en a des centaines et des centaines qui ont été vendus par soumissions publiques.

M. LAPORTE: D'accord.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, il a été fait mention de l'édifice Montval. Le ministre pourrait-il nous dire, au sujet de l'édifice Montval, à Longueuil, à quel moment il prévoit que les travaux seront terminés pour que les bureaux du ministère de la Famille et du Bien-Être social puissent y être aménagés? Le ministre se souviendra que, l'an dernier, le ministère de la Famille et du Bien-Être social devait déménager dans ces locaux-là, dans le courant du mois de novembre. Actuellement, il est encore sur la rue Saint-Charles, à Longueuil.

M. RUSSELL: M. le Président, le sous-ministre m'informe que les plans sont terminés et qu'il y a certainement deux mois de travail et d'aménagement avant l'occupation.

M. LEDUC (Taillon): Puis-je, là-dessus, compter sur la parole du sous-ministre? Je ne doute pas de la parole du ministre. L'an dernier, on nous avait dit que les bureaux seraient aménagés dans cet édifice-là dans le courant du mois de novembre, au plus tard décembre.

Là, on nous dit que, dans deux mois, les travaux seront complétés. Est-ce que ça va se faire dans deux mois ou va-t-on encore nous remettre à l'automne?

M. RUSSELL: M. le Président, il n'est pas question de remise. L'an dernier, nous avons eu un peu de difficulté, lorsque nous avons procédé à la planification de la bâtisse. Cela a été un petit peu plus long. Il y a souvent des retards, mais, lorsqu'il s'agit de l'aménagement, à l'intérieur, la bâtisse est complétée — je pense que le député est au courant de cela — le sous-ministre m'informe que les plans sont terminés. Une chose est évidente, c'est que nous allons procéder aussi rapidement que possible. L'aménagement courant, normal, prendra peut-être deux mois. Immédiatement après, c'est l'occupation.

M. LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): Alors article 2, adopté.

M. LAPORTE: M. le Président, nous allons revenir à des sujets dont nous avons discuté l'an dernier et qui devraient intéresser particulièrement les citoyens de la ville de Québec.

Est-ce que c'est toujours l'intention du ministre des Travaux publics de démolir les immeubles qui sont situés sur la Grande-Allée face à l'immeuble...

M. RUSSELL: M. le Président, je ne veux pas... Mais est-ce qu'on pourrait considérer les autres articles adoptés si on veut passer à l'immobilisation?

M. LAPORTE: Quels autres articles?

M. RUSSELL: Actuellement, le député de Chambly passe au poste 9, immobilisation. On pourrait peut-être adopter les autres avant de passer à ce poste.

M. LAPORTE: Les réparations qui ont été faites au Café du Parlement et au Conseil exécutif, pour l'aménagement d'une salle pour conférences de presse, c'est à quel poste?

M. RUSSELL: C'est au poste que nous discutons actuellement.

M. LAPORTE: Alors, M. le Président, je voudrais poser un certain nombre de questions au ministre, quitte à revenir au sujet dont j'ai commencé à parler au poste 9.

Est-ce que le ministre a fait aménager une

salle de conférences de presse dans l'édifice B de l'hôtel du gouvernement?

M. RUSSELL: M. le Président, le député doit être informé. J'ai eu une question au feuillet, j'ai répondu et déposé le montant total du coût de l'aménagement.

M. LAPORTE: Bien, alors je prends cette réponse comme étant affirmative. Est-ce que je peux demander au ministre à quelle date le contrat intervenu entre le gouvernement et l'entrepreneur Louis Fecteau Inc. a été signé?

M. RUSSELL: Je n'ai pas les détails ici. Je peux me les procurer et les apporter.

M. LAPORTE: M. le Président, ça serait peut-être assez facile...

M. RUSSELL: Je me demande si le député ne les a pas dans la réponse.

M. LAPORTE: Non, je ne les ai pas. Tout ce que j'ai ici, c'est votre réponse à l'effet que le contrat n'était pas signé à la date du 19 avril 1967. Alors, ça ne me donne pas la date à laquelle il a été signé.

M. RUSSELL: Bien, si on vous a répondu ça, ce fut par les fonctionnaires qui sont là et qui se sont certainement enquis des détails avant de répondre.

M. LAPORTE: Bien, s'ils se sont enquis, je veux bien le croire. Mais ce que je veux savoir, ce n'est pas la date à laquelle il n'a pas été signé. Je veux savoir à quelle date il a été signé.

Alors, M. le Président, je pense bien que nous allons perdre notre temps ce soir. J'ai l'intention de savoir à quelle date le contrat avec Fecteau a été signé, à quelle date les travaux ont commencé — si vous voulez prendre quelques notes ou vos fonctionnaires — et à quelle date la fin des travaux.

Deuxièmement, les transformations à l'immeuble de l'Hydro-Québec à Montréal. Je voudrais savoir en vertu de quel arrêté ministériel le contrat a été accordé, à quelle date le contrat a été signé, à quelle date les travaux ont été terminés; et, en plus, le détail.

Quant à la réponse à la question no 4: Gaston Champoux, rue Saint-Zotique, Montréal: \$144,292.40, le détail de tout ce qui a été payé à même ces \$144,292.40. Même chose pour Paradis Messier, 7410, 10^{ième} avenue, Montréal. Même chose pour Longpré Construction, Chomedey.

Troisièmement, je voudrais savoir en vertu de quel arrêté ministériel les travaux de réfection au bureau du premier ministre, dans l'édifice C, ont été accordés à l'entrepreneur Louis Fecteau. A quelle date les travaux ont-ils commencé? A quelle date ont-ils été terminés? Je voudrais aussi connaître le détail du contrat accordé à la maison Emilien Rochette et Fils pour \$24,712.36. Je voudrais également avoir les mêmes renseignements quant à la réfection, au montant de \$449,203.18, du Café du Parlement. En vertu de quel arrêté ministériel le contrat a-t-il été donné à la firme Jos Turcotte Inc? A quelle date le contrat a-t-il été signé et à quelle date les travaux ont-ils été terminés?

M. le Président, il est évidemment assez difficile de continuer l'étude des crédits alors que nous ne sommes pas en mesure — je suis presque tenté d'en faire un grief au ministre — d'avoir des réponses à ces questions qui me paraissent assez élémentaires. Pour vous montrer les problèmes que nous avons à régler, nous avons inscrit une question au feuillet du 23 avril 1968 relativement au Café du Parlement et nous avons obtenu une réponse le 5 juin 1968. Nous avons inscrit une question le 18 avril 1967 relativement au bureau du premier ministre dans l'édifice C et nous avons obtenu une réponse le 12 juin 1967, et ainsi de suite.

Nous aurions pu, si le règlement nous l'avait permis, inscrire des questions dès le début de cette session pour obtenir les précisions dont nous avons besoin. Le ministre, à ce moment-là, m'aurait probablement répondu ce qu'il m'a dit l'an dernier alors que je lui reprochais de ne pas répondre aux questions: « Je regrette de n'avoir pas les réponses sous la main pour répondre au député de Chambly. » Il ajoutait plus loin: « Je sais que le député de Chambly est un homme tellement occupé, mais il aurait pu d'abord lire le rapport du ministre qui répond à 50% ou 60% des questions. »

Or, premièrement, le ministre n'a pas encore déposé son rapport pour cette année. Deuxièmement, je ne crois pas que le rapport nous donne des réponses à ces questions. Troisièmement, lorsque nous faisons notre devoir de membres de l'Opposition, nous avons droit non pas à 50% ou 60%, mais à 100% des réponses aux questions que nous posons. Nous allons, cette année, — ce qui devrait, je pense, éclairer nos collègues des autres ministères — insister pour obtenir séance tenante, ou à la séance qui suivra, les réponses aux questions que nous posons. Il serait évidemment assez peu efficace, du point de vue tactique, de nous

dire qu'il y a des questions au feuillet et que nous obtiendrons des réponses plus tard. Je demande donc avec votre permission, M. le Président, que l'étude des crédits du ministère des Travaux publics soient ajournée jusqu'à la prochaine séance afin que le ministre puisse nous apporter des réponses à ces questions qui vont certainement contribuer à éclairer la discussion que nous entendons avoir sur ces articles-là.

M. RUSSELL: M. le Président, le député, qui, lui, a été dans l'administration, sait pertinemment bien que je ne peux pas garder sous la main tous les dossiers qui contiennent ces réponses. Maintenant, j'ai dit, au début de l'étude des crédits, que je n'avais aucune objection à donner les réponses. Nous avons pris note des questions; nous pourrions, mardi, apporter des réponses à toutes ces questions et déposer les dossiers au complet, s'il désire les voir. En ce qui concerne les articles, nous en avons plusieurs autres à discuter. Nous pourrions peut-être suspendre ceux-là, puis continuer à discuter les autres. Lui ou d'autres députés pourront poser d'autres questions pertinentes à ce même article et nous continuerons l'étude des crédits du ministère des Travaux publics. Je ne conteste à aucun député le droit de poser des questions; c'est leur droit. J'ai l'intention de répondre autant que possible à toutes les questions.

M. LAPORTE: Vous ne contestez pas le droit de poser des questions, je l'apprécie vivement, mais vous ne contestez pas non plus le droit d'avoir des réponses.

M. RUSSELL: M. le Président, il faudrait apporter tous les dossiers ici. Je vais aller les chercher; mardi, nous les aurons.

M. LAPORTE: Non, non. Je suis absolument d'accord. Le ministre sait maintenant que j'ai probablement l'intention de discuter de ces contrats; il admettra, cependant, que, ce soir, je ne suis pas en mesure de le faire. Alors, je n'ai pas d'objection à ce que l'on adopte les articles 4, 5 et 6.

MR. BROWN: Mr. President, I have several questions that I would like to ask.

M. BERTRAND: Il faudrait vous consulter sur les questions.

M. LAPORTE: Ah non, ça, c'est l'armée de relève.

M. LE PRESIDENT: Alors, on s'entend bien là; l'article 2 est en suspens. Nous adoptons les articles 4, 5 et 6.

MR. BROWN: Not five.

MR. PRESIDENT: Not five.

MR. BROWN: Mr. Chairman, I wonder what percentage of this \$4,844,000 was accomplished by Montreal and Quebec contractors and how many by people outside of the Cities of Montreal and Quebec like in purchase of materials, maintenance and repairs. How much of that was concentrated in buying in firms from Montreal and Quebec City and, on a percentage basis, how much was outside of the Cities of Montreal and Quebec?

MR. RUSSELL: Does the Member refer to the Public.

MR. BROWN: Number 2.

MR. RUSSELL: Yes.

MR. BROWN: Number 5. Purchase of materials, maintenance and repairs.

MR. RUSSELL: Yes.

MR. BROWN: The estimated amount \$5,768,000 and, for last year, \$4,844,400.

MR. RUSSELL: Yes. What do you want to know?

MR. BROWN: Well, this is a considerable sum of money that would benefit the economy of the Province and I would like to know how much the City of Montreal and the City of Quebec got, that is in the contractors and in the buying, and how much was bought from the rural parts of Quebec

MR. RUSSELL: It is a very complex question. The honourable Member should know that we normally do not choose the contractors from Montreal or from Quebec. We choose contractors from Quebec if we do work in Quebec, and from Montreal if we do work in Montreal. That is in small repairs. Any of the bigger repairs, over \$25,000 is normally done by public bids, except in the occasion where it is done at a cost plus. Those times, when it is at a cost plus, we usually take a contractor from the city where the building is, as far as the purchases are done through the Purchasing Office, in Quebec or in

Montreal, according to where they need the material.

MR. BROWN: Well, Mr. Chairman, I realize that probably this is up a bit, but, in my mind, this a good piece of melon it is a large pork barrel and I wonder how much actually goes to the city ridings and how much to the rural ridings approximately. Is there anyway of working this out?

MR. RUSSELL: Yes, one thing in this is taken in minor repairs, lightning, heating, cleaning. I am sorry, not dwelling or heating, but mostly repairs and cleaning of buildings rentals. For repairs, contracts of cleaning, snow removal, construction materials, maintenance of grounds and trees, it is same item, painting and fencing, such as other repairs of buildings, plumbing or any other such maintenance. We could establish it per foot of occupation in each city and in the rural districts, but the Member sure knows that there is a very small percentage in the rural district compared to the city because the occupation by the Government is in the city mostly and very little in the rural district.

MR. BROWN: Generally speaking, in the affairs of the buildings involved are local suppliers, I will say in a place like Cowansville or Waterloo or Sherbrooke, encouraged to do these jobs in those local areas, with regards to maintenance, materials and repairs?

MR. RUSSELL: For small repairs, we do buy locally, but for big repairs, the purchases are done by the Purchasing Office here in Quebec, and we have no direct control on it, as far as work is done locally as much as possible.

MR. BROWN: Do you feel that the supplies outside of the cities of Quebec and Montreal are notified sufficiently and welcomed enough to bid on some of these jobs throughout the Province? As we see, there are large affairs here in Quebec city. Are the people of Arvida and suppliers of this type notified so that they at least can get a chance to bid on these?

MR. RUSSELL: If it is small bids under \$25,000, it is definitely in the district, because it is on invitation. If it is over \$25,000, it is public bids and that is in the newspapers. We usually publish it in two or three French newspapers and in one or two English newspapers. It is also mentioned in the Construction paper, and others, such

as The Daily Commercial News. It is done by the Office of information. I believe that anybody who wishes to follow it can easily follow it. Then, for smaller bids you have zones which are established by the Trade and Commerce. We have nothing to do with zones. We pick the contractors within the zones. That is notified in the advertisements. They know it beforehand.

MR. BROWN: Does the Purchasing Service have the name of some big suppliers that do not necessarily have their plant in Montreal and Quebec? Do they have a list of those people that are capable of doing work of this type or supplying things of this kind so that they could, in the case of a large installation in Quebec, drop these people a little note that there will be bids coming out so that there is a chance to spread this pork barrel otherwise than in the cities of Montreal and Quebec?

MR. RUSSELL: I am quite sure that anybody in trade or commerce or any producer in the Province of Quebec is in a position to follow these things and to know when it is time to bid or not to bid and to know when he is addressing or not addressing, regardless of which part of the Province he belongs to. This is for suppliers and all the names which are at the Purchasing Office are... If anybody writes to Trade and Commerce their name is sent there regardless of who they are, for providing our producers in the Province of Quebec and if there is no producer in the Province of Quebec, well, they come in from outside.

And as far as for the contractor I have just given the list, the way we proceed, to the member.

MR. BROWN: In regards to this matter and talking to a few suppliers around the Province that I have been in contact with, they say that the Government is right on the job when it comes to the Department of Revenue. It never forgets to call in and pick up what they need from these companies, but it is very seldom that they are contacted when it comes to bidding on a job. It looks to many of the people that are dealing in business outside of the city of Montreal as if this is in fact almost a closed market.

MR. RUSSELL: This is unfair. I think the Honourable Member should not maintain on this stand. He has not got any particular name. Anybody in business that does not follow the advertising which is in the papers in purchasing and does not allow to go about while he should himself tell him how to do about. It is very simple, very easy, they could at least drop a letter. And I am sure

that the purchasing officer would have no objection, if they are producer in the Province of Quebec, to buy from them if they could meet the price of the quotations.

MR. BROWN: Well, Mr. Minister, I will give an illustration. I wrote you a letter about Knowlton Construction, which is a new firm that moved in to Brompton. So far, mill inspectors have never come to inspect the company or see anything about it. They never had a contact from the Government at all, even though I was in contact with the Department of Industry and Commerce and the Department of Roads. So, this is one illustration. If you want one, there is one. But it is more than that and, as I say, there is a feeling around the Province, in some areas, that if you are in Montreal and Quebec you are in on the inside, but if you are outside, in any other place in the Province of Quebec, well, it is nice drop your bids and boys, but they never seem to get any much success out of it. But, as I say, if it comes to the Department of Revenue, there is no doubt about how fast they will grab the money and take it for taxes.

MR. RUSSELL: When the Member is referring to Knowlton Construction, is it an electrical company or a general contractor?

MR. BROWN: No, it is a construction company dealing with buildings and roads and things of this type.

MR. RUSSELL: Have they bid on any of the public bids? I have never, we published many bids and I have never seen their name on the bids.

MR. BROWN: Well I have sent a letter to you about checking with them and see if they were satisfactory?

MR. RUSSELL: Well I have no objection. When we publish, all they have to do is bid.

MR. BROWN: Yes, but there are many pieces of work that go without bids in this Province of Quebec at this time.

MR. RUSSELL: Very small percentage in repairs only, mostly in repairs, and it is done practically all in the City of Montreal and in the City of Quebec and the other buildings outside were the Court Houses (Palais de Justice) where we do the odd repairs here and there, but it is negligible, any Member knows that, and I have

no objection, if we have anything up that way and if you want to bid on it, we have no objection at all.

MR. BROWN: Of the \$4,844,400 last year, how much of that was cost plus?

MR. RUSSELL: We have got the figures here of what we call the cost plus, but I would say it represents a very small percentage. We work with cost plus when it is more advantageous than to do otherwise but when we can go on such as small bids under \$25,000 when it is possible we go on bids. When we have plans, everything, we go on bid and close circuits. It is over \$25,000 when we have plans and if it is possible to go on public bids, we go on public bids. And as much less that we have to, we do cost plus.

MR. BROWN: Yes, but just roughly speaking, is it 10% or 20% or 5% or 1% of this amount of \$4,844,400? About what would it be?

MR. RUSSELL: The amounts which the Honourable Member is referring to is roughly \$2 millions total in which we bid and this is probably 10% or around.

It could be 15% or It could be 8%.

MR. BROWN: That is, out of that total amount, \$2 millions are bid on.

MR. RUSSELL: Yes.

MR. BROWN: And the rest is cost plus.

MR. RUSSELL: No, no. \$2 millions, the total in contracts, repairs and so on.

MR. BROWN: Yes.

MR. RUSSELL: So, out of that percentage, those \$2 millions, there is probably 10% or 15% of that which could be cost plus and the rest are bid in closed circuit, a public bid.

MR. BROWN: Yes, thank you, Mr. Chairman.

M. LE PRESIDENT: Article 5, adopté.
Article 6.

M. LAPORTE: Oui.

M. LE PRESIDENT: Article 7. Loyers.

M. LAPORTE: Non.

M. LE PRESIDENT: Article 7, adopté.

M. LAPORTE: Non, non. Autrement, le ministre ne sera pas satisfait d'avoir pris si peu de temps.

M. PAUL: Ce n'est pas Maurice Loyer?

UNE VOIX: Non.

M. LAPORTE: M. le Président, est-ce à cet article que je veux rappeler au ministre qu'il est en train — je comprends qu'il n'est pas le plus bel homme de la province — de dévisager tranquillement une partie fort agréable de la ville de Québec.

Je voudrais lui poser un certain nombre de questions au sujet de deux choses. Premièrement, est-ce toujours l'intention du ministère de démolir dans le vieux Québec l'hôtel Saint-Louis? Est-ce qu'on va finir par arriver à ce poste-là?

M. RUSSELL: M. le Président, nous pourrions peut-être adopter cet article-là et passer au poste 9 qui est « immobilisations » et dans lequel il est question du complexe G. Construction.

M. LE PRESIDENT: Construction.

M. RUSSELL: On pourrait adopter les autres et...

M. LAPORTE: Non, attendez un peu.

M. RUSSELL: Les postes 1, 3, 4, 5, 6 et 7 peuvent être adoptés.

M. LAPORTE: Me serait-il permis de suggérer...

M. RUSSELL: Nous pourrions passer au poste 8. C'est « construction ».

M. LAPORTE: Un petit moment.

M. RUSSELL: Je pourrais rapporter les questions déposées et répondre aux questions du député au poste 2.

M. LAPORTE: Oui.

M. RUSSELL: On gardera le poste 2 en suspens.

M. LAPORTE: Oui.

M. RUSSELL: Et nous pourrions passer au poste 8.

M. LAPORTE: Oui. C'est à celui-là que nous pouvons discuter de...

M. RUSSELL: Des bâtisses, oui.

M. LAPORTE: M. le Président, Je demande au ministre, au poste 8, si c'est toujours son intention de démolir l'hôtel Saint-Louis ou l'ancien hôtel Saint-Louis qui est maintenant la propriété du gouvernement pour construire une annexe au palais de justice.

M. RUSSELL: M. le Président, c'est toujours l'intention du ministère de démolir l'hôtel Saint-Louis qui a été acheté en 1963 pour l'agrandissement du palais de justice.

M. LAPORTE: M. le Président, cet hôtel avait été acheté en 1963, mais il y avait à ce moment-là deux théories qui s'affrontaient quant au respect que l'on doit accorder au vieux Québec. J'étais tenu à cette époque par la solidarité ministérielle et j'avais eu l'occasion d'exprimer mon opinion quant à l'erreur que le gouvernement s'appropriait à commettre dans le vieux Québec.

Ai-je besoin de rappeler que je ne suis pas Québécois personnellement? Comme Montréalais, j'accorde ou j'ai pour la ville de Québec une amitié telle qu'il m'apparaît presque criminel de voir de quelle façon on traite cette ville au niveau gouvernemental. Je répéterai au ministre ce que je lui ai dit l'an dernier à l'effet que l'on devrait pouvoir compter sur un homme comme lui dans les fonctions qu'il occupe pour préserver ces vieux monuments qui ont infiniment de valeur, comparativement à l'usage que l'on pourrait faire d'immeubles hétéroclites qui pourraient les remplacer.

M. le Président, le gouvernement de la province de Québec a créé — qu'il se soit agi d'un gouvernement libéral ou de l'Union Nationale, oublions-le — une Commission des monuments historiques.

La Commission des monuments historiques s'est prononcée sur l'hôtel Saint-Louis. Je cite un extrait d'un document qui date de 1965 et qui se lit comme suit: « Nous sommes d'avis que l'hôtel Saint-Louis doit être conservé comme tel pour les raisons que voici:

« Premièrement, sa silhouette qui pourrait être facilement améliorée et embellie fait partie intégrante de la silhouette de ce coin du vieux Québec.

« Deuxièmement, son remplacement par un édifice à bureaux qui ne serait occupé que durant le jour ferait de ce coin stratégique un coin mort, le soir venu.

« Troisièmement, sa disparition risquerait de compromettre la transformation de la ville intra muros en un complexe culturel et touristique de grande classe où il serait possible d'attirer durant toute l'année des congrès qui rapporteraient annuellement à la communauté québécoise des centaines et des centaines de millions de dollars. »

Il y a donc deux dimensions. Dimension du vieux Québec. Le gouvernement de la province de Québec est en train de dépenser des millions de dollars pour rétablir, dans son état primitif, la place Notre-Dame-des Victoires. Je trouve étonnant que le même gouvernement dépense des millions de dollars ailleurs, dans la même vieille ville de Québec, pour démolir des monuments historiques.

L'hôtel Saint-Louis a quelque chose d'historique. Peut-être que ça impressionne le ministre, peut-être que ça ne l'impressionne pas. Je lui rappellerai — comme l'an dernier — que lorsque nous discutons de ces problèmes qui tiennent infiniment à cœur à une partie de la population, il a un sourire qui est complètement énigmatique. Je lui dirai ce soir, et j'espère que ça va le mettre en fureur, qu'il donne l'impression de n'accorder absolument aucune importance à ces questions... Ah, vous, ne me demandez pas d'interpréter votre rire parce que ce ne serait pas drôle. Le député de Frontenac devrait éviter de...

M. GRENIER: Vous n'en n'avez pas le droit.

M. LAPORTE: ... demander des interprétations de sourires avec ou sans les dents qui apparaissent.

M. GRENIER: L'argument est fort.

M. LAPORTE: M. le Président, dans l'hôtel Saint-Louis, si ça peut le moins intéresser le ministre, les Pères de la Confédération se sont retirés et ont délibéré durant la conférence de Québec, en 64.

UNE VOIX: En 64?

M. BERTRAND: Grand Dieu!

M. LAPORTE: Quand un immeuble devient historique, évidemment, c'est parce qu'il a un certain nombre d'années d'écoulées.

M. BERTRAND: Oui, cela fait pas mal longtemps.

M. LAPORTE: Oui, oui. 106 ans pour créer

cet immeuble historique, et ça va prendre deux mois pour le démolir. Ce sera fini et dans quelques années, vous aurez un autre gouvernement qui nous succédera — comme c'est arrivé à Gettysburg aux Etats-Unis — qui dépensera, lui, des millions de dollars pour rétablir l'immeuble dans l'état où il était à ce moment-là.

On veut en faire une annexe au palais de Justice. On a dit, et je suis presque gêné de répéter ce lieu commun tellement connu: Gouverner c'est prévoir. Il faudra un jour, dans vingt ans, dans vingt-cinq ans, agrandir encore le palais de justice. Où prendrons-nous le terrain nécessaire? A ce moment-là, il faudra vraiment tailler dans le vieux Québec, des monuments encore plus historiques que celui-là.

Qu'est-ce qui avait été recommandé? Un gouvernement avait décidé de se procurer du terrain ailleurs que là, puis de bâtir un palais de justice ailleurs que là. Le ministre sait ce que l'on a réussi à faire avec l'Hotel-Dieu. On avait décidé d'implanter un nouvel Hotel-Dieu ailleurs, sur un terrain qui avait été réservé à Sillery. Au lieu de cela, on a agrandi un hôpital en démolissant une partie très chère du vieux Québec. On a construit une horreur dans un endroit où il n'y a pas de stationnement, où c'est extrêmement difficile d'accès, où il y a un bruit infernal toute la journée. Pour aboutir à quoi? Pour aboutir à un hôpital qui a atteint la limite de son expansion et qui devra probablement un jour céder la place, s'en aller ailleurs. On n'aura plus d'hôpital à cet endroit-là, et on aura détruit la vieille ville de Québec.

L'hôtel Saint-Louis, un autre coin stratégique du vieux Québec, aura été irrémédiablement défiguré par l'apport d'un immeuble hétéroclite par son style et ses proportions. M. le Président, il est encore temps d'agir, il est encore temps de conserver à cet immeuble son style et de le réorganiser à l'intérieur au coût nécessaire. Il n'y a pas un citoyen du Québec qui va s'opposer à ça, réorganiser l'immeuble à l'intérieur, pour servir les fins de la justice ou les fins de n'importe quel ministère.

Qu'est-ce qu'on fait actuellement à la Nouvelle-Orléans? Vous avez le Vieux Carré historique. Il est absolument défendu de toucher à l'extérieur des immeubles sans la permission et l'approbation de l'Etat. A l'intérieur, on est libre de faire les transformations que l'on veut. L'Etat attache à ce Vieux Carré un intérêt tel que les propriétaires des immeubles ont des dégrèvements d'impôt à cause de la limitation de leur droit de propriété.

Paris, tout le monde dit que c'est une des plus belles villes du monde...

M. RUSSELL: Est-ce que le député partage l'opinion de tout le monde?

M. LAPORTE: Oui. J'aimerais bien, par exemple, que le ministre partage le souci qu'a la ville de Paris de ses immeubles. Essayez d'aller faire autour de la Place de l'Etoile, par exemple, ce que vous voulez faire dans le vieux Québec. Essayez d'aller construire dans Paris, actuellement, un immeuble qui va dépasser les autres en hauteur. Toute la ville de Paris, — il faut aller en banlieue pour bâtir et construire les espèces d'horreurs comme on est en train de construire — toute la ville de Paris, dis-je, que l'on connaît, que l'on aime, qui est immense, offre le spectacle d'une architecture absolument uniforme, qui est jalousement protégée par l'Etat.

Qu'est-ce que nous faisons, nous, ici? Que fait un ministre des Travaux publics? Que fait un gouvernement — et le nôtre n'est pas exclu de ça — je n'en ferai pas une querelle de gouvernement, mais je voudrais qu'il y ait dans les gouvernements des hommes qui s'attachent à protéger un patrimoine national.

En vertu de quelle autorité un ministre qui est là pendant quelques années va-t-il défigurer Québec pour le reste de son existence? Quelle autorité avez-vous pour ça?

M. le Président, il est actuellement possible d'accepter l'avis de la Commission des monuments historiques qui dit: Ne touchez pas à cela. Pourquoi? Parce que nous devons d'abord avoir nous-mêmes le souci de garder, de conserver ce qui nous appartient. Deuxièmement, il me semble que c'est un excellent placement.

Le député de Jean-Talon, qui est député de cet arrondissement-là, disait: La principale industrie dans mon comté, c'est le tourisme. Pourquoi les touristes viennent-ils à Québec? Ils ne viennent pas à Québec pour voir Sillery, en dépit de sa beauté.

Ils ne viennent pas à Québec pour voir la ville de Sainte-Foy, en dépit de la beauté de la ville de Sainte-Foy. Ils viennent principalement ici pour visiter le vieux Québec. Enlevez-leur le vieux Québec et vous aurez des gens qui continueront à aller au Mexique, aux Etats-Unis voir certaines villes historiques rebâties & coups de millions de dollars.

M. le Président, j'ai fait appel l'an dernier, à celui qui, à l'époque, était procureur général et qui est maintenant premier ministre de la province de Québec. Je lui dis: Donnez-vous donc, à vous, l'auréole de celui qui aura protégé le vieux Québec. Autrement, vous aurez, sous votre administration, comme premier ministre de la province de Québec, un immeuble comme

celui de l'Hôtel-Dieu sur la conscience. Après cela, on dira toujours que cela a été fait sous le régime d'un tel. On sait pour toujours que l'Hôtel-Dieu a été fait sous le régime de M. Duplessis. On sait qu'il y a des forces qui ont primé tous les avis donnés par des experts.

M. le Président, si le gouvernement, le premier, n'est pas disposé à suivre les avis de la Commission des monuments historiques, pourquoi ne l'abolit-il pas? Pourquoi le simple petit citoyen qui a un immeuble ou un restaurant sur la rue Saint-Louis ou sur la rue Sainte-Ursule, n'importe où à l'intérieur des murs, est-il tenu de respecter une réglementation? On trouve dans les dossiers un ministre qui dit: Ils ne veulent absolument pas me donner un permis de démolir. Voulez-vous passer à côté? Je pose une question: Est-ce que la ville de Québec a donné un permis pour démolir cela?

M. RUSSELL: Je ne suis pas d'accord.

M. LAPORTE: Ce n'est pas ça, ma question. Est-ce que le ministre a obtenu de la ville de Québec un permis pour démolir cet immeuble-15?

M. RUSSELL: Je vous répondrai tout à l'heure.

M. LAPORTE: M. le Président, je répète ce que J'ai dit l'an dernier: Le ministre n'a pas fait le moindre cas des remarques que nous avons faites l'an dernier. On commence à démolir les immeubles sur la Grande-Allée; ils vont disparaître, ces immeubles. Le ministre ne viendra pas nous faire croire qu'ils vont rester là. Les protestations de tous les organismes n'y ont rien fait.

Je lui dis: Protégez au moins ce que l'Etat a décidé d'inclure dans une ville historique comme le vieux Québec.

M. RUSSELL: M. le Président, je voudrais de façon très brève relever quelques points soulevés par le député de Chambly, et fort à propos. On ne peut empêcher son cœur d'aimer et ses yeux d'admirer la beauté de la capitale de la province. Il doit aussi se rendre compte que nous avons aussi des sentiments et de l'admiration. En 1966, nous avions à accepter une situation qui existait. L'hôtel Saint-Louis a été acheté, si ma mémoire est fidèle, en 1963 ou vers ce temps-là. Je me demande si le gouvernement du temps... Je ne blâme pas les partis, mon prédécesseur a consulté la Commission des monuments historiques à ce moment-là. Que faisait la commission, s'il l'a consultée?

Je suis conscient de la position qu'a prise, à la suite de cet achat, à la suite de la désertion, par la population, de l'hôtel Saint-Louis, la Commission des monuments historiques. Mais, nous étions quand même, le gouvernement, pris avec le problème, et savez-vous quel problème?

En 1966, lorsque nous nous sommes enquis de la possibilité de ne pas détruire l'hôtel Saint-Louis et de le rénover, il était tellement détérioré qu'il était impossible de le faire à moins que cela ne soit un danger public. C'est la situation que nous avons héritée de mon prédécesseur. Ceci a été créé avec la complaisance ou la négligence de mon prédécesseur ou la complaisance de la Commission des monuments historiques.

M. LAPORTE: Que dites-vous?

M. RUSSELL: L'achat et l'abandon de l'hôtel Saint-Louis ou des monuments historiques dont vient de parler le député, cela aurait été fait par la complaisance...

M. LAPORTE: Comment, par la complaisance?

M. RUSSELL: ... de la Commission des monuments historiques ou la négligence de mon prédécesseur de la consulter. Je suis informé, cependant, que cet achat a été recommandé par le barreau — c'était à la demande du barreau — pour l'agrandissement du palais de justice. Je ne veux pas faire l'histoire des réunions que nous avons eues depuis 1966 pour essayer de résoudre ce problème car c'est un problème. J'en suis conscient. Un problème qui a été étudié par les meilleurs architectes, ingénieurs, à qui nous pouvions avoir recours ici à Québec.

Actuellement, nous avons l'acceptation tacite de la Commission des monuments historiques et de la ville.

M. LAPORTE: L'acceptation, quoi?

M. RUSSELL: L'acceptation de la ville de Québec et de la Commission des monuments historiques...

M. LAPORTE: L'acceptation tacite?

M. RUSSELL: Oui, des deux organismes qui, je pense, sont valables ici à Québec et qui ont accepté certain mode de construction sans défaire la figure du vieux Québec, en fournissant des locaux. Ceux-ci ne seront pas nécessairement un palais de justice mais nous pour-

rons y incorporer des services du palais de justice. Ces locaux, dans quelques années, pourront servir d'édifice à bureaux ou pour d'autres services si la question que vient de mentionner le député de Chambly se présente, si nous avons à déménager ailleurs le palais de Justice, chose à laquelle s'oppose formellement le barreau de Québec.

M. LAPORTE: Est-ce le barreau qui mène la province de Québec?

M. RUSSELL: Vous parlez d'une commission des monuments historiques qui est formée de quelques représentants. Sont-ce eux qui vont décider de l'avenir de la province de Québec?

M. LAPORTE: Oui, ils ont été chargés de faire cela. Ils ont été nommés pour cela.

M. RUSSELL: Le conseil municipal a également été élu pour cela aussi.

M. LAPORTE: Il n'a pas donné son approbation. Vous n'avez pas de permis de démolir.

M. RUSSELL: Le maire siège à la commission, je crois. Il doit avoir son mot à dire. Il est maire de la ville de Québec. Il a été élu par les citoyens de la ville de Québec. Je pense bien qu'il a à rendre compte de son mandat à la ville de Québec. Je crois qu'il est conscient du problème. Lui aussi veut tenter de régler un problème qui existe depuis 1963. Ce n'est certainement pas en faisant des déclamations et des belles phrases que nous allons régler le problème. Mais nous allons tenter...

M. LAPORTE: Pauvre malheureux! Dire que c'est un professeur qui applaudit à des sottises comme cela.

M. GRENIER: Cela vous fatigue bien, ces histoires-là, vous. Si cela vous fatigue tellement, sortez donc! On peut se passer de vous de temps en temps en Chambre aussi.

M. LAPORTE: C'est-à-dire que, pour la contribution que vous apportez aux débats, vous n'y seriez pas que cela serait bien mieux.

M. GRENIER: C'est vous qui le dites.

M. LAPORTE: Bien, c'est tout le monde qui le constate.

M. LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): A l'ordre!

M. RUSSELL: Nous allons tenter de régler cette situation. Comment le faire? En construisant un édifice qui ne défigurera pas le vieux Québec. Il sera aménagé en harmonie avec les autres bâtisses qui l'entourent et d'une façon plus fonctionnelle à l'intérieur et il ne sera pas un danger public, comme l'est l'hôtel Saint-Louis actuellement.

Donc, c'est pour ces raisons que nous avons décidé de procéder à la démolition aussitôt que nous aurons l'acceptation des plans qui seront produits prochainement par le bureau d'architecte, suivant les esquisses qui ont été présentées à la Commission des monuments historiques et qui ont été acceptées par les autorités de la ville.

Nous avons parlé aussi, l'an dernier — je me rappelle très bien la discussion qui a eu lieu; encore là, le député a protesté, c'est son droit — de la démolition des bâtisses de l'autre côté de la Grande-Allée. Il nous dit que nous n'avons pas tenu compte de ses remarques. Heureusement, nous avons tenu compte de ses remarques. Nous avons examiné les protestations qui sont venues de la part du député de Chambly et du chef de l'Opposition. Nous avons examiné la situation avec les professionnels et nous avons soumis depuis, tel que je l'avais énoncé à ce moment-là, ici, dans la salle des bills publics, la maquette de cette bâtisse. Tous les corps publics, la Commission des monuments historiques, la ville de Québec et même le chef de l'Opposition ont été invités à venir nous rencontrer à ce moment-là, à examiner ce que nous avions à présenter et à formuler des critiques. Je puis vous dire que nous avons eu simplement des félicitations au sujet des maquettes que nous avons présentées à tous les corps publics, ici, à la salle 81. C'est depuis ce temps-là que nous avons décidé de continuer la construction de cet édifice, qui sera le complexe H, pour aménager des bureaux du gouvernement, ici, de l'autre côté de la Grande-Allée.

M. LAPORTE: Le ministre a recours, pour discuter de cette affaire, aux mêmes arguments que l'an dernier. L'approbation...

M. LOUBIER: C'est la même situation.

M. LAPORTE: La même situation, oui! J'espère que ce n'est pas la même situation. Il dit: L'approbation tacite de la ville de Québec et de la Commission des monuments historiques. Il a dit ça l'an dernier et cela s'est révélé faux. Nous avons consulté la Commission des Champs de bataille, la Commission des monuments historiques et la ville de Québec. Aucune des trois

n'avait été consultée. Deux sur trois ont protesté vigoureusement contre la démolition des immeubles.

M. RUSSELL: Les membres, pas les corps comme tels.

M. LAPORTE: Je suis convaincu que la Commission des monuments historiques relevant du ministère des Affaires culturelles n'a jamais donné son approbation et ne la donnera pas.

M. RUSSELL: Je soulève un point d'ordre. L'an dernier, le député a référé à la Commission des monuments historiques et je lui ai dit, que, chaque fois que nous faisons de la construction, nous demandions leur consentement. Ces gens-là avaient un droit de regard. Dans la bâtisse actuelle, où il était question du complexe H, ils n'avaient aucun droit de regard, pas plus que la Commission des Champs de bataille. Seulement, nous avons eu la protestation, non pas de la commission comme telle ou du corps comme tel, mais de certains individus.

M. LAPORTE: Puisque le gouvernement consulte la Commission des monuments historiques, je vais lui donner son avis du 24 septembre 1965: « Nous avons cru de notre devoir de vous signaler les répercussions que la construction de cette annexe du palais de justice aurait sur l'avenir du vieux Québec et nous espérons ardemment que le gouvernement donnera suite à son projet de transporter le palais de justice à l'extérieur des murs, ce qui aurait un autre avantage fort précieux, celui de permettre d'utiliser pour des fins culturelles ou artistiques le palais de justice actuel ».

M. le Président, je n'admets pas personnellement que ce soit le barreau de Québec, malgré toute l'admiration que je peux avoir pour le barreau de Québec dont je suis membre—membre du barreau de Montréal—je n'admets pas que ce soit le barreau de Québec qui puisse avoir le dernier mot dans ces choses-là, comme je n'admets pas que, dans le cas de l'Hôtel-Dieu, ce soient les médecins qui, finalement, ont eu gain de cause contre tout le monde. A quoi sert-il d'avoir des organismes précisément chargés de protéger ce que nous avons de précieux du point de vue historique si le barreau ou le collège des médecins ou tout autre corps intermédiaires peut exercer sur le gouvernement des pressions qui finalement ont préséance sur tout ce qui peut se dire ailleurs?

Il serait possible de conserver l'apparence

extérieure de l'hôtel Saint-Louis et de réaménager l'intérieur pour utilisation, comme cela s'est fait pour d'autres immeubles. Il y a des bureaux dans d'autres villes du monde, dans d'autres villes historiques. Ici, on pourrait citer quelques journaux. On prend un plaisir sadique à démolir notre propre ville. « Une autre page est en voie de s'écrire sur le massacre du vieux Québec. » C'est un journal qui écrit cela. « La société Saint-Jean-Baptiste veut que le gouvernement respecte le caractère propre de Québec. »

Je sais que cela n'y changera absolument rien, mais si un jour j'ai encore une fois l'honneur d'exercer quelque autorité dans le gouvernement, l'une des choses les plus fondamentales qui primera le barreau, qui primera le collège des médecins ou tout autre organisme aussi respectable qu'il soit, une des barres de la politique du gouvernement sera de revaloriser le vieux Québec. Quand j'ai été ministre des Affaires culturelles, au lieu de démolir le vieux Québec, c'est sous mon administration que tous les immeubles de la place Notre-Dame-des-Victoires ont été achetés. C'est sous mon administration à moi que l'on a nommé un architecte afin de replacer ces immeubles dans leur caractère propre. Non, je suis simplement entraîné de dire que, quand j'ai été autorisé, je l'ai fait.

M. ROY: Vous allez remplacer l'autre chef.

M. LAPORTE: Qu'est-ce qu'ils font les... Bon, le voilà réveillé, M. le Président, il était si beau quand il dormait.

M. ROY: Vous allez remplacer le député de Louis-Hébert: Mon gouvernement, mon administration!

M. LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): A l'ordre, à l'ordre!

M. LAPORTE: Vous allez être remplacé dans trois mois par un autre député, et on va donc être débarrassé.

M. LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): A l'ordre!

M. ROY: Ah, mon Dieu!

M. LAPORTE: M. le Président, je dis au ministre...

M. LE PRÉSIDENT (M. Fréchette): A l'ordre!

M. LAPORTE: ... que malheureusement ces problèmes-là semblent le dépasser complètement. Je fais une fois de plus appel au premier ministre pour qu'il tâche de contribuer à revaloriser le vieux Québec et non pas de contribuer à le saccager.

M. RUSSELL: Qui a contribué à saccager le vieux Québec? Quelqu'un a parlé de la Place Royale. Cela relève de la Commission des monuments historiques et non du ministère des Travaux publics.

M. LAPORTE: Non, parce que cela serait mieux que ça. Si ça relevait de vous, vous l'auriez démolie complètement; il ne resterait que des champs.

M. RUSSELL: Ce serait peut-être une amélioration à la situation actuelle où certaines bâtisses sont un danger public. Mais, qui a fait de la démolition dans Québec? On se rappelle ici les bâtisses qui ont été expropriées et démolies. L'autre côté des édifices parlementaires, tout le quadrilatère a été démoli.

M. LAPORTE: Cela n'avait aucune valeur historique.

M. RUSSELL: Cela n'avait aucune valeur, mais cela faisait un beau désert dans la ville de Québec. C'était beau pour les touristes.

M. LAPORTE: Ah, M. le Président, adopté.

M. RUSSELL: En 1966, on n'avait même pas procédé à l'acceptation des plans. Cela faisait trois ans qu'on examinait les plans. Cela faisait une douzaine d'esquisses qu'on présentait, trois ou quatre plans, et tout était refusé. Par qui? Par le même architecte qui présentait les plans. Il faisait les plans à son bureau et les refusait à la commission. Cela, c'était l'administration qui ne dévastait pas la ville de Québec.

Actuellement, on nous fait des reproches parce que nous construisons.

M. LAPORTE: Non, vous démolissez le vieux Québec.

M. RUSSELL: Vous n'avez fait que de la démolition; nous allons faire de la construction. Nous avons commencé; nous allons continuer afin de ramener dans la vieille capitale la population qui devrait y être, qui a déserté ou a été éloignée par le gouvernement précédent.

Vous l'avez expédiée dans la banlieue de la ville de Québec plutôt que de la conserver ici, au centre, afin de maintenir le commerce dans la vieille capitale. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui vous voyez les autorités de la ville se plaindre du manque de revenus. Il y a des commerçants qui se plaignent du manque de revenus dans la vieille capitale. Nous allons tenter de ramener les gens.

Regardez à côté ce qui s'est passé. Ce n'est pas le gouvernement actuel qui a permis ces choses-là. C'est nous qui allons aider à ramener...

M. LAPORTE: M. le Président, le ministre pourrait-il pendant deux minutes nous parler de la valeur de l'hôtel Saint-Louis comme monument historique? Pas nous promener, là. Je ne parle que de ça; qu'il nous en parle donc pendant deux minutes, si cela lui dit quelque chose.

M. RUSSELL: Oui, M. le Président, d'une façon très simple, l'hôtel Saint-Louis avait été acheté en 1963. Il avait, à ce moment-là, une valeur commerciale. Il était habité; je crois que M. Johnson y demeurait; moi aussi. Il était occupé.

M. LAPORTE: Oui, c'était déjà un monument historique. Vous avez habité là.

M. RUSSELL: En 1966, le gouvernement l'avait acheté; on l'a libéré et on ne l'a même pas entretenu. Il n'était même plus réparable, c'était devenu un danger public. Il en coûterait plus cher de le réparer aujourd'hui ou de le rénover que de le démolir et de rebâtir quelque chose qui va s'accommoder avec les bâtisses à côté...

M. LAPORTE: Dépensez moins pour la publicité et rebâtissez dans le style actuel.

M. RUSSELL: C'est ce que nous allons faire.

M. LAPORTE: Le gouvernement ne fait rien.

M. RUSSELL: Nous allons continuer à corriger les erreurs du gouvernement précédent. Soyez sans crainte. Donnez-nous un peu de temps, nous allons le compléter tout en coopérant avec la ville de Québec, comme nous l'avons toujours fait, et la Commission des monuments historiques mentionnée par le député.

M. LAPORTE: M. le Président, je regrette infiniment que le débat prenne cette allure-là...

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): A l'ordre!

UNE VOIX: Nous allons aller à l'hôtel.

M. LAPORTE: M. le Président, allez-y donc à l'hôtel et fichez-nous la paix. J'espère que durant la fin de semaine, il y aura des voix plus intelligibles et plus autorisées que celle du ministre qui nous parleront de ce problème. Je saurai la semaine prochaine si la ville de Québec a consenti et si la Commission des monuments historiques a consenti. Je vais y aller aux renseignements, moi.

M. LOUBIER: Du chantage!

M. RUSSELL: M. le Président, pourrions-nous considérer le poste budgétaire 8 adopté et garder le poste budgétaire 2?

M. LAPORTE: Nous ne considérons rien du tout, M. le Président, nous allons ajourner et nous allons rapporter progrès...

M. RUSSELL: C'est ça.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Un instant...

M. LAPORTE: Et c'est une façon de rapporter progrès qui n'est pas très progressiste pour le moment.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): A l'ordre!

M. LOUBIER: Vous êtes obligé de prendre la parole du ministre.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): A l'ordre! Je voudrais que nous nous entendions bien. Je crois savoir qu'il y a quand même certains postes budgétaires qui sont adoptés. Je voudrais bien savoir lesquels.

M. RUSSELL: M. le Président, si je comprends bien, il y a les postes budgétaires 2 et 8 qui ne sont pas adoptés.

M. LAPORTE: Non, non, une minute, je vous redoute terriblement. Vous êtes pourtant un bon garçon.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Les postes budgétaires 3, 4, 5, 6 et 7 sont adoptés.

M. BERTRAND: Vous êtes allés très vite.

M. RUSSELL: Le député n'était pas ici, mais s'il a des questions, je vais y répondre quand même.

M. LAPORTE: Nous avons adopté le poste budgétaire 1.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Le poste budgétaire 1 est adopté.

M. LAPORTE: Le poste budgétaire 3.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Le poste budgétaire 3 est adopté; le poste budgétaire 2 est en suspens.

A l'ordre!

M. RUSSELL: S'il y a des questions sur le poste budgétaire 3, même s'il est adopté, vous pouvez les poser quand même.

M. LEVESQUE (Bonaventure): Je remercie le ministre.

M. LAPORTE: Poste budgétaire 4.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Poste budgétaire 4, adopté.

M. LAPORTE: Poste budgétaire 5.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Poste budgétaire 5, adopté.

M. LAPORTE: Postes budgétaires 6 et 7.

M. LE PRESIDENT (M. Fréchette): Postes budgétaires 6 et 7, adoptés.

M. LAPORTE: Alors, il restera les postes budgétaires 2, 8 et 9 ainsi que les questions du député sur l'article 11.

M. FRECHETTE (président du comité des subsides): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté des résolutions et qu'il demande la permission de siéger à nouveau.

M. LEBEL (président): Quand siégera-t-il? A la prochaine séance. A l'ordre!

L'honorable Secrétaire de la province.

M. PAUL: Avec la permission de la Chambre, je voudrais proposer l'ajournement de nos travaux à mardi prochain, trois heures, et je me fais un devoir de remercier l'Opposition...

M. BERTRAND: A qui on rendra la pareille.

M. PAUL: ...de nous avoir permis cet ajournement. Je fais que l'Opposition sera tout à fait heureuse d'apprendre qu'il nous fera également plaisir à nous, au mois de mai, de répondre favorablement à sa demande. C'est un échange de consentements de bon aloi.

M. LAPORTE: A la condition que vous nous reveniez avec un vrai chef.

M. LOUBIER: Un seul, pas dix, un seul.

M. LAPORTE: Vous en aviez onze, vous en avez perdu un? Il n'y en a plus que dix? M. Cardinal est-il éliminé?

M. BERTRAND: Allez-vous aux chutes pour ça en mai?

M. LAPORTE: Pensez à vos fins dernières.

M. PAUL: M. le Président, mardi, nous pourrions continuer avec les crédits du ministère des Travaux publics et, en bas, le ministère des Transports et Communications. Et, par la suite, ici, à l'Assemblée nationale, les crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche...

M. LOUBIER: Ah bon!

M. LAPORTE: Le grand balai.

M. PAUL: ... et peut-être aussi les crédits du ministère des Affaires culturelles dans la même journée.

UNE VOIX: Ce n'est pas un cadeau.

M. PAUL: En bas, nous pourrions peut-être attaquer l'étude des crédits..

M. LAPORTE: Qui voulez-vous qu'on attaque en bas?

M. PAUL: ... du ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. BERTRAND: Nous pourrions terminer nos travaux parlementaires la semaine prochaine.

M. LAPORTE: Je n'ai pas d'objection.

UNE VOIX: Mais vous n'auriez pas votre congrès.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Annoncez des élections.

M. BERTRAND: En voulez-vous?

M. LAPORTE: Tout de suite.

M. BERTRAND: Je vous ai dit, l'autre jour, d'être toujours prêt.

M. LAPORTE: On n'est pas toujours prêt; on est prêt.

M. BERTRAND: Vous l'êtes? Attention! La fin viendra trop vite.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: La faim?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Au cas où il y aurait des élections à préparer, la Chambre s'ajourne à mardi, trois heures.

(Fin de la séance: 22 h 5)